

REPUBLIQUE LIBANAISE
PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES
MISSION DES COMPTES ECONOMIQUES

Les comptes économiques du Liban
2004

Elaborés et rédigés sous la direction de Robert Kasparian

Février 2007

Avant-propos

La publication des comptes économiques 2004 du Liban fait suite aux travaux lancés en 2002 par S.E. le Premier Ministre Rafic Hariri et S.E. le Ministre de l'économie et du commerce Basil Fuleihan afin de fournir une description de l'évolution économique du Liban. Ce projet a déjà permis d'obtenir les comptes économiques de l'année de base 1997 basés sur un certain nombre d'enquêtes statistiques, ensuite la série des comptes économiques 1997-2002¹, puis tout récemment les comptes économiques de l'année 2003². Bénéficiant du soutien technique de l'Institut français de la statistique et des études économiques INSEE dont la réputation dans ce domaine est indiscutée, ce travail apporte une base chiffrée fiable sur la structure et le fonctionnement de l'économie libanaise mais fournit aussi un éclairage pour l'analyse de l'évolution économique de notre pays.

Ainsi à la suite de la reprise économique amorcée en 2001-2002 et confirmée par de bons résultats en 2003, l'économie libanaise a connu une très forte croissance en 2004, en phase avec le cycle d'expansion économique de la région. Cette croissance a été nourrie par des progressions spectaculaires de l'investissement et des exportations et par une accélération de la consommation finale. Elle s'est accompagnée de la maîtrise des dépenses publiques et de la diminution continue du déficit public. Du point de vue du financement, après les fortes entrées de capitaux en 2002 et 2003 résultant des décisions de la conférence de Paris II, la poursuite de flux importants de transferts privés a permis de maintenir la balance des paiements en léger excédent tandis la participation des banques au financement de l'économie a nettement repris.

En plus de cette description éclairante des performances de l'économie libanaise en 2004, l'équipe des comptes nationaux met maintenant à notre disposition une série de données maintenant longue qui couvre la période de 1997 à 2004 et qui permet de développer de nombreux travaux d'analyse économique. Nous savons ainsi que la croissance de l'année 2006 aurait pu être aussi bonne, sinon meilleure, que celle de l'année 2004. Ceci démontre avec force que notre économie peut atteindre des performances élevées lorsqu'elle n'est pas affectée par les évènements dramatiques qu'a connus notre pays ces deux dernières années.

Pour tous ces enseignements et pour leurs travaux, j'adresse mes remerciements à M. Robert Kasparian et à ses collaborateurs, ainsi qu'à tous les organismes libanais et internationaux qui ont collaboré à ce projet. Je remercie aussi les autorités françaises et tout spécialement l'INSEE qui, depuis le lancement de ce projet, nous apportent en permanence leur soutien et leur expertise.

Le Président du Conseil des Ministres

Fouad Siniora

¹ Ministère de l'économie et du Commerce - République Libanaise

² Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise

Remerciements à l'équipe qui a collaboré à la réalisation de cet ouvrage.

Nadine Zantout, économiste auprès de la mission des comptes économiques,

Michel Salameh de la Banque du Liban pour les comptes du secteur financier,

Rana Dakroub du ministère des finances pour les comptes de l'administration

Sommaire

	page
Introduction	9
Première partie. Le compte de biens et services	11
Chapitre 1. La production	13
Section I. L'agriculture et l'élevage	14
Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux	16
Section III. L'industrie	17
Section IV. La construction	18
Section V. Les transports et communications	19
Section VI. Les services marchands	20
Section VII. Le commerce	23
Section VIII. Les services non marchands	24
Chapitre 2. Les importations	27
Chapitre 3. La consommation	31
Section I. La consommation des ménages	31
Section II. La consommation publique	39
Chapitre 4. Les investissements	41
Section I. La formation brute de capital fixe	41
Section II. Les variations des stocks	42
Chapitre 5. Les exportations	43
Deuxième partie. Les comptes intégrés	47
Chapitre 1. Les comptes intégrés de l'économie nationale	50
Section I. Le compte de production	51
Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires	53
Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus	56
Section IV. Le compte d'utilisation du revenu	60
Section V. Le compte de capital	61
Section VI. Le compte financier	62
Chapitre 2. Les comptes du reste du monde et la balance des paiements	67
Section I. Le compte des opérations sur biens et services	67
Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants	68
Section III. Le compte des transferts en capital	69
Section IV. Le compte financier	70
Conclusion	71
Annexes	
Annexe I. Les tableaux de comptes de base	79
Annexe II. Sources statistiques	101
Annexe III. Note sur les chiffres d'affaires déclarés des établissements industriels et commerciaux en 2003 et 2004	121

Liste des tableaux

Tableaux dans le texte

1. Compte global de biens et services	11
2. Valeur ajoutée par secteur	13
3. La production agricole 2003-2004	14
4. La production d'énergie et eaux 2003-2004	16
5. La production industrielle 2003-2004	17
6. La production de bâtiment et travaux publics 2003-2004	18
7. La production de services de transports et communications 2003-2004	19
8. La production de services marchands 2003-2004	20
9. Compte du secteur commercial 2003-2004	23
10. Calcul de la production des services non marchands 2003-2004	25
11. Importations classées par groupe de produit 2003-2004	28
12. Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2003-2004	29
13. Consommation des ménages par nature 2003-2004	31
14. Consommation alimentaire des ménages par nature 2003-2004	32
15. Consommation des ménages d'énergie et eaux 2003-2004	34
16. Achat de biens d'équipement par les ménages 2003-2004	35
17. Consommation de biens manufacturés selon leur nature	35
18. Consommation intérieure de services de transports et communication 2003-04	36
19. Consommation de services sociaux selon leur nature 2003-2004	37
20. Consommation de services individuels selon leur nature 2003-2004	38
21. Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé	39
22. La formation brute de capital fixe par nature 2003-2004	41
23. Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé	42
24. Les exportations de biens et services par nature 2003-2004	43
25. Exportations de lingots d'or 2001-2004	44
26. Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1)	48
27. Comptes du reste du monde (S.2)	49
28. Evolution des principaux agrégats	50
29. Les impôts indirects par nature 2000-2004	52
30. Les taxes sur la consommation par nature 2000-2004	52
31. Les subventions aux entreprises publiques 2000-2004	53
32. La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2000-2004	54
33. Charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations	55
34. Evolution des charges de la dette publique et de part des intérêts dans les charges	55
35. Composition du revenu national brut 2000-2004	56
36. Répartition des impôts directs par nature 2000-2004	57
37. Les cotisations sociales payées par les agents nationaux	58
38. Répartition des prestations sociales reçues par nature	58
39. Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature	59
40. Calcul du RNBD	59
41. Répartition du RNBD et de l'épargne nationale brute par agent	60
42. Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent	61
43. Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire	63
44. Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur	64
45. Variation des crédits selon leur nature	65
46. Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques	65
47. Evolution des différents soldes de la balance des paiements	67

Tableaux des comptes de base (annexe I)

1. Tableaux emplois - ressources des comptes de biens et services par groupe de produits en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente	
1.0. Ensemble des produits	79
1.1. Produits de l'agriculture	80
1.2. Produits de l'élevage	81
1.3. Energie et eaux	82
1.4. Produits des industries agro-alimentaires	83
1.5. Textiles et cuir	84
1.6. Minerais non métalliques	85
1.7. Métaux, machines et appareils	86
1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques	87
1.9. Meubles	88
1.10. Produits divers	89
1.11. Bâtiment et travaux publics	90
1.12. Transports et communications	90
1.13. Services marchands	91
1.15. Services non marchands	91
2. Tableaux entrées - sorties des comptes de biens et services, en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente 2000-2004	92
3. Comptes des institutions financières	
Comptes des banques commerciales	97
4. Comptes des Administrations publiques	
4.1. Comptes de l'administration centrale	98
4.2. Comptes consolidés des administrations publiques	100

Tableaux des sources statistiques (Annexe II)

I.1	Mouvement de la population	101
II.1	La production végétale	101
II.2	La production animale	102
III.1	Les principaux produits pétroliers importés	103
III.2	La consommation d'électricité	103
IV.1	Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie	104
V.1	Permis de construire enregistrés à l'ordre des ingénieurs	105
V.2	Ventes locales de ciment	105
V.3	Importations de matières premières pour la construction	105
VI.1	Mouvement des marchandises au port de Beyrouth	105
VI.2	Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth	105
VI.3	Recettes de la direction des téléphones et télécommunications	105
VII.1	Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits	106
VII.2	Santé : dépenses publiques de santé	106
VII.3	Services des assurances	106
VII.4	Arrivées des voyageurs	106
VIII.1	Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement	107
VIII.2	Comptes du Trésor	108
VIII.3	La dette publique	108
VIII.4	Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes	109
VIII.5	Comptes du CDR	110

VIII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	111
VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations	112
IX.1. Evolution de la situation monétaire	113
IX.2. Evolution du cours du dollar américain	113
IX.3. Distribution des crédits bancaires par secteur	113
X.1. Evolution des importations par branche de production	114
X.2. Exportations	116
X.3. Evolution des réexportations et du transit	116
X.4. Importations suivant les principaux pays	116
XI.1. Indice (officiel) des prix à la consommation	117
XI.2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB	117
XI.3. Indice des valeurs unitaires à l'importation	118
XI.4. Indice des taux de change	120

Tableaux de l'Annexe III (Note sur les chiffres d'affaires déclarés des établissements industriels et commerciaux en 2003 et 2004)

Tableau 1. Etat des déclarations de chiffres d'affaires en 2003 et 2004	122
Tableau 2. Nombre d'établissements et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 par mode d'imposition	123
Tableau 3. Nombre d'établissements et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 par lieu de déclaration	123
Tableau 4. Nombre d'établissements et chiffres d'affaires déclarés en 2003 et 2004 par statut juridique	124
Tableau 5. Nombre d'établissements et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 par assujettissement à la TVA	125
Tableau 6. Nombre d'établissements et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 classés par secteur d'activité économique	126
Tableau 7. Nombre d'établissements assujettis à la TVA et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 classés par secteur d'activité économique	127

Introduction

La publication des comptes économiques du Liban pour les années 1997-2002 a mis en lumière les principales caractéristiques de l'économie libanaise et son évolution après la fin des travaux de reconstruction du pays lancés en 1992 et achevés en 1997.

Conscient de l'importance de tels comptes pour le cadrage des politiques économiques, le gouvernement a pris la décision de poursuivre ces travaux et d'estimer les comptes économiques de la période 2003-2005 en attendant que l'Administration centrale de la statistique soit en mesure d'élaborer des statistiques régulières sur la situation économique et sociale du pays.

Les comptes de 2003 publiés en mai 2006 ainsi que les comptes de 2004 présentés ici, sont établis suivant les mêmes conventions et méthodes qui ont été adoptées lors de la confection des comptes des années précédentes. Rappelons que, vu les lacunes dans la base des données concernant l'économie du pays, un modèle simplifié tiré de celui de la comptabilité nationale telle que recommandée par les Nations Unies et l'Union Européenne a été adopté et des méthodes d'estimation des différents postes des comptes à partir des données disponibles ont été élaborées.³

Cependant notre connaissance sur les entreprises industrielles et de services s'est enrichie entre temps grâce à une enquête menée auprès des neuf cents plus grandes entreprises par l'Observatoire universitaire des réalités socio-économique de l'Université Saint-Joseph portant sur l'année 2003, enquête financée par l'organisme de coopération technique française (ADETEF). C'est ainsi que certaines estimations ont été révisées, sans que cela n'affecte sensiblement les grands agrégats caractérisant l'économie et son évolution. En particulier, les exportations nettes de services ont été révisées à la hausse. De plus, le dépouillement des déclarations fiscales des établissements industriels et commerciaux pour les années 2003 et 2004 a permis de dégager des tendances dans l'évolution de l'activité économique de certains secteurs économiques.

La croissance économique amorcée en 2003 s'est poursuivie en 2004 avec plus de vigueur accompagnée toujours d'une hausse modérée des prix. Cette croissance a été alimentée essentiellement par la demande extérieure, par la reprise des investissements privés et dans une moindre mesure par la consommation privée et une reprise timide des investissements publics, l'Etat étant toujours handicapé par le poids de sa dette et par ses efforts de réduction du déficit public.

La reprises des activités et la nécessité de reconstruire les stocks ont entraîné une très forte augmentation des importations et du déficit de la balance commerciale. Cependant les transferts courants ou en capital ont permis non seulement de combler un tel déficit mais de dégager un excédent dans la balance des paiements.

³ Le lecteur pourra consulter le modèle des comptes et les méthodes d'estimation en détail dans les deux publications précédentes éditées par le ministère de l'économie et du commerce : « Les comptes économiques du Liban 1997 », mai 2003 et « Les comptes économiques du Liban 1997-2002 », juillet 2005

Tous ces faits sont détaillés dans les comptes qui sont présentés en deux parties :
La première partie passe en revue les comptes de biens et services qui décrivent les différents aspects de l'économie réelle et leur évolution. Elle comprend cinq chapitres consacrés aux éléments constituant l'égalité de base de ces comptes à savoir :

production + importation = consommation + formation brute de capital fixe et variation des stocks + exportation.

La deuxième partie présente en deux chapitres l'équilibre général des comptes intégrant l'ensemble des flux constituant l'activité économique générale. Le premier chapitre est consacré aux comptes intégrés de l'économie nationale. Ils reprennent les comptes de production et les enchaînent avec les comptes des opérations de répartition et les opérations financières. Le deuxième chapitre expose les comptes du reste du monde et la balance des paiements.

Première partie. Le compte des biens et services

L'économie réelle est décrite par le compte global de biens et services. Le tableau n°1 ci-dessous présente les résultats de ce compte pour 2004 comparés à ceux de 2003. Une estimation des comptes à prix constants permet de dégager les effets de la variation des prix dans la variation totale et dégager ainsi la croissance réelle.

Tableau n° 1
Compte global de biens et services 2003-2004

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
<i>Emplois</i>					
Consommation privée	25 407	27 660	26 826	3,1	5,6
Consommation publique	4 991	4 840	4 810	0,6	-3,6
FBCF privé et var. des stocks	4 844	6 077	5 964	1,9	23,1
FBCF public	889	996	976	2,0	9,8
Tot.: dépense nationale	36 131	39 573	38 577	2,6	6,8
Exportations	4 988	6 423	6 277	2,3	25,9
Emplois= ressources	41 119	45 996	44 854	2,5	9,1
<i>Ressources</i>					
PIB	29 851	32 357	32 072	0,9	7,4
Importations	11 268	13 638	12 782	6,7	13,4

Ainsi la croissance de l'activité économique intérieure mesurée par le Produit Intérieur Brut aux prix de l'année précédente a été en 2004 de 7,4% contre 4,1% en 2003 et de 2% en moyenne pour la période 1997-2002.

La croissance de la dépense nationale en 2004 a été légèrement inférieure à celle du PIB: +6,8% ; elle était de 4,4% en 2003 et de 1,1% en moyenne durant la période quinquennale précédente. Cette croissance est due essentiellement à la reprise en force des investissements privés à partir de 2003 après une période de régression, la progression de la consommation ayant été plus modeste.

Ajoutées à la dépense nationale, les exportations ont entraîné la demande totale à des niveaux plus élevés 9,1% en valeur réelle par rapport à 2003.

Comme on peut le constater, la production intérieure n'a pas suivi le rythme de la croissance de la demande intérieure et extérieure. Comme en 2003, ce sont les importations qui ont progressé beaucoup plus vite (+13,4% en valeur réelle). Le même phénomène a été observé mais en sens inverse durant la période de stagnation ou de récession : de 1997 à 2002, le taux de croissance du PIB a été légèrement supérieur à celui des importations.

Quant à l'inflation mesurée par la variation du niveau des prix à la consommation, elle a été plus modérée en 2004 : 3,1% contre 3,6% durant 2003 et 4,7% en 2002 (cette dernière hausse qui intervient après une période de stagnation ou même de déflation est due à l'introduction de la TVA). Cette inflation est importée puisque le niveau des prix à l'importation mesuré par l'indice des valeurs unitaires a progressé de 6,7% en 2004 et de 5,6% en 2003 alors que les prix des facteurs de production interne étaient presque stationnaires : +0,9% en 2004 et +1,6% en 2003.

L'évolution des agrégats du compte de biens et services durant l'année 2004 est décrite en détail dans les cinq chapitres qui suivent :

1. La production intérieure
2. Les importations
3. La consommation
4. La formation brute du capital fixe et la variation des stocks
5. Les exportations

Chapitre premier

La production

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le niveau de l'activité de production des différents agents économiques. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées des entreprises (sociétés, entreprises individuelles et entreprises publiques) produisant des biens et services marchands évalués aux prix du marché et de la production des administrations de services non marchands évaluée aux coûts des facteurs.

La répartition du PIB sur les différents secteurs d'activité économique et son évolution en 2004 par rapport à 2003 sont données dans le tableau n° 2

Tableau n° 2
Valeur ajoutée par secteur 2003-2004

Secteur	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Agriculture et élevage	1 639	1 697	1 730	-1,9	5,6
Energie et eaux	187	83	193	-56,9	3,2
Industries	3 513	3 782	3 781	0,0	7,6
Construction	2 202	2 407	2 417	-0,4	9,8
Transports et communications	2 098	2 384	2 489	-4,2	18,7
Services marchands	9 981	10 629	10 536	0,9	5,6
Commerce	6 693	7 763	7 315	6,1	9,3
Administration	3 538	3 611	3 611	0,0	2,1
Total PIB	29 851	32 357	32 072	0,9	7,4

Contrairement à la période précédente, la valeur ajoutée dans le secteur agricole a connu une nette progression en 2004. Quant aux autres secteurs de production de biens tels que l'industrie et le bâtiment, ils ont poursuivi leur essor amorcé en 2003 grâce au développement des investissements et la forte hausse de la demande extérieure. On notera aussi la très forte progression du secteur des transports et communications due au développement spectaculaire des télécommunications.

Le développement économique n'a pas été uniforme dans tous les secteurs. Ainsi, la part dans le PIB du secteur de l'agriculture a continué à reculer passant de 5,8% en 2002 à 5,5% en 2003 et à 5,2% en 2004, alors que celle des services en général a dépassé les trois quarts.

La croissance ou la régression de la valeur ajoutée dans un secteur dépend non seulement du développement de l'activité réelle dans ce secteur mais aussi de la variation des prix à la production et des prix des entrants. Il est remarquable de constater que malgré la croissance réelle du secteur de l'énergie, la valeur ajoutée dans ce secteur a diminué suite à la très forte hausse des prix des produits pétroliers

servant à la production d'électricité, hausse non accompagnée par une hausse équivalente des prix de vente de l'énergie électrique.

Les sections qui suivent donnent le détail de la formation de la valeur ajoutée dans les différents secteurs.

Section I. L'agriculture et l'élevage

La valeur ajoutée dans l'agriculture et l'élevage est calculée en retranchant de la production aux prix à la ferme la valeur estimée de la consommation intermédiaire ainsi que le montre le tableau ci-dessous (tableau n° 3).

Tableau n° 3
La production agricole 2003-2004

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	des prix	des vo- lumes
Céréales	62	78	67	16,2	8,9
Fruits	781	821	856	-4,1	9,7
Cultures industrielles	101	117	111	5,3	10,1
Légumes et autres plantes	570	596	589	1,3	3,3
Produits de l'agriculture	1 513	1 612	1 623	-0,7	7,3
Animaux vivants	266	290	282	2,9	5,9
Produits d'origine animale	214	214	209	2,3	-2,0
Produits de la pêche	58	54	54	0,2	-8,0
Pr. de l'élevage et pêche	538	558	545	2,4	1,2
Total général	2 050	2 170	2 168	0,1	5,7
- consommation intermédiaire	411	473	437	8,2	6,3
= Valeur ajoutée brute	1 639	1 697	1 730	-1,9	5,6

Ce tableau montre que l'évolution en valeur et en prix de la production a été différente de celle de la consommation intermédiaire. La hausse en volume de la production a été accompagnée par une hausse plus importante des volumes de biens intermédiaires consommés. Il en est résulté une hausse de la valeur ajoutée en valeur réelle légèrement moins forte que celle de la production (+5,6% contre +5,7% pour la production). Par ailleurs les prix à la ferme ont quasiment stagné alors que ceux des entrants accusaient une hausse importante (+8,2%). Il en est résulté une baisse de la rémunération des facteurs de production (-1,9%)

Evolution de la production

La production végétale est composée essentiellement de fruits et légumes dont la production a accusée une hausse en volume durant l'année 2004.

L'accroissement de 10,1% des quantités de fruits produits est uniquement dû à la très forte hausse dans la production d'olives. En effet, d'après les estimations du Ministère de l'agriculture, la production d'olives aurait atteint en 2004, 167 300 tonnes contre

83 200 tonnes en 2003. La production en quantités de l'ensemble des autres fruits n'aurait augmenté que de 2,4%.

Mis à part la pomme de terre dont la production a passé de 416 400 tonnes en 2003 à 499 000 tonnes en 2004 (+20%) avec une baisse des prix de 10%, la production de l'ensemble des légumes a connu un recul dans la production (-4,8%) accompagné d'une hausse des prix (+4,8%).

La production du secteur de l'élevage et de la pêche a progressé, en 2004, à un rythme moins élevé que durant les périodes précédentes : 1,2% contre 3,2% en 2003 et 5,4% en moyenne par an durant la période 1997-2002. Ce ralentissement est dû à la baisse de production d'origine animale ainsi que celle des produits de la pêche alors que l'élevage d'animaux destinés à la production de viande enregistrait une croissance de 5,9%.

La baisse de 2% des quantités de produits d'origine animale est le résultat de la baisse de production de lait frais qui, d'après les estimations du ministère de l'agriculture a passé de 254 490 tonnes à 244 000 tonnes et de celle d'œufs qui a chuté de 775 à 755 millions d'unités.

L'augmentation des quantités produites d'animaux vivants provient de celle de la production de viande de poulets qui passe, toujours d'après les estimations du ministère de l'agriculture, de 127 300 tonnes en 2003 à 137 300 tonnes en 2004, alors que celle de viande rouge restait presque au même niveau qu'en 2003. Mais la production de viande rouge représente moins de 30% de la valeur de la production d'animaux vivants, le reste étant constitué de viande de poulet.

Les prix à la ferme des produits de l'élevage ont connu une hausse de 2 à 3% en 2004 par rapport à 2003 de sorte que la valeur de la production de ce secteur a enregistré une hausse plus importante que les quantités (+3,7%).

La consommation intermédiaire dans l'agriculture et l'élevage

Contrairement à la production qui fait l'objet de statistiques régulières de la part du Ministère de l'agriculture, la consommation intermédiaire dans ce secteur n'est pas saisie par enquête directe auprès des agriculteurs et des fermiers ; elle a été estimée de façon indirecte par l'examen de la production et de l'importation de produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : semences et plants, eau d'irrigation, engrais, pesticides, aliments pour le bétail, etc. La plus grande partie de ces produits sont d'ailleurs importés, ce qui permet aussi de calculer approximativement l'évolution de leur prix de vente aux agriculteurs ainsi que des quantités utilisées.

L'augmentation du volume des produits intermédiaires utilisés dans l'agriculture en 2004 par rapport à 2003 (+6,3%), est due essentiellement à l'augmentation des quantités d'engrais et de pesticides importés : respectivement +24,3% et +21,1%. L'importation des autres produits entrants dans l'agriculture et l'élevage a par contre stagné ou baissé : semences et plants -9%, céréales et autres produits pour l'alimentation des animaux -1,7%.

La hausse des prix de ces produits (+8,2%) est aussi le résultat de la hausse des prix à l'importation qui a atteint +13,5% dans l'ensemble : engrais +13%, pesticides +0,4%, semences et plants +15,7%, aliments pour animaux +15,9%.

Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux

Parallèlement aux entreprises publiques qui contrôlent la production et la distribution de l'électricité et de l'eau, il existe, en raison des coupures fréquentes sur le réseau de distribution public, de petits établissements privés qui produisent et vendent de l'électricité à l'échelle du quartier et aussi des établissements qui distribuent de l'eau aux domiciles par des camions citernes. Les estimations de 2004 sont basées sur les estimations antérieures en utilisant les indicateurs disponibles.

L'évolution du compte de production de ce secteur entre 2003 et 2004 se présente comme suit (tableau n° 4) :

Tableau n° 4
La production d'énergie et eaux 2003-2004

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Electricité	1 100	1 158	1 139	1,7	3,5
Eaux	169	171	171	0,0	1,2
Total	1 269	1 329	1 310	1,5	3,2
- consommation intermédiaire	1 083	1 246	1 117	11,6	3,2
= Valeur ajoutée brute	187	83	193	-56,9	3,2

Evolution de la production

L'évolution en volume de la production d'électricité est estimée par un arbitrage entre les statistiques de la distribution du courant électrique sur le réseau qui font apparaître un recul de 0,5% (10 491 MWh en 2004 contre 10 548 MWh en 2003) et les comptes de l'EDL qui ont enregistré une hausse de 4,3% du nombre de kWh facturés.

En l'absence de données sur la distribution d'eau, la consommation de ce bien a été supposée augmenter proportionnellement à la croissance de la population qui est environ de 1,2% par an.

Quant aux prix, ils sont en théorie constants puisque aucun changement de tarif n'est intervenu entre 2003 et 2004. Ce pendant, le tarif de l'électricité étant progressif, le prix moyen du kWh distribué dépend de la répartition de la consommation entre les ménages. D'après les données de l'EDL le prix moyen du kWh facturé en 2004 était très légèrement supérieur à celui de 2003 (+1,7%).

Evolution de la consommation intermédiaire dans le secteur de l'énergie

La consommation intermédiaire dans ce secteur a progressé en volume approximativement comme la production. Elle est composée en grande partie de produits pétroliers dont les prix ont fortement augmenté en 2004. En conséquence, la valeur ajoutée dans ce secteur, qui représente une faible part de la valeur de la production, a chuté de plus de 44%, passant de 187 milliards en 2003 à 83 milliards de LL en 2004 .

Section III. L'industrie

Le tableau n° 5 montre l'évolution de la production des différentes branches de l'industrie ainsi que celle de la consommation intermédiaire suivant la nature des biens et services utilisés dans le processus de production.

Dans l'ensemble, le volume des entrants dans l'industrie a augmenté dans la même proportion que le volume de la production (7,5%). Il en est résulté une croissance de la valeur ajoutée à prix constants du même ordre de grandeur (+7,6%).

Tableau n° 5
La production industrielle 2003-2004

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
<i>Production</i>					
Agro-alimentaires	2 960	3 183	3 009	5,8	1,6
Textiles	596	706	687	2,7	15,3
Minéraux non métalliques	876	989	912	8,4	4,1
Métaux, machines et appareils	1 289	1 404	1 355	3,6	5,2
Bois, caoutchouc et chimie	976	1 182	1 124	5,2	15,2
Meubles	395	477	458	4,1	16,1
Autres branches	874	967	1 020	-5,2	16,8
Total	7 966	8 908	8 567	4,0	7,5
<i>Consommation intermédiaire</i>					
Produits agricoles	663	745	691	7,8	4,2
Produits de l'élevage	558	580	556	4,3	-0,4
Energie et eaux	372	434	389	11,6	4,5
Produits agro-alimentaires	262	291	270	7,7	3,2
Textiles	232	275	270	1,7	16,3
Minéraux non métalliques	458	526	492	6,8	7,4
Métaux, machines et appareils	786	874	834	4,8	6,1
Bois, caoutchouc et chimie	896	1 148	1 030	11,4	15,3
Autres produits manufacturés	71	85	85	-0,2	18,9
Services	154	170	169	0,9	9,0
Total	4 452	5 126	4 785	7,1	7,5
Valeur ajoutée brute	3 513	3 782	3 781	0,0	7,6

Par ailleurs les industriels n'ont pas haussé les prix à la production dans la même proportion que celle des prix des produits intermédiaires consommés (+4% au lieu de +7,1%) gardant ainsi constant les prix des facteurs de production.

Evolution de la production

La croissance de la production industrielle a été provoquée principalement par la demande extérieure (exportations et achats des touristes, voir chapitre 5). Les branches qui ont accusé une progression remarquable en 2004 sont les suivantes : l'industrie du meuble (+16,1% en volume), l'industrie du bois, caoutchouc et produits chimiques (+15,2%), l'industrie textile (+15,3%) et, dans les autres branches, la bijouterie (+26,6%) et les éditions (+10,1%).

Evolution de la consommation intermédiaire dans l'industrie

La composition des intrants dans l'industrie varie en fonction de l'évolution de la production des différentes branches. Ainsi la progression modérée en volume de la consommation des produits de l'agriculture et de l'élevage provient de la faiblesse de la croissance des industries agro-alimentaires. La hausse de consommation de produits textiles est la conséquence de la hausse de la production du secteur des textiles et du meuble. Notons que la hausse en valeur relative de la consommation de produits divers n'est pas très significative vu son faible poids dans les intrants.

Section IV. La construction

Comme pour la production industrielle, la croissance réelle de la construction est déduite des statistiques sur les matières premières utilisées dans ce secteur : livraison intérieure de ciment par les cimenteries locales et produits importés utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. Le tableau n° 6 montre la variation de la production de bâtiments en valeur et en volume ainsi que celle des produits consommés dans la construction.

Tableau n° 6
La production de bâtiment et travaux publics 2003-2004

	<i>Valeurs en milliards de LL</i>			<i>Variation en %/an</i>	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Production	3 957	4 451	4 342	2,5	9,7
Consommation intermédiaire					
Minéraux non métalliques	715	819	767	6,8	7,2
Métaux machines et appareils	723	832	794	4,8	9,7
Bois, caoutchouc, chimie	180	228	204	11,4	14,2
Autres produits	30	36	33	10,0	9,7
Services	107	129	127	1,1	19,9
Total	1 755	2 043	1 925	6,1	9,8
Valeur ajoutée brute	2 202	2 407	2 417	-0,4	9,7

N'étant pas observée directement, la variation des prix à la construction a été estimée par la moyenne pondérée de l'évolution du salaire de l'ouvrier et des prix des matières premières. Le prix de la main d'œuvre n'ayant pas changé, la croissance des prix à la construction aurait été de 2,5% contre une hausse de 6,1% dans la valeur des matières premières destinées à la construction.

La variation du volume des produits intermédiaires consommés a été légèrement supérieure à celle de la production suite à un léger changement dans la composition des intrants.

Les prix de l'ensemble des facteurs de production formant la valeur ajoutée (amortissement, salaires et revenus mixtes) auraient accusé une légère baisse (-0,4%).

Section V. Les transports et communications

Le secteur des transports et communications a connu une forte croissance durant l'année 2004 (+18,7% en volume), poursuivant ainsi la progression réalisée durant les années précédentes. Cette croissance est due principalement au développement spectaculaire de télécommunications et dans une moindre mesure à la croissance des transports aériens.

Le tableau n° 7 montre l'importance de la branche des télécommunications dont la production a accusé une hausse de 22,1% avec une stabilité dans les prix.

Il faut noter cependant que la branche des transports routiers est sous-estimée du fait qu'elle ne prend pas en compte, faute de renseignements, les transports de marchandises. Ceci a pour conséquence de diminuer la part de ce secteur dans le PIB au profit des autres secteurs, notamment le commerce.

Tableau n° 7
La production de services de transports et communications 2003-2004

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Transports routiers	745	751	747	0,6	0,3
Transports aériens et autres	323	372	372	0,0	15,1
Postes et télécommunications	2 844	3 474	3 474	0,0	22,1
Total	3 912	4 598	4 593	0,1	17,4
- consommation intermédiaire	1 815	2 214	2 104	5,2	15,9
= Valeur ajoutée brute	2 098	2 384	2 489	-4,3	18,7

La détérioration des prix de la valeur ajoutée est due à la hausse des prix des intrants, notamment des prix des carburants alors que les prix à la production restaient pratiquement inchangés.

Section VI. Les services marchands

Du compte de production du secteur des services marchands autres que les transports, communications et commerce reproduit dans le tableau n° 8 ci-dessous, il ressort que ce secteur a connu une progression non négligeable en 2004. La valeur ajoutée a crû en termes réels de 4,2%.

Evolution de la production de services marchands

Le secteur des services marchands est très hétérogène et groupe des activités qui ont connu des développements différents.

Tableau n° 8
La production de services marchands 2003-2004

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Services aux entreprises	816	900	872	3,2	6,8
Entretien et réparation	214	251	244	2,8	14,2
Logement	2 252	2 299	2 298	0,1	2,0
Hôtels et restaurants	1 093	1 258	1 235	1,9	13,0
Services personnels divers	772	785	781	0,5	1,2
Services de santé	1 752	1 865	1 847	1,0	5,5
Services d'éducation	2 788	3 059	2 968	3,1	6,5
Services financiers	2 448	2 543	2 543	0,0	3,9
Total	12 135	12 961	12 789	1,3	5,4
- Consommation intermédiaire	2 153	2 332	2 253	3,5	4,6
= Valeur ajoutée brute	9 981	10 629	10 536	0,9	5,6

a) Les services aux entreprises

Il s'agit des services techniques, juridiques, de comptabilité, d'informatique, de location de matériels, de courtage, etc. La production de ces services n'est pas estimée à partir d'enquêtes directes auprès des entreprises. Elle est égale à la somme des consommations intermédiaires des différents secteurs utilisateurs de ces services, en particulier l'administration publique, et des exportations. Les erreurs d'estimation possibles des consommations intermédiaires n'affectent pas l'estimation du PIB mais sa répartition entre le secteur des services et les autres secteurs. Par contre, une erreur sur l'estimation des exportations de services affecte le PIB.⁴ D'après une enquête récente, les exportations de tels services auraient été le principal facteur de leur développement.

Les prix de ces services n'ont fait l'objet d'aucune évaluation et ont été maintenus constants.

⁴ Les comptes de ce secteur ont été révisés en 2003 à la lumière des résultats des enquêtes effectuées auprès des grandes entreprises. Il est apparu que les exportations de services adoptées dans les comptes 1997-2002 étaient sous-évaluées.

b) Les services d'entretien et réparation

Il s'agit ici uniquement des services d'entretien et de réparation utilisés par les ménages et les administrations qui sont les seuls à avoir été saisis statistiquement. Les services d'entretien utilisés par les entreprises n'ont pas fait l'objet d'estimations et ont été négligés ; en conséquence la répartition du PIB entre le secteur des services et les autres secteurs, est biaisée.

La consommation des ménages en services d'entretien et de réparation, principale composante de la production de ce secteur, est connue grâce à l'enquête sur le budget des ménages de 1997. Les estimations pour les autres années ont été effectuées à l'aide d'indicateurs : l'importation des pièces de rechange pour la réparation des voitures et de l'électroménager, la croissance du nombre de logements (de ménages) pour l'entretien des bâtiments. D'après ces indicateurs, la consommation et donc la production de tels services aurait connu une forte progression en 2004 (+14,2%) après avoir régressé d'environ de 2% en 2003. La hausse des prix de ces services aurait atteint 2,8% d'après les relevés de prix de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Beyrouth (CCIAB).

c) Les services des hôtels et restaurants

Par convention et commodité de traitement statistique, la production des hôtels et restaurants est égale à leur chiffre d'affaires diminué de la valeur des achats de nourritures et boissons servies aux clients. Partant des estimations de 1997, la production de ce secteur pour les années suivantes a été estimée en utilisant comme indicateur de croissance réelle la moyenne simple des taux de croissance des arrivées des touristes et de la population résidente. C'est ainsi que le taux de croissance de ce secteur a été estimé à 13% au regard de l'accroissement de l'arrivée de voyageurs étrangers qui a été de 24.9% en 2004 par rapport à 2003 (1,36 millions d'arrivée en 2004 contre 1,09 en 2003).

Les variations des prix des services de restauration sont déduites des observations de la CCIAB. Celles des prix des services d'hôtellerie ont été prises comme étant égales à celles des prix de la restauration.

d) Les services personnels divers

Il s'agit des services de loisirs, de soins personnels et ménagers. Ils sont connus grâce à l'enquête sur les budgets des ménages de 1997. L'estimation pour les autres années a été faite de façon arbitraire en appliquant aux données de 1997 un taux de croissance réelle de 1,4%/an pour la période 1997-2002 et de 1,2% pour les années 2003 et 2004. Le taux de variation des prix calculé grâce aux relevés de prix de la CCIAB.

e) Les services de santé

Les services de santé ont fait l'objet de nombreuses études entre 1997 et 1999 : enquête sur les conditions de vie des ménages (ACS 1997, les comptes de la santé (OMS 1998), enquête sur l'utilisation des services de santé (ACS, OMS 1999). Les estimations retenues pour 1997 sur la base de ces études ont été projetées sur les

années suivantes en retenant l'importation de médicaments comme indicateur de la production des services de santé.

D'après ces estimations, le secteur de la santé (secteur marchand, à l'exclusion des services publics de santé) a connu en 2004 une croissance un peu plus forte que dans les années précédente : +5,5 en 2004 contre 3,2% en 2003 et 2,4% par an en moyenne sur la période 1997-2002.

Les variations des prix (+1% en 2004) ont été déduites des observations de la CCIAB.

f) Les services d'éducation

La production de services d'éducation comprend uniquement les frais de scolarités et la valeur des services annexes reçus par les écoles et les universités de l'enseignement privé. Les services des écoles publiques et de l'Université libanaise sont comptés avec les services non marchands du secteur de l'administration (voir plus loin chapitre 4, section 2). Les estimations de 1997 ont été projetées sur les années suivantes en fonction de l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants enregistrés dans les établissements d'enseignement privés et des prix de scolarité relevés par la CCIAB.

Le résultat de ces estimations fait apparaître un taux de croissance réelle de ce secteur de 6,5% en 2004 contre 3,5% en 2003 et une moyenne annuelle de 1,3% par an durant la période 1997-2002. Les relevés de prix de la CCIB font apparaître une augmentation des prix des scolarités en 2004 de 3,1%

g) Les services financiers

Les services financiers comprennent les services bancaires et les services d'assurances.

La valeur de la production de services bancaires est définie comme étant égale aux intérêts et commissions reçus par les banques, diminués des intérêts payés aux déposants. Les données ayant servi au calcul de la production de ces services sont fournies par les comptes de "pertes et profits" communiqués à la Banque du Liban

Il est difficile de définir un prix pour les services bancaires. En attendant des travaux d'étude permettant la mise au point d'une méthode de détermination d'un tel prix, les prix des services bancaires ont été supposés constants sur la période étudiée.

La valeur de la production bancaire (banques commerciales seulement) a passé de 1 551 milliards de LL en 1997 à 1 924 milliards en 2002 et 2025 milliards en 2003 et 1 997 milliards en 2004. Ainsi après un période de croissance à un rythme moyen compris entre 4 et 5%, la production des banques commerciales a diminué de 2,3% en 2004 par rapport à 2003. Cette baisse a été largement compensée par la croissance des établissements de crédits à moyen et long terme.

De même, la production des services d'assurances est définie comme étant égale à la différence entre les primes reçues et les indemnités payées. Là encore il n'est pas envisagé de définir le prix du service ainsi défini.

La valeur de la production de service d'assurances a été révisée à la lumière de nouvelles statistiques fournies par le ministère de l'économie et du commerce. Ce secteur a connu une très forte croissance durant les sept dernières années. Durant la période quinquennale 1997-2002, le produit des assurances a passé de 182 à 299 milliards de LL soit un taux de croissance moyen de 10% par an. En 2003 et 2004, la progression a été encore plus forte : +16% en 2003 et +21% en 2004.

Section VII. Le commerce

Evolution de la production du secteur commercial

La valeur de la production de services commerciaux est mesurée par les marges commerciales au sens large (différence entre les prix de vente et les prix d'achat) et les commissions reçues par les intermédiaires entre utilisateurs et producteurs de marchandises. Ces marges comprennent les taxes sur la consommation payées par les commerçants et les marges du commerçant à proprement parler. Le tableau n° 9 ci-dessous récapitule les éléments rentrant dans le calcul de la production du secteur commerce.

Seules les taxes payées lors de la rentrée de la marchandise sur le territoire libanais ont pu être répertoriées. Elles comprennent les droits de douanes, la taxe sur la consommation et, depuis 2002, la TVA perçus sur les marchandises importées.

Les marges du commerce intérieur sont égales à la différence entre la valeur des emplois de biens et services et celle des importations et de la production locale diminuée du montant des taxes payées par les importateurs. Ainsi calculées, les marges comprennent les taxes internes telles que la TVA interne que les statistiques actuelles ne permettent pas d'affecter aux différents secteurs de l'économie.

Le calcul des marges aux prix de l'année précédente revient à calculer les marges d'une année en appliquant au volume des biens échangés, le coefficient de marge de l'année précédente. Ce calcul a été fait séparément pour les taxes et les marges du commerce intérieur. En ce qui concerne les prix des services du commerce extérieur, aucune estimation de leur évolution n'est possible ; ils ont été maintenus au même niveau.

Tableau n° 9
Compte du secteur commercial 2003-2004

	<i>Valeurs en milliards de LL</i>		<i>Variation en %/an</i>		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Composantes du produit du commerce					
Taxes sur les importations	2 680	2 963	2 930	1,1	9,3
Marges du comm. intérieur	4 331	5 177	4 729	9,5	9,2
Services du commerce extérieur	718	950	950	0,0	32,4
Total= production	7 728	9 090	8 609	5,6	11,4
- Consommation intermédiaire	1 035	1 327	1 294	2,5	25,0
= Valeur ajoutée brute	6 693	7 763	7 315	6,1	9,3

La lecture du tableau n° 9 nous apporte les renseignements suivants :

- Les taxes sur les importations ont atteint 2 963 milliards de livres soit une hausse relative par rapport à 2003 de 10,6%. Par comparaison au taux de croissance des importations en valeur aux prix courant (+21%), cela dénote une baisse dans le ratio taxes sur importations qui passe de 24,7% en 2003 à 22,5% en 2004. L'augmentation des taxes à prix et taux constants aurait été de 9,3% ce qui est aussi inférieur au taux de croissance réelle des importations (+13,7%). Cet écart résulte de la différence entre la croissance des importations de produits taxés et celle de produits exempts. Le reste du taux de croissance des taxes (1,1%) est ainsi imputable à la variation des prix et des taux de taxation.
- Les marges du commerce intérieur ont par contre fortement augmenté passant de 4 331 milliards de LL en 2003 à 5 177 milliards en 2004 soit +19,5%. Cette hausse est imputée à l'accroissement en volume des ressources en biens importés et produits localement (+10,0%), à la hausse des prix origine de ces biens (+4,9%) et à la hausse du coefficient de marge qui a passé de 19,6% en 2003 à 20,2% en 2004. Ainsi la hausse de 9,5% des « prix » du service de commerce est imputable pour 4,9% à la hausse des prix origine des biens et pour 4,4% à la hausse des marges.

La consommation intermédiaire et la valeur ajoutée dans le secteur du commerce

La consommation intermédiaire est estimée pour l'année 1997 puis projetée sur les années suivantes suivant les mêmes méthodes que dans les autres secteurs de l'économie. Rappelons que les services de transport de marchandises ne sont pas inclus dans les entrants du commerce, ce qui entraîne une légère surévaluation de la valeur ajoutée dans ce secteur contrebalançant la sous-évaluation de la valeur ajoutée du secteur des transports.

Les prix des produits consommés par le secteur du commerce ont haussé dans l'ensemble de 2,5% contre 1,8% en 2003.

Compte tenu de l'évolution des "prix" à la production de ce secteur, la valeur ajoutée à prix constants a augmenté en 2004 de 9,3% contre 3,3% en 2003 et 0,6% par an en moyenne durant les années 1998-2002.

Section VIII. Les services non marchands

Les services non marchands sont fournis par les administrations publiques qui comprennent l'Administration centrale, les administrations autonomes et les municipalités. Comme leur dénomination l'indique, ces services ne sont pas vendus sur un marché et n'ont donc pas de prix au sens courant du terme. Leur valeur est alors estimée à leurs coûts constitués par les trois éléments suivants : valeur des biens et services marchands consommés, valeur de l'amortissement du capital fixe public et salaires des fonctionnaires.

Seuls les comptes de l'Administration centrale et ceux du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) sont publiés régulièrement. Les autres administrations ont fait l'objet d'estimations en 1997. Ces estimations ont été projetées sur les autres années à partir d'indicateurs contenus dans les comptes du Trésor public.

Le tableau n° 10 montre le détail des éléments rentrant dans le calcul de la production des administrations en 2004 comparée à celle de 2003.

Tableau n° 10
Calcul de la production des services non marchands 2003-2004

Eléments du coût	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Consommation intermédiaire					
Energie et eaux	68	65	58	11,7	-14,5
Produits manufacturés	134	156	144	8,3	7,4
Transport et communications	24	28	28	0,0	15,8
Services financiers	730	487	487	0,0	-33,3
Autres services marchands	497	493	482	2,2	-3,1
Total : cons. intermédiaire	1 453	1 228	1 199	2,5	-17,5
Éléments de la valeur ajoutée					
Amortissements	702	689	689	0,0	-1,2
Salaires	2 837	2 922	2 922	0,0	3,0
Total : Valeur ajoutée brute	3 538	3 611	3 611	0,0	2,1
Valeur de la production	4 991	4 840	4 810	0,6	-3,6

La valeur des biens et services marchands consommés constitue la consommation intermédiaire dans le processus de production ; la valeur ajoutée des administrations est donc égale aux salaires des fonctionnaires et à l'amortissement du capital fixe à usage collectif.

a) La consommation intermédiaire de biens et services marchands

Près de 40% des biens et services marchands consommés par les administrations publiques sont constitués par la valeur des services bancaires inclus dans le service de la dette. En effet, une partie des intérêts payés par l'Etat aux banques ayant souscrit aux bons du Trésor constitue le paiement du service bancaire dont la valeur est mesurée par la différence entre les intérêts reçus et les intérêts payés aux déposants. La valeur estimée des services financiers payés par l'Administration a passé de 633 milliards de LL en 1997 à 736 milliards en 2002 puis a régressé à 730 milliards en 2003, et à 487 milliards en 2004. Cette dernière baisse qui a atteint -33,3% est due en partie à la régression des charges de la dette publique et en partie à des souscriptions plus importantes aux bons du Trésor en dehors du système bancaire. En effet, l'ensemble des intérêts payés par l'administration centrale et le CDR ont baissé de 4 952 milliards de LL en 2003 à 4 219 milliards en 2004 soit une baisse de 14,8% alors que les intérêts reçus par les banques sur leurs souscriptions aux bons du Trésor ont accusés une baisse de 30,6% passant de 2 756 milliards de LL en 2003 à 1 912 milliards en 2004, baisse accompagné d'une baisse du ratio marge bancaire sur intérêt reçu : de 26,5% en 2003 à 25,5% en 2004.

b) La valeur ajoutée des administrations publiques

La valeur ajoutée des administrations est calculée aux coûts des facteurs à savoir : valeur de l'usure du capital fixe (amortissements) et rémunération du facteur travail.

La valeur des amortissements des biens publics est, par convention, égale au trentième de leur valeur actualisée. Cette valeur a été calculée en cumulant les dépenses de l'Etat pour la formation brute de capital fixe des trente dernières années, la valeur des dépenses d'une année passée étant actualisée par un indice de prix adéquat. A défaut de l'existence d'un tel indice, nous avons adopté l'indice du salaire minimum. (Voir en annexe le détail des calculs). Ainsi calculée, la valeur des amortissements a passé, entre 1997 et 2002, de 498 à 671 milliards de LL puis à 698 milliards en 2003 et à 689 milliards en 2004. Cette dernière légère baisse est la conséquence de la décroissance du rythme des investissements publics ces dernières années.

La rémunération des salariés des administrations publiques comprend le salaire de base, les primes et indemnités diverses ainsi que les cotisations patronales aux organismes de sécurité sociale. Le coût du facteur travail a progressé en 2004 par rapport à 2003 de 2,2% contre 2% en 2003 et 4,9% par an en moyenne durant la période quinquennale précédente.

c) La variation en volume des services non marchands

Les services non marchands n'ayant pas de prix à proprement parler, le calcul du volume de tels services aux prix d'une année de référence se fait en additionnant les éléments du coût évalués aux prix de référence choisis. Seuls les prix des produits consommés ont varié (+2,5% en 2004), les prix des facteurs de production (salaires et indice de valorisation du capital fixe) n'ont pas changé durant la période.

Ainsi la variation en volume des services non marchands aura été de -3% en volume, pour une variation de -2,9% en valeur.

Chapitre 2 Les importations

Les importations comprennent les importations de biens sur le territoire national et les dépenses de consommation hors du territoire de résidents au Liban. Les importations de services n'apparaissent pas car elles sont déduites des exportations de services.

Les importations de biens sur le territoire sont connues grâce aux statistiques douanières. Leur valeur comprend les coûts du fret et de l'assurance jusqu'aux postes douaniers (prix caf). Cependant, quelques modifications sont apportées à ces statistiques : en premier lieu, l'importation de lingots d'or pour la constitution de réserves ou dans un but spéculatif n'est pas prise en compte. Seule la partie de l'or utilisée dans la joaillerie est incluse dans les importations. En second lieu, la valeur et les quantités de produits pétroliers importés ont été modifiées suivant les statistiques fournies par la direction générale du pétrole⁵.

Le tableau n° 11 récapitule le chiffre des importations suivant le classement adopté pour l'élaboration des comptes et leur évolution en 2004 par rapport à 2003 en valeur et en volume.

Après une période de stagnation relative, les importations au sens territorial ont amorcé une reprise importante en 2003 : +11,9% en valeur et 6,1% en volume par rapport à 2002, la hausse de l'indice des valeurs unitaires ayant été estimés à 5,5%. En 2004 l'accroissement des importations a été encore plus fort : +21,4% en valeur. Avec une hausse des valeurs unitaires estimée à 6,8%, l'accroissement des volumes aurait atteint 13,7%. (La croissance des importations au sens national a été légèrement plus faible).

⁵ Le tableau ci-dessous montre les modifications apportées aux statistiques douanières

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Variation des prix	Variation des volumes
Valeurs douanières	10 810	14 171	13 426	5,5	24,2
Correction pétrole :					
-valeurs douanières	-1 503	-2 771	-2 430	14,0	61,7
+valeurs Direction du pétrole	1 738	2 219	1 738	27,7	0,0
Valeurs exclues					
Monnaie	-3	-5	-6	...	...
Lingots d'or	-238	-499	-442	13,0	86,0
+ Or pour bijouterie	47	60	53	13,0	12,1
Total des modifications	42	-997	-1087		
Total modifié	10 851	13 173	12 338	6,8	13,7

Tableau n° 11
 Importations classées par groupe de produit 2003-2004

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Produits de l'agriculture	575	657	578	13,6	0,5
Produits de l'élevage	345	349	332	5,1	-4,0
Produits pétroliers	1 916	2 424	1 914	26,7	-0,1
Produits agro-alimentaires	1 087	1 250	1 190	5,0	9,5
Textiles	806	943	926	1,8	14,9
Minerais non métalliques	432	559	528	5,9	22,2
Métaux, machines et appar.	3 209	3 977	3 942	0,9	22,8
Bois, caoutchouc, chimie	1 898	2 305	2 197	4,9	15,8
Meubles	85	100	108	- 7,7	27,4
Divers	498	609	623	- 2,2	25,1
Total import. territoriales	10 851	13 173	12 338	6,8	13,7
Dépenses des rés. à l'étranger	417	465	444	4,9	6,4
Total import. nationales	11 268	13 638	12 782	6,7	13,4

Les prix à l'importation ont été fortement influencés par la hausse des prix des produits pétroliers (+18,7% en 2003 et +26,7% en 2004). On note aussi une hausse non négligeable dans les valeurs unitaires des produits agricoles due notamment à la hausse du prix du blé dur (+25,6%), du maïs (+16,3%), du café du Brésil (+27,4%) et du soja (+34,9%).

La hausse des prix à l'importation est due aussi en partie à la dévaluation de la monnaie libanaise face à l'Euro du fait de son attelage à la devise américaine : en effet le cours de change de l'euro par rapport au dollar US donc par rapport à la livre a poursuivi sa hausse amorcée en 2003 quoique à un rythme plus faible : le cours moyen de l'Euro sur le marché des changes de Beyrouth a passé de 1425,41 LL en 2002 à 1706,67 LL en 2003 puis à 1873,99 LL en 2004 soit une hausse de 19,6% en 2003 et de 9,8% en 2004. Au Liban, plus du tiers des importations provenant des pays de la zone Euro, l'appréciation de l'euro aurait eu pour conséquence, toutes choses égales par ailleurs, une plus forte hausse des prix à l'importation. En fait, deux facteurs ont amorti les effets d'une telle hausse. D'une part les pays européens ont dû abaisser leur prix à l'exportation et, d'autre part, le Liban a substitué ses importations de la zone euro par d'autres sources. A taux de change constant, la valeur des importations en provenance de la zone euro a baissé de 9,9% en 2003 et n'a augmenté que de 8,6% en 2004. Ainsi, la part des importations de la zone euro dans les importations totales en valeur courante a baissé de 36,4% en 2002 à 35,3% en 2003 et à 32,5% en 2004.

Les biens dont l'importation a fortement augmenté en volume sont les produits des minerais non métalliques (+22,2%), les ouvrages en métaux, machines et appareils (+22,8%) et les meubles (+27,4%).

Ces importations répondent en premier lieu à la reprise par les ménages de leur équipement en biens durables. En effet, comme on peut le constater dans le tableau

suivant (tableau n° 12 ci-dessous), ce sont les importations de biens d'équipement destinés aux ménages (biens de consommation durables) qui ont fortement augmenté en 2004 par rapport à 2003 : respectivement 30,7% en valeur, 32,4% en volume. Signalons cependant que les valeurs unitaires des biens d'équipement dont l'indice a diminué de 1,3%, ne reflètent pas fidèlement leurs prix.

L'accroissement des investissements a été le second stimulant des importations : les biens intermédiaires destinés à la construction ont augmenté de 21,6% en valeur et 18,4% en volume, tandis que l'importation des biens d'équipement destinés à la formation brute de capital fixe des entreprises accusait une hausse de 13,1% en valeur et 14,1% en volume, l'indice des valeurs unitaires estimé ayant baissé de 1%. Comme pour les biens d'équipement destinés aux ménages la variation des valeurs unitaires de tels biens ne reflète pas forcément la variation de leur prix.

Tableau n° 12
Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2003-2004

Nature de l'utilisation	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Emplois intermédiaires dans					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	249	298	262	13.7	5.2
<i>l'énergie et l'industrie</i>	2 765	3 373	3 065	10.0	10.8
<i>la construction</i>	430	523	509	2.8	18.4
<i>les autres secteurs</i>	1 128	1 427	1 227	16.3	8.8
Total des emplois interméd.	4 586	5 620	5 063	11.0	10.4
Consommation	5 111	6 229	5 937	4.9	16.2
<i>Biens durables</i>	1 595	2 084	2 111	-1.3	32,4
<i>Biens non durables</i>	3 516	4 145	3 826	8,3	8,8
FBCF	1 172	1 325	1 338	-1.0	14.2
Total	10 869	13 173	12 338	6.8	13.5

Outre les prix de pétrole, ceux de beaucoup de matières premières ont accusé des hausses importantes durant l'année 2004. Ainsi les valeurs unitaires des produits destinés à la consommation intermédiaire ont haussé en moyenne de 11% tandis que le volume des importations de tels produits progressait à un rythme inférieur à l'ensemble des importations (+10,4% contre 13,5% pour le total). Voici quelques détails sur l'origine de la hausse des valeurs unitaires des produits destinés à la consommation intermédiaire :

- Parmi les biens intermédiaires destinés à l'agriculture et l'élevage dont les valeurs unitaires ont haussé dans l'ensemble de 13,7%, on relève l'accroissement des prix des semences de pomme de terre de 19,6%, des engrais phosphatés de 16,5%, des engrais minéraux ou chimiques enrichis de 20,4%, du maïs pour l'alimentation du bétail et des volailles de 16,3% et des préparations alimentaires pour le bétail de 25%.
- L'accroissement de valeurs unitaires des produits importés pour l'industrie a été 9,1% en dehors des produits pétroliers. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées dans les prix des biens intermédiaires suivants : blé dur (+25,6%, déjà signalé), bois de pin (+18%), polymères (+10,6%), diamants (+14%) et or pour la bijouterie (+13%).

- En ce qui concerne les produits destinés à être utilisés dans la construction, la hausse des valeurs unitaires des certains produits comme les fils de cuivre ou les tubes en acier (+12,6%) a été compensée par la baisse des valeurs unitaires d'autres produits tels que les dalles en céramiques (-16%).
- L'indice des valeurs unitaires de produits utilisés dans d'autres secteurs ou communs à tous les secteurs a accusé une hausse de 16,3% due essentiellement à la hausse des produits pétroliers.

Quant aux dépenses de consommation à l'étranger, elles ont été estimées pour l'année 1997 suivant les données de l'enquête sur le budget des ménages. Vu l'absence d'observations directes durant la période suivant 1997, ces dépenses ont été supposées évoluer en volume suivant le mouvement des voyageurs libanais vers l'étranger : +6,8% en 2003 par rapport à 2002 et +6,4% en 2004 par rapport à 2003.

Le calcul de l'évolution des dépenses en valeur a été effectué en adoptant comme indicateur des prix la moyenne des cours de l'euro et du dollar américain par rapport à la livre libanaise. Le taux de change de l'euro a été en moyenne en 2004 de 9,8% supérieur à celui observé en 2003, le cours du dollar étant resté stable, d'où le chiffre de 4,9% adopté pour estimer l'effet prix sur la valeur des dépenses à l'étranger.

Chapitre 3 La consommation

La consommation finale constitue la partie la plus importante des emplois des biens et services et représente, suivant les années, entre 70 et 75% des ressources disponibles. Elle est formée de la consommation des ménages (ou consommation privée) et des administrations (ou consommation publique). Les deux sections qui suivent présentent les détails de chacun des deux types de consommation

Section I La consommation des ménages

La consommation des ménages est obtenue à partir de l'estimation de la consommation privée sur le territoire national (consommation intérieure) en retranchant la consommation des touristes et en ajoutant les dépenses de consommation des voyageurs libanais à l'étranger. Cette consommation a été estimée lors de l'élaboration des comptes de 1997 sur la base des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages. L'estimation pour les autres années est faite de façon indirecte par l'utilisation d'indicateurs adéquats.

Le tableau n° 13 montre l'évolution de la consommation des ménages suivant ses différentes composantes. Un indice des prix à la consommation a été élaboré spécialement pour apprécier l'évolution réelle de la consommation. Les sources des données sont publiées dans l'annexe.

Tableau n° 13
Consommation des ménages par nature 2003-2004

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Produits alimentaires	6 400	6 689	6 465	3,5	0,9
Tabac	628	614	625	-1,8	-0,4
Textiles et habillement	1 739	1 950	1 921	1,5	10,5
Energie et eaux	1 905	2 054	1 898	8,2	-0,3
Biens durables	2 414	3 043	2 819	8,0	16,8
Autres produits manufacturés	1 883	2 178	2 090	4,2	11,0
Transport et communication	1 938	2 191	2 187	0,2	12,8
Loyer du logement	2 252	2 299	2 298	0,1	2,0
Education et santé	4 540	4 924	4 816	2,3	6,1
Autres services	2 491	2 796	2 763	1,2	10,9
Consommation intérieure	26 190	28 738	27 881	3,1	6,5
-Dépense nette des voyageurs	-782	-1 078	-1 054	2,3	34,7
Total	25 407	27 660	26 826	3,1	5,6

Le taux de croissance de la consommation privée intérieure (des ménages et des touristes sur le territoire) s'est accéléré en 2004 atteignant 6,5% en volume et 3,1% en prix. En 2003, cette croissance avait été de 3,4% en volume et 3,5% en prix, alors que la période quinquennale précédente de 1997 à 2002 était caractérisée par une relative stabilité des prix et une croissance moyenne de 2% par an.

L'évolution de la consommation privée n'a pas été la même pour tous les types de dépenses. Les dépenses sur les communications, les biens durables et les autres produits manufacturés non alimentaires ont connu une croissance en valeur réelle supérieure à la moyenne tandis que les dépenses sur les produits énergétiques accusaient une nette régression. Les paragraphes qui suivent donnent le détail des estimations de la consommation en valeur et en volume de chacune des catégories citées dans ces tableaux.

a) *La consommation alimentaire.*

La part de la consommation alimentaire dans la consommation privée intérieure est tombée de 27,9% en 1997 à 25,7% en 2002, à 25,2% en 2003 et à 24,4% en 2004. Ce recul est dû essentiellement à la baisse des prix des produits alimentaires qui ont régressé en moyenne de 2,2% par an durant cette période 1997-2002. En 2003 la hausse des prix de détail des produits alimentaires a été plus modérée que celle de l'ensemble des prix à la consommation (+2%). En 2004 par contre les prix des produits alimentaires ont augmenté plus que l'ensemble des autres prix à la consommation alors que les quantités consommées n'ont augmenté que de 0,9%.

La valeur de la consommation alimentaire est détaillée dans le tableau n° 14 ci-dessous. Il montre la variation des prix des différentes sortes de produits alimentaires et l'évaluation de la croissance du volume de chaque catégorie de consommation.

Tableau n° 14
Consommation alimentaire des ménages par nature 2003-2004

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Produits agricoles :	1 577	1 588	1 615	-1,7	2,4
<i>Fruits</i>	732	735	756	-2,7	3,3
<i>Légumes</i>	760	760	770	-1,3	1,4
<i>Céréales et autres</i>	85	93	89	3,9	4,6
Produits de l'élevage	516	550	524	5,0	1,6
Pr. des ind. alimentaires :	4 309	4 551	4 326	5,2	0,3
<i>Viandes fraîches</i>	1 058	1 104	1 026	7,6	-3,4
<i>Pâtes alimentaires</i>	869	900	891	1,0	2,5
<i>Produits laitiers</i>	693	705	689	2,4	-0,6
<i>Corps gras</i>	358	396	377	4,9	5,4
<i>Sucre, chocolat et confiserie</i>	189	201	197	2,1	4,7
<i>Conserves et autres</i>	654	708	671	5,4	2,7
<i>Boissons</i>	490	538	476	13,0	-2,9
Total	6 401	6 689	6 465	3,5	0,9

- La quantité de produits agricoles consommés a été supérieure à l'accroissement de la population suite à une baisse relative des prix
- La consommation de produits de l'élevage composés essentiellement de lait et d'œufs frais, a augmenté de façon plus modérée (+1,6%) en recul par rapport au rythme de croissance des années précédentes (+4,3% en volume en 2003), recul concomitant avec une hausse des prix supérieure à la moyenne (+5%).
- Quant à la consommation des produits des industries alimentaires, elle est tirée vers le bas par la baisse sensible de consommation de viande fraîche (-3,4%) et de boissons (-2,9%) suite à la hausse importante des prix de ces produits (respectivement +7,6% et + 13%)

b) Consommation de tabac

Les achats de tabac manufacturé par les résidents et les non-résidents sur le territoire ont, d'après les statistiques de la Régie des tabacs, continué leur régression : Les ventes de la Régie, après une progression modérée durant les années 1997-2002, ont passé de 9 944 tonnes en 2002 à 9 414 tonnes en 2003 et à 8 729 tonnes en 2004. Par contre les quantités de cigarettes importées, après avoir diminué de 7 636 tonnes en 2002 à 7 193 tonnes en 2003, ont augmenté légèrement en 2004 atteignant 7 304 tonnes. Par ailleurs les relevés de prix de la Chambre de commerce et d'industrie de Beyrouth indiquent une légère baisse des prix de détail.

c) Les dépenses privées sur les textiles et l'habillement

Les dépenses de consommation sur les textiles et l'habillement représentent environ 6,5% de la consommation totale en biens et services marchands. Cette proportion qui n'a pas changé de façon sensible de 1997 à 2002, a atteint 6,8% en 2003 et 6,9% en 2004. La hausse de la part des dépenses sur les textiles et l'habillement dans l'ensemble de la consommation est due, en 2003 à la hausse des prix de cette catégorie de biens et, en 2004 à une progression réelle de la consommation supérieure à la moyenne générale.

d) La consommation privée d'énergie

La consommation privée d'énergie comprenant les dépenses sur l'électricité, l'eau et les produits pétroliers. Le coefficient budgétaire de ce poste de dépense a passé de 6,5% en 1997 à 7,5% en 2002 et s'est maintenu à ce niveau en 2003 et 2004. Cette évolution est due essentiellement à la fluctuation des prix. En 2004 un accroissement des prix de 8,2% s'est accompagné d'un léger recul des quantités consommées (-0,3%).

Le tableau n° 15 donne le détail de la consommation d'énergie et eaux. On y relève que la consommation d'électricité a progressé de 1,7% en 2003 avec une hausse modérée du prix moyen du kilowattheure. (Rappelons qu'à tarif constant, le prix moyen peut changer suivant la structure de la consommation du fait de la progressivité du tarif).

A défaut de statistiques récentes, la consommation d'eau a été estimée en supposant qu'elle augmente avec le même rythme que la population, soit 1,3% par an, les prix étant restés inchangés.

Tableau n° 15
Consommation des ménages d'énergie et eaux 2003-2004

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Electricité	656	678	667	1,7	1,7
Eau	153	155	155	0,0	1,3
Produits pétroliers	1 092	1 216	1 073	13,4	-1,7
Combustibles solides	4	4	4	...	...
Total	1 905	2 054	1 898	8,2	-0,3

La quantité des produits pétroliers consommés a régressé de 1,7% suite à la forte poussée des prix (+13,4%)

Les produits pétroliers ont deux usages par les ménages : un usage pour les transports (essence pour les voitures privées) et un usage domestique pour le chauffage et la cuisine (gasoil et gaz butane).

- Les quantités d'essence consommées sont restées stationnaires par rapport à 2003 avec une hausse modérée de prix, le gouvernement ayant poursuivi la politique de stabilisation des prix dans certaines limites : le prix moyen des vingt litres a passé de 20 964 LL en 2003 à 22 050 en 2004 soit 5,2% de hausse alors que le prix à l'importation a haussé environ de 35%. Cela a été possible grâce à la diminution des taxes à la consommation. Ainsi, la part des taxes perçues sur l'essence dans le prix à la consommation est tombée de 55,5% en 2003 à 43,7% en 2004.
- Les quantités de gasoil consommées par les ménages par contre ont été affectées par la très forte hausse du prix de ce carburant : 26,9% (de 8 835 LL les 20 litres à 11 212 LL). On estime à 6,9% la diminution de la consommation de ce produit par les ménages.
- Quant au gaz domestique, sa consommation en volume a légèrement diminué (-0,9%) suite à une hausse des prix de son prix de 14,4% : le prix moyen de la bouteille de 10 kg été relevé de 10 686 LL en 2003 à 12 226 LL en 2004

e) L'achat de biens d'équipement par les ménages

Les dépenses des ménages pour l'achat de biens d'équipement se sont accélérées en 2004 : 16,8% en valeur et 8% en volume. Leur poids dans le budget a passé de 9,5% en 2003 à 11,1% en 2004. Cette progression est due essentiellement à la reprise par les ménages de leur équipement en voitures mais aussi en électroménagers. La poussée de la dépense sur les bijoux peut provenir de l'achat des touristes.

L'achat de voitures constitue le principal poste de dépenses sur les biens d'équipement (plus de 57% en 2004). En quantité, l'importation de voitures a baissé de 45 908 unités en 1997 à 27 286 unités en 2002 puis est remontée à 31.068 unités en 2003 et à 45 443 unités en 2004. En tenant compte de l'évolution des différentes catégories de

voitures, l'accroissement en volume d'achat de voitures privées aurait été de 13,7% et vu l'accroissement des prix, les dépenses des ménages sur l'achat de voitures a augmenté de 29,3% en 2004.

Tableau n° 16
Achat de biens d'équipement par les ménages 2003-2004

Nature de l'équipement	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Voitures	1 341	1 734	1 525	13,7	13,7
Machines et appareils	453	530	513	3,3	13,3
Meubles	239	253	243	4,3	1,7
Instruments divers	216	252	268	-5,9	24,2
Bijoux	166	274	271	1,3	63,4
Total	2 414	3 043	2 819	8,0	16,8

Les dépenses sur l'achat de machines et appareils électroménager ont aussi augmenté substantiellement en 2004 après un recul en 2003. Par exemple l'importation de réfrigérateurs a baissé de 33 milliards de LL en 2002 à 29,8 milliards en 2003 puis est remonté à 33,2 milliards en 2004. De même, celle de téléviseurs, après une baisse de 82,3 à 69,3 milliards a atteint 90 milliards de LL en 2004.

f) La consommation d'autres biens manufacturés

Sous le titre « autres biens manufacturés » sont groupées les catégories suivantes : les produits des industries et chimiques pharmaceutiques pour les soins personnels et ménagers, les produits des éditions, et enfin les objets divers en verre, poterie ou en métal. L'évolution de la consommation de ces produits est donnée dans le tableau n° 17

Tableau n° 17
Consommation de biens manufacturés selon leur nature

Nature des biens consommés	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Pr. chimiques et pharmaceutiques	1 286	1 487	1 398	6,4	8,7
Produits des éditions	387	410	417	-1,5	7,8
Verreries, ouvrages en métaux	110	117	110	6,8	-0,4
Autres produits	101	164	166	-1,2	64,2
Total	1 883	2 178	2 090	4,2	11,0

- Les produits chimiques et pharmaceutiques sont les plus importants de ce groupe. Ils représentent un peu moins de 5% de l'ensemble de la consommation privée intérieure. La croissance du volume de la consommation de ces produits sur la période 1997-2002, a été en moyenne de 3,2%, les prix ayant baissé en moyenne de 1,2% par an. En 2003, on relève une forte hausse des prix des ces produits (+13,9%) et une stagnation de la consommation en

volume. En 2004 la consommation reprend avec une hausse des prix plus modérée : Les dépenses sur ce poste ont augmenté de 15,6% dont 6,4% dues à la hausse des prix. Relevons en particulier l'augmentation des quantités et des prix des médicaments importés et destinés à être vendus au détail : La valeur de ces importations a passé de 544,3 milliards en 2003 à 603,5 milliards en 2004 soit une hausse de 10,9% dont 5,5% imputable à la hausse des prix à l'importation.

- Les produits des éditions comprennent principalement les journaux, les revues et les livres y compris les livres scolaires. Après une période de stagnation, (taux de croissance des volumes de +0,8% seulement en moyenne par an de 1997 à 2002), la consommation de ces produits a fortement repris en 2003 : +14,4% en volume avec une hausse des prix de 5,9%. La progression de la dépense des ménages sur ce poste s'est poursuivie en 2004 avec un rythme plus faible : +5,9% en valeur mais +7,8% en volume, les prix ayant baissé de 1,5%.

g) Les dépenses privées sur les transports et communications

Les dépenses des ménages et des touristes sur les transports et les communications ont poursuivi leur croissance accélérée enregistrée durant les années précédentes : +6,4% en moyenne annuelle de 1997 à 2002 et +8,8% en 2003 et +12,8% en 2004. Cela est la conséquence de l'augmentation de l'utilisation des transports en commun et l'extension rapide de l'utilisation du téléphone mobile. Les prix de ces services ont été stationnaires.

Tableau n° 18
Consommation intérieure de services de transports et communication 2003-2004

Nature des biens consommés	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Transports routiers	728	736	731	0,6	0,4
Transport aérien et voyages	319	368	368	0,0	15,3
PTT	891	1 088	1 088	0,0	22,1
Total	1 938	2 191	2 187	0,2	12,8

En 2004, les dépenses sur l'utilisation des services de *transport routier* par les ménages et les voyageurs n'ont progressé que de 1% en valeur après une période de croissance d'environ 2% par an en valeur et en volume, durant la période quinquennale 1997-2002 et de 4,8% en valeur en 2003.

La consommation intérieure de services de transport aérien est égale à la valeur des titres de transport de passagers vendus par les agences de voyage sur le territoire national. Ces ventes sont connues grâce aux statistiques de l'IATA. Elles ont passé de 188 milliards en 1997 à 296 milliards de livres en 2002, à 319 milliards de LL en 2003 et à 368 milliards en 2004, soit un taux de croissance nominale moyen de 9,5% par an de 1997 à 2002, de 7,7% en 2003 et 15,3% en 2004. En termes réels, le taux de croissance du nombre de passagers kilomètres a été de 6,4%, de 1997 à 2002 ; on en déduit une progression des prix de 2,9% en moyenne par an. En 2003 et 2004, les prix

des transports aériens n'ont pas pu être observés, ils ont été supposés ne pas avoir varié dans l'élaboration des comptes.

Quant aux dépenses des ménages sur la poste et les télécommunications, elles ont presque doublé en cinq ans passant de 357 à 706 milliards de LL entre 1997 et 2002 ; soit un accroissement moyen de 14,6% par an. En 2004 elles ont accusé une augmentation 22,1% contre 12,7% en 2003. Les prix sont restés stables durant la période sauf une augmentation survenue en 2002 suite à l'introduction de la TVA.

h) La valeur locative des logements

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. Ce nombre représente en 2004, 2% des logements occupés en 2003. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs été stable. Ainsi, la valeur locative des habitations qui avait été estimée, grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 2 059 milliards en 1997, a atteint 2 201 milliards en 2002, 2 252 milliards en 2003 et 2 299 milliards de LL en 2004.

i) La consommation de services d'éducation et de santé

Les services sociaux marchands représentent du total de la consommation privée 17,7% alors qu'ils représentaient 17,9% en 2003, 17,3% en 2002 et 14,6% en 1997. La consommation de ces services a poursuivie l'évolution amorcée en 2003 : La croissance réelle de ce poste de dépense a été de +4,9% en 2004 et +3,4% en 2003 contre une moyenne de 1,7% par an durant la période 1997-2002. Durant cette dernière période, le poids de ces dépenses dans le budget du ménage a augmenté du fait principalement de l'accroissement des prix (+4,0% / an en moyenne).

Les dépenses sur l'éducation ont progressé plus que celle sur la santé (9,7% contre 6,5%), cela du fait de l'accroissement des prix plus élevé (3,1% contre 1%) ainsi que le montre le tableau n° 19 ci-dessous.

Tableau n° 19
Consommation de services sociaux selon leur nature 2003-2004

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Education	2 788	3 059	2 968	3,1	6,5
Santé	1 752	1 865	1 847	1,0	5,5
Total	4 540	4 924	4 816	2,3	6,1

Les droits de scolarité payés aussi bien pour l'enseignement primaire et secondaire qu'universitaire privé ont atteint 2 788 milliards de LL en 2003 et 3 059 milliards en 2004 soit 9,7% de plus qu'en 2003. Cela résulte de l'augmentation des prix (+3,1%) et des quantités de services d'éducation utilisées (+6,5%). Ainsi la fréquentation des établissements privée a poursuivi son accélération : 3,5% en 2003 et 1,3% en moyenne entre 1997 et 2002). Cette croissance est due en très grande partie à la

prolifération des universités privées. En effet, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités privées passait de 38 202 en 1997 à 54 019 en 2002, à 57 841 en 2003 et à 65 836 en 2004, soit un taux de croissance moyen de 7,2% entre 1997 et 2002, de 7,1% en 2003 et de 13,8% en 2004. Tandis que durant les mêmes périodes le nombre d'élèves inscrits dans les écoles privées a régressé de 510 740 à 492 402 (-0,8% en moyenne par an) puis est remonté à 502 629 en 2003 (+2,3%) et à 522 757 en 2004 (+4%). Au total, le coefficient budgétaire des dépenses d'éducation passe de 8,5% en 1997 à 10,5% en 2002, à 10,9% en 2003 et à 11,1% en 2004.

L'évolution des *services de santé* est moins bien connue. En supposant que cette évolution est corrélée avec celle des quantités de médicaments importés, on estime que le volume des soins procurés par les services privés de santé a progressé en moyenne de 2,4% par an entre 1997 et 2002, de 3,2% en 2003 et 5,5% en 2004. Des relevés de prix des soins médicaux ont par ailleurs montré une croissance de tels prix sur ces périodes respectivement de 2,1%/an, de 3,7% et de 1%. Ainsi les dépenses de santé auraient progressé de 4,5% par an en moyenne entre 1997 et 2002, de 7,1% en 2003 et de 6,4% en 2004. Suite à cette évolution, le poids des dépenses de santé, dans la consommation des ménages s'est stabilisé autour de 6,8% alors qu'il était de 6,1% en 1997.

j) La consommation de services individuels

Les services individuels forment entre 8 et 9% de l'ensemble des dépenses des ménages et des touristes sur le territoire national. Ils comprennent les services des hôtels et restaurants, les services d'entretien et de réparation et les services divers tels que les services récréatifs, de soins personnels et les services ménagers. La progression de ces services a été, durant la période 1997-2002, de 4,0% en moyenne en valeur réelle et de 3,0% en valeur courante du fait de la tendance des prix à la baisse (-1,0% / an en moyenne malgré la hausse enregistrée en 2002 suite à l'introduction de la TVA). En 2003 et 2004 la progression a été plus forte : respectivement 8,4% et 12,2% en valeur.

Le tableau n° 20 ci-dessous montre la composition de ces services et leur évolution entre 2003 et 2004.

Tableau n° 20
Consommation de services individuels selon leur nature 2003-2004

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Hôtels et restaurants	1 093	1 258	1 235	1,9	13,0
Entretien et réparation	198	232	226	2,8	14,2
Assurances et banques	429	521	521	0,0	21,3
Autres services	772	785	781	0,5	1,2
Total	2 491	2 796	2 763	1,2	10,9

Le secteur des hôtels et restaurants est tributaire en partie du mouvement des touristes et en partie de l'accroissement du niveau de vie de la population résidente. En 2004 le taux de croissance de l'arrivée des voyageurs étrangers a été plus fort qu'en 2003

(24,9% contre +6,2%). La fréquentation des hôtels et restaurants par la population locale a été supposée augmenter à un rythme de 1,3% par an d'où un taux de croissance réel estimé de ce secteur de 13% en 2004. (voir chapitre 1, section VI, paragraphe c)

La consommation *des services d'entretien et réparation* est déduite à partir de l'estimation de la production de tels services (voir chapitre 1, section VI, paragraphe b)

La consommation de *services financiers* est constituée essentiellement des services d'assurance dont la valeur est égale à la somme des primes versées par les ménage moins les indemnités reçues. Ce secteur a connu une forte croissance en 2004.

Section II. La consommation publique

Par définition, la consommation publique est égale à la production par les administrations de services non marchands. L'estimation de la valeur de tels services a été exposée dans le chapitre relatif à la production (Chapitre 1, section 8).

La consommation publique comprend en fait, outre la valeur des services collectifs, les coûts de production de services individuels gratuits (ou presque) tels les services d'éducation et les services de soins médicaux dispensés dans les établissements publics. Normalement, ces services doivent faire l'objet d'une estimation séparée. Le système de comptabilité publique ne permet pas actuellement d'établir un compte distinct pour les services sociaux assurés par l'administration ; on peut cependant en tirer les principaux éléments rentrant dans le calcul de la valeur de tels services. Le tableau n° 21 reprend les frais d'éducation tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat pour l'enseignement primaire et secondaire et dans les comptes de l'Université libanaise pour l'enseignement supérieur ; il montre aussi les sommes déboursées par le ministère de la santé pour l'hospitalisation de malades soignés aux frais de l'Etat.

Tableau n° 21
Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé

Nature du service	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Enseignement primaire et sec.					
<i>Salaires</i>	391	447	460	499	504
<i>Consommation de b. & s.</i>	20	23	22	23	41
Total	411	470	482	522	545
Université libanaise					
<i>Salaires</i>	113	118	128	133 ^e	140 ^e
<i>Consommation de b. & s.</i>	15	21	16	17 ^e	17 ^e
Total	128	139	144	150 ^e	157 ^e
Total Education	540	580	599	672 ^e	702 ^e
Frais d'hospitalisation	190	182	217	274	227
Total des services sociaux	730	762	816	946^e	929^e

^e Chiffres estimés provisoires

Il faudrait, pour compléter l'estimation des coûts de tels services, ajouter une évaluation de l'amortissement des bâtiments scolaires et universitaires appartenant à l'Etat et imputer une partie des frais bancaires supportés par l'Etat pour couvrir son déficit

La croissance en volume du service d'éducation publique, si on la mesure par l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants inscrits chaque année, est très différente de celle en valeur :

- *Dans l'enseignement primaire et secondaire*, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques et privées gratuites a passé de 434 mille en 1998-1999 à 490,7 mille en 2001-2002 soit un taux de croissance moyen de 4,2% par an alors que le taux de croissance des coûts entre 1999 et 2002 a été de 6,5%/an pour atteindre la somme de 482 milliards de LL ; en 2003 ce coût s'élève à 522 milliards de LL, en hausse de 8,3%, alors que le nombre d'élèves inscrits restait presque au même niveau avec 493 713 inscrits (+0,6%). En 2004 le coût de l'éducation primaire et secondaire progresse de 4,4% pour un accroissement du nombre d'élèves inscrits de 0,4%.

- *A l'Université libanaise* le coût de l'enseignement a augmenté entre 1999 et 2002 à peu près au même rythme que celui des étudiants : durant cette période le nombre d'étudiants a passé de 59 728 inscrits à 70 711, en hausse de 5,8% par an alors que le taux de croissance annuel moyen des coûts a été de 5,1%. En 2003, la tendance s'inverse : le nombre d'étudiants inscrits tombe à 65 530 (-7,3%) mais les coûts sont résistants à la baisse. En 2004 le nombre d'inscriptions repart à la hausse (+1,9%), sans toutefois atteindre le niveau de 2002.

Chapitre 4 Les investissements

Les investissements matériels sont constitués de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Section I. La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est calculée globalement en ajoutant à la valeur de la production du secteur de la construction, celle des biens d'équipement achetés par les entreprises et les administrations. La plus grande partie de tels biens étant importés, les statistiques du commerce extérieur fournissent les indicateurs nécessaires à l'estimation de leur valeur. Le tableau n° 22 montre la composition de la formation brute de capital fixe et son évolution en 2004 par rapport à 2003.

Tableau n° 22
La formation brute de capital fixe par nature 2003-2004

Nature du capital fixe	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Bâtiments et T.P.	3 957	4 451	4 342	2,5	9,7
Machines et appareils	1 286	1 480	1 471	0,6	14,4
Meubles	256	342	332	2,8	29,6
Autres produits	363	402	401	0,1	10,5
Total	5 862	6 674	6 546	1,9	11,7

Après une période marquée par une tendance très nette à la baisse, les investissements sont repartis à la hausse en 2003. Cette hausse s'est poursuivie en 2004 à un rythme encore plus élevé. Nous avons déjà constaté (chapitre 1, section 4) la hausse de l'activité de la construction : +12,5% en valeur et +9,7% en volume, contre 3,7% en volume en 2003 et -3% en moyenne par an durant la période 1997-2002. La même tendance est observée dans l'investissement en biens d'équipement, en particuliers en machines, appareils et moyens de transport : +14,4% en volume contre +9% en 2003 et -1,3% en moyenne par an durant la période quinquennale précédente. Au total, les investissements matériels auraient progressé de 13,9% en valeur et 11,7% en volume en 2004 par rapport à 2003.

Les variations de prix utilisés pour le calcul des variations en volume des biens d'investissements sont, pour les bâtiments et travaux publics, ceux des prix à la construction (voir chapitre 1 section 4). Les prix des biens d'équipement adoptés, à défaut d'observation directe, sont les valeurs unitaires à l'importation de ces biens augmentées des taxes. Dans ce cas, une variation des prix pourrait être due en partie à une variation de qualité.

La répartition de la formation brute de capital fixe entre le secteur privé et le secteur public

La formation brute de capital fixe des entreprises n'est pas connue directement. Elle est déduite par différence entre la valeur totale et celle des investissements publics. On obtient ainsi non pas les investissements de toutes les entreprises mais ceux du secteur privé. En effet, les investissements publics comprennent, en plus de la formation brute de capital fixe des administrations, les dépenses d'infrastructure de la distribution d'électricité et d'eau et de télécommunications qui constituent une partie de la formation brute de capital fixe des entreprises publiques.

Tableau n° 23
Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2003-2004

	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Secteur utilisateur					
Secteur privé	4 972	5 678	5 570	1,9	12,0
Secteur public	889	996	976	2,0	9,8
Total	5 862	6 674	6 546	1,9	11,7

Quant aux investissements publics, ils sont estimés à partir des comptes de l'Etat et des administrations autonomes dont le CDR

Les investissements publics ont renoué avec la croissance en 2004 après une longue période de contraction : +12,1% en valeur contre -11,1% en 2003 et -8,5% par an en moyenne durant la période 1997-2002.

Section II. La variation des stocks

Aucune statistique n'est disponible sur les stocks auprès des entreprises. Les variations de stocks apparaissant dans les comptes ont été introduites pour régulariser l'emploi des ressources en biens et services d'une année à l'autre. Les forts stocks constitués en 2001 en prévision de l'introduction de la TVA (+608 milliards de LL) auraient été déstockés en partie en 2002 (-357 milliards) et en partie en 2003 (-129 milliards). En 2004, le fort accroissement des importations serait dû en partie à la nécessité de reconstituer certains stocks. L'équilibrage des comptes a conduit à estimer à +400 milliards de LL la variation des stocks en 2004.

Les prix utilisés pour le calcul des variations de stocks en volume sont les valeurs unitaires à l'importation des biens stockés. Ainsi, la variation des stocks en volume en 2004 a été estimée à +395 milliards de LL.

Chapitre 5 Les exportations

Les exportations, suivant les concepts standards, comprennent les exportations au sens territorial et les dépenses des touristes sur le sol national.

Les exportations ont connu une forte croissance en 2004 (+28,8% en valeur), poursuivant avec plus de vigueur leur croissance amorcée 2001 : 14,0%, 13,5%, 9%, respectivement en 2001, 2002 et 2003.

Les paragraphes qui suivent passent en revue l'évolution des exportations des différents secteurs dont les détails sont donnés dans le tableau n° 24

Les prix retenus pour évaluer les variations en volume sont, pour les biens exportés, ceux qui sont déduits des statistiques douanières en divisant les valeurs par les quantités. Les prix des services sont supposés être restés constants. Quant à l'indice des prix des dépenses des touristes au Liban, il est supposé être égal à l'indice des prix à la consommation.

Tableau n° 24
Les exportations de biens et services par nature 2003-2004

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2003	2004	2004 aux prix de 2003	Var. des prix	Var. des volumes
Produits agricoles					
Exportations agricoles	274	336	341	-1,6	24,4
<i>Produits de l'agriculture</i>	241	311	312	-0,3	29,6
<i>Produits de l'élevage</i>	33	24	29	-15,2	-13,3
Exp. de biens manufacturés	2 390	3 077	2 971	3,5	24,9
<i>Produits agro-alimentaires</i>	240	289	280	3,2	16,7
<i>Textiles</i>	339	411	396	3,8	16,8
<i>Minerais non métalliques</i>	171	237	205	15,4	20,2
<i>Métaux, machines et appar.</i>	826	1 137	1 111	2,3	34,6
<i>Bois, caoutchouc, chimie</i>	334	451	425	5,9	27,4
<i>Meubles</i>	36	52	49	5,2	36,9
<i>Divers</i>	434	501	504	-0,7	16,2
Total des export. de biens	2 665	3 412	3 312	3,0	24,8
Exportation de services	1 134	1 467	1 467	0,0	29,3
<i>Télécommunications</i>	172	211	211	0,0	22,5
<i>Services aux entreprises</i>	245	306	306	0,0	25,0
<i>Commerce</i>	718	950	950	0,0	32,4
Exportations hors territoire	3 788	4 879	4 779	2,1	26,2
Dépense des touristes	1 199	1 544	1 498	3,1	24,9
Total général	4 987	6 423	6 277	2,3	25,9

a) Les exportations agricoles

La valeur des exportations agricoles retenue dans les comptes est très nettement supérieure à celle qui apparaît dans les statistiques douanières. Les coefficients de correction qui ont été appliqués varient de 1,5 à 3 suivant les nécessités de l'équilibrage des comptes emplois/ressources des produits agricoles. Ainsi corrigées, les exportations agricoles ont enregistré une forte croissance durant deux années consécutives : +16% et +24,4% en volume, +21% et 28,8% en valeur respectivement en 2003 et 2004. Cette croissance intervient après une période de régression : la valeur des produits agricoles exportés a baissé de 331 milliards de LL en 1997 à 226 milliards en 2002, (soit une baisse de 7,6% en moyenne par an) pour remonter à 274 milliards en 2003. La plus grande partie de la baisse sur la période 1997-2002 était due à la baisse des prix (-4,6%), les quantités exportées ayant reculé de 3% en moyenne par an.

Cette croissance provient essentiellement de l'exportation de fruits dont les quantités exportées ont augmenté d'environ 35% en 2004 par rapport à 2003 avec une baisse des prix de 3%.

b) Les exportations industrielles

Comme pour les exportations agricoles, les statistiques douanières relatives à l'exportation de produits manufacturés ont été majorées pour certains biens mais dans des proportions beaucoup plus faibles.

Les exportations industrielles ont poursuivi, en 2004, leur tendance à la hausse amorcée à partir de l'année 2000 à un rythme plus élevé : +29,3% en valeur contre +18,2% en 2003. Contrairement à la période 1997-2002 où ils étaient en baisse, les prix à l'exportation ont haussé de 2,1% en 2003 et de 3,5% en 2004, ce qui ramène le taux de croissance réelle à 15,8% et à 24,9% au cours de ces deux dernières années.

Il est à noter que les exportations de lingots d'or, comme les importations, ont été exclues des comptes. Leur inclusion aurait faussé les vraies tendances des exportations industrielles. En effet, comme le montre le tableau ci-dessous, les exportations d'or ont fluctué avec une très grande amplitude entre 2002 et 2004 : +175% en 2003 et -49% en 2004.

Tableau n° 25
Exportations de lingots d'or 2001-2004

	2001	2002	2003	2004	Tx de variation en %/an		
					2002	2003	2004
Valeur milliards de LL	89,2	194,8	535,2	272,3	118,6	174,7	-49,1
Quantité en kg	8 126	14 656	35 001	16 504	80,4	138,8	-52,2
Prix en millions LL/Kg	11,0	13,3	15,3	16,5	21,2	15,0	7,9

- L'accroissement des exportations des produits agro-alimentaire (+20,4% en valeur) provient surtout de la hausse des exportations de corps gras alimentaires tels que les huiles végétales (+32%) et des pâtes (+31,4%).

- Contrairement à 2003 où le secteur du textile était en récession, l'année 2004 a connu un redressement des exportations de produits textiles et cuir remarquable (+21,2% en valeur). Il s'agit essentiellement d'articles d'habillement (+24,4%), de chaussures (+20,6%) et de tapis (+58,7%).
- L'exportation de minéraux non métalliques et les produits à base de ces minéraux a aussi fortement augmenté en 2004 (+38,7%). Cette augmentation provient en grande partie de l'augmentation des prix (+15,4). Plus de la moitié de ces produits sont constitués de ciment dont l'exportation a passé de 84,7 milliards de LL en 2003 à 144,8 milliards en 2004, soit une hausse de 71,1% due en partie à la hausse des prix qui a atteint 26,2%, l'accroissement en volume ayant été de 35,6%.
- Le groupe des métaux, machines et appareils, occupe une place importante dans les exportations industrielles (37% de la valeur des produits manufacturés exportés). Il est composé des sous-groupes suivants : métaux, à l'exclusion de l'or (9%), ouvrages en métaux (6%), machines et appareils (21%) et matériel de transport (1%).
 - o Les exportations de métaux ont augmenté de 71% en valeur. Cette hausse provient de l'exportation de ferrailles (déchets) qui ont passé de 51 milliards en 2003 à 230 milliards de LL en 2004
 - o Les exportations d'ouvrages en métaux ont haussé de 21%. Parmi les principaux produits exportés de ce sous-groupe on relève les structures métalliques pour la construction dont la valeur des exportations a plus que doublé entre 2003 et 2004, passant de 10,2 milliards à 24,1 milliards de LL
 - o Les machines et appareils ont vu leurs exportations augmenter fortement en 2004 : +36,4%. A signaler l'accroissement entre 2003 et 2004 des exportations de deux des produits les plus importants rentrant dans ce sous-groupe : les groupes électrogènes (de 74,4 à 145,4 milliards de LL) et les réfrigérateurs (de 21,9 à 39,0 mds).
- Tous les sous-groupes du groupe « bois, caoutchouc, chimie » ont connu une progression remarquable de leurs exportations entre 2003 et 2004 : les ouvrages en bois sauf les meubles (de 26,3 à 30,9 milliards de LL), les papiers et cartons (de 90,5 à 106,7 mds), les produits chimiques de base (de 132,6 à 171,7 mds) dont les engrais phosphatés (de 39,7 à 75,4 mds), les produits chimiques divers (de 52,1 à 81,2 mds), les ouvrages en caoutchouc (de 3,9 à 6,0 mds) et enfin les ouvrages en plastique (de 38,7 à 54,0 mds).
- Les exportations de meubles, quoique peu importantes, ont progressé de façon remarquable : +44% en valeur.
- Les produits divers comprennent essentiellement les bijoux dont les exportations ont augmenté de 12,1% passant de 109,9 milliards en 2003 à 123,2 milliards de LL en 2004.

c) Les exportations de services

Les échanges de services avec l'extérieur ne sont pas encore bien recensés. Seuls les encaissements nets des services publics de télécommunication sont connus de façon régulière. Les exportations nettes de services de transport ont été négligées. Les exportations nettes de services aux entreprises ont pu être estimées grâce à l'enquête auprès des grandes entreprises effectuées en 2004. Quant aux recettes du commerce triangulaire retenues dans les comptes, elles sont des estimations très grossières.

Les recettes nettes de la direction générale des télécommunications provenant des communications avec l'étranger, après une période de forte croissance de 1997 à 1999, ont eu tendance à baisser durant les années 2000 à 2003. En 2004 elles sont reparties à la hausse (+22,5%)

Les chiffres d'affaires réalisés à l'extérieur par les sociétés libanaises de services aux entreprises nets des paiements de services aux non résidents, se sont élevés, d'après les déclarations des grandes entreprises interrogées à 205 milliards de LL en 2002 et 245 milliards en 2003, soit en hausse de 19,3%.⁶ Un taux de croissance de 25% a été retenu pour 2004 au vu des déclarations de chiffres d'affaires des entreprises off shore au ministère des finances.

Le taux de croissance retenu pour l'estimation des recettes nettes du commerce triangulaire est celui du mouvement de transit et de réexportation. Après une période de régression de 1997 à 2000 à un rythme moyen de -4,3% par an en moyenne, l'activité de ce secteur reprend avec vigueur en 2001 (+9,1%) et 2002 (+18,7%). Il repart à la baisse en 2003 (-15,8%) puis à la hausse en 2004 (+32,4%)

d) Les dépenses des touristes

Le taux de croissance en volume des dépenses des touristes et autres voyageurs étrangers sur le territoire libanais est, par convention, égale à celui du nombre de voyageurs étrangers (syriens exclus) rentrés annuellement au Liban : +5,9% en 2003 et +24,9% en 2004, contre une moyenne de +11,8% par an durant la période 1997-2002. L'indice des prix retenus pour estimer les dépenses en valeur est celui des prix à la consommation.

⁶ Suite à cette enquête il s'est avéré que les chiffres retenus pour les exportations de services dans les comptes 1997-2002 étaient nettement sous-estimés.

Deuxième partie Les comptes intégrés

Le système international de comptes économiques (SCN93) prévoit l'établissement d'une série de comptes pour chacune des cinq catégories d'agents de l'économie nationale désignée par S.1 et pour le reste du monde désigné par S.2.

Les cinq catégories d'agents de l'économie nationale sont :

- S.11 : les sociétés non financières
- S.12 : les institutions financières
- S.13 : les administrations publiques
- S.14 : les ménages
- S.15 : les associations à but non lucratif

L'état de développement des statistiques nationales libanaises ne permet pas d'établir correctement les comptes économiques de chacun de cinq agents séparément. Il est en particulier impossible de répartir les opérations de production et de répartition entre les sociétés non financières et les ménages. Il est par contre possible d'estimer de façon approximative les principaux éléments des comptes intégrés pour l'ensemble des agents intérieurs et ceux du reste du monde.

Les tableaux n^{os} 26 et 27 présentent les comptes intégrés de l'ensemble de l'économie nationale (S.1) et du reste du monde (S.2). Ils permettent de dégager les principaux flux ayant caractérisé l'activité économique durant la période 2003-2004.

Le chapitre 1 présente les comptes des agents de l'économie nationale qui font apparaître les principaux agrégats : le compte de production, le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus, le compte de distribution secondaire des revenus, le compte d'utilisation des revenus, le compte de capital et enfin le compte financier.

Le chapitre 2 expose l'estimation des principaux éléments de la balance des paiements répartis dans quatre comptes : le compte des échanges de biens et services, le compte des revenus et des transferts courants, le compte de transfert en capital et enfin le compte financier.

Les comptes d'agents qu'il a été possible d'établir concernent les comptes de l'administration centrale et les comptes des banques commerciales. Ces comptes sont reproduits en annexe.

Tableau n° 26
Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1)

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2003	2004	2003	2004
I. Compte de Production				
P11. Production marchande			33 985	37 751
P12. Production non marchande			4 991	4 840
D2-D3. Imp. - subv. /produits			5 032	5 755
P2. Consommation intermédiaire	14 158	15 989		
<i>B1. Valeur ajoutée brute (PIB)</i>	<i>29 851</i>	<i>32 357</i>		
Total	44 009	48 346	44 009	48 346
II.1. Compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires				
B1. PIB			29 851	32 357
D2-D3. Imp. - subv. /produits	5 032	5 755	5 032	5 755
D41. Intérêts	6 724	6 720	5 709	5 943
<i>secteur privé</i>	<i>2 471</i>	<i>2 998</i>	...	...
<i>secteur public</i>	<i>4 253</i>	<i>3 722</i>	...	...
D1+D4..Salaires et autres rev.	20 101	21 484	20 770	21 032
<i>B5. Solde des rev. prim. (RNB)</i>	<i>29 505</i>	<i>31 129</i>		
Total	61 362	65 088	61 362	65 088
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
B5. RNB			29 505	31 129
D5. Impôts directs	1 318	1 521	1 318	1 521
D61. Cotisations sociales	722	841	722	841
D62. Prestations sociales	1 655	1 633	1 678	1 656
D79. Autres transferts courants	470	497	5 511	5 542
<i>B6. Soldes des rev. sec. (RNDB)</i>	<i>34 568</i>	<i>36 196</i>		
Total	38 734	40 688	38 734	40 688
II.4. Compte d'utilisation des revenus				
P2. Consommation	30 399	32 499		
<i>B8. Epargne brute</i>	<i>4 169</i>	<i>3 697</i>		
Total = RNDB	34 568	36 196	34 568	36 196
III. 1 Compte de capital				
B8. Epargne brute			4 169	3 697
P51. Formation brute de capital fixe	5 733	7 074		
D9. Transfert de capital	6	6	2 540	2 193
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>970</i>	<i>-1 199</i>		
Total	6 709	5 880	6 709	5 880
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			970	-1 199
F2. Numéraires et dépôts	12 920	6 676	7 515	6 434
F3 Titres autres qu'actions	1 323	3 370	3 738	3 923
F4. Crédits	60	301	137	264
F5. Actions / Participations	1,425	2 185	3 367	3 111
Total	15 728	12 532	15 728	12 532

Tableau n° 27
Comptes du reste du monde (S.2)

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2003	2004	2003	2004
I. Opérations sur biens et services				
Importations			11 268	13 638
Exportations	4 987	6 423		
<i>B11. Balance commerciale</i>	<i>6 281</i>	<i>7 215</i>		
Total	11 268	13 638	11 268	13 638
II. Compte des revenus primaires et des transferts courants				
B11. Balance commerciale			6 281	7 215
D1. Salaires et assimilés	788	414	706	1 203
D41. Intérêts	620	1 036	1 635	1 813
D4... Autres revenus (nets)	588	337		
D62. Prestations sociales	23	23		
D79. Autres transferts courants (net)	5 040	5 044		
<i>B12. Balance courante</i>	<i>1 564</i>	<i>3 377</i>		
Total	8 622	10 231	8 622	10 231
III. 1 Compte de capital				
B12. Balance courante			1 564	3 377
D9. Transfert de capital (net)	2 534	2 177		
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>-970</i>	<i>1 199</i>		
Total	1 564	3 377	1 564	3 377
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			-970	1 199
F2. Numéraires et dépôts (nets)			5 405	242
F3 Titres autres qu'actions	2 415	553		
F4. Crédits	77	-37		
F5. Actions / Participations	1 942	926		
Total	4 434	1 442	4 434	1 442

Chapitre 1

Les comptes intégrés de l'économie nationale

Les différentes opérations effectuées entre les agents économiques ou les flux découlant de l'activité économique sont répartis dans les six catégories ou sous-catégories de comptes suivantes : (les numéros sont les codes de la nomenclature internationale des comptes)

- I. Le compte de production
- II.1. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus
- II.2. Le compte de distribution secondaire des revenus
- II.4. Le compte d'utilisation des revenus
- III.1. Le compte de capital
- III.2. Le compte financier

Ces comptes permettent de dégager les principaux agrégats caractérisant l'activité économique. Ces agrégats sont résumés dans le tableau n° 29 ci-dessous

Tableau n° 28
Evolution des principaux agrégats 2000-2004

Nature de l'agrégat	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
PIB	25 359	25 947	28 216	29 851	32 357
+Revenus nets des facteurs	834	303	-302	-346	-1 229
=RNB	26 194	26 250	27 914	29 505	31 129
+Transferts courants nets	2 463	2 544	2 974	5 063	5 067
=RNBD	28 657	28 795	30 888	34 568	36 196
-Consommation	26 063	26 591	28 562	30 399	32 499
=Epargne nationale brute	2 594	2 203	2 326	4 169	3 697
+transferts de capital nets	274	450	331	2 534	2 177
=Epargne br. disponible	2 868	2 653	2 657	6 703	5 874
-FBCF	5 108	5 923	5 122	5 733	7 074
=Cap.(+)/Bes.(-) de financ.	-2 240	-3 269	-2 465	971	-1 199
+Financement extérieur	1 803	1 502	4 821	4 434	1 441
=Balance des paiements	-437	-1 767	2 356	5 405	242

Note : Les chiffres de 2000 à 2003 ont été révisés

Ainsi :

- La production intérieure brute (PIB) est le solde du compte de production de l'ensemble des agents économiques
- Le revenu national brut (RNB) est tiré du compte de distribution primaire des revenus
- Le revenu national brut disponible (RNBD) est le solde du compte de distribution secondaire des revenus
- L'épargne nationale brute est le solde du compte d'utilisation des revenus
- L'épargne nationale brute disponible et la capacité ou le besoin de financement sont déduits du compte de capital
- Le solde de la balance des paiements apparaît dans le compte financier sous la rubrique « variation du numéraire et des dépôts ».

Les détails de ces comptes sont présentés dans les sections qui suivent.

Section I. Le compte de production

Le compte de production enregistre en ressources la valeur de la production perçue par différents agents économiques et en emplois la valeur de la consommation intermédiaire. Le solde de ce compte est égal au produit intérieur brut ou PIB.

La valeur de la production est subdivisée en : production marchande (P.11), production non marchande (P.12) et en impôts moins subventions sur les produits (D.2 – D.3)

a) La production marchande (P.11)

La production marchande est égale aux recettes hors taxes de toutes les unités de production provenant de la vente de biens et services. Cependant, vu les méthodes d'estimation adoptée en l'absence de statistiques adéquates, la valeur de la production marchande décrite ici comprend aussi la valeur de la production autoconsommée.

La valeur de cette production est égale à la somme de la production de tous les secteurs marchands calculée aux prix du marché, diminuée des impôts indirects et augmentée des subventions d'exploitation.

Le détail de la production marchande évaluée aux prix payés par les utilisateurs est donné dans le chapitre premier de la première partie.

b) La production non marchande (P.12)

La production non marchande, telle qu'elle apparaît dans ces comptes, représente uniquement l'estimation de la production des administrations publiques. Elle ne comprend donc pas la valeur de la production autoconsommée des ménages ni celle des associations à but non lucratif.

La méthode d'estimation de cette production est donnée dans le chapitre premier de la première partie.

c) Les impôts nets des subventions sur les produits (D.2 – D.3)

En principe, seuls les impôts spécifiques sur les produits nets des subventions devraient figurer dans ce compte. Mais, faute d'informations suffisantes, c'est l'ensemble des impôts indirects rentrant dans le compte d'exploitation des entreprises qui a été retenu. Ceux-ci comprennent les éléments suivants : les droits de douanes, les taxes sur la consommation de certains produits dont, à partir de 2002, la TVA, les bénéfices des entreprises publiques et enfin les taxes municipales et autres taxes.

Les taxes municipales reportées ne sont pas tirées des comptes des municipalités, comptes qui n'ont pas fait encore l'objet d'une compilation de la part des autorités compétentes. Elles sont estimées à partir des indications tirées des comptes du Trésor

qui collecte certaines taxes pour le compte des municipalités. Elles comprennent une part d'ajustement nécessaire à l'équilibre des comptes du secteur public.

Quant aux autres taxes, elles sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat.

Le tableau n° 29 donne l'évolution des différents types d'impôts indirects de 2000 à 2004.

Tableau n° 29
Les impôts indirects par nature 2000-2004

Nature de la taxe	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Droits de douanes	1 067	858	596	475	529
Taxes sur la consommation	822	921	2 097	2 575	2 874
Bénéfices des entreprises publ.	803	805	921	1 259	1 453
Timbres et autres	198	197	198	224	274
Taxes municipales et ajustement	461	510	556	518	686
<i>-subventions</i>	<i>-122</i>	<i>-22</i>	<i>-20</i>	<i>-20</i>	<i>-61</i>
Total	3 229	3 269	4 348	5 032	5 755

Les droits de douanes, après une période de baisse de 2001 à 2003, suite à la politique adoptée par le gouvernement de remplacer progressivement ces droits par la TVA, sont repartis à la hausse en 2004 avec cependant un rythme de croissance inférieur à celui de la croissance des importations (11,4% contre 31,1%).

Les taxes sur la consommation ont fortement augmenté à partir de 2002 suite à l'introduction de la TVA et à leur réaménagement. En 2003 et 2004, la forte poussée des recettes provenant de la TVA (+34% et +27,7%) n'est pas entièrement la conséquence de la croissance des transactions ; elle est due en partie à l'élargissement de l'assiette et au décalage dans le temps entre le moment où les recettes sont perçues et celui où les remboursements dus sont effectués. (Voir tableau n° 30). La baisse des taxes sur les carburants enregistrée en 2004 (-21%) est due à la politique de stabilisation des prix de l'essence.

Tableau n° 30
Les taxes sur la consommation par nature 2000-2004

Nature de la taxe	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
- sur le tabac	79,9	111,2	167,7	184,6	196,5
- d'embarquement à l'AIB	55,2	62,0	64,2	72,3	84,2
- sur le ciment	35,8	36,2	2,0	-	-
- sur les carburants	424,6	472,3	703,3	816,3	644,7
- sur les voitures	180,1	190,2	149,8	164,2	242,2
- sur les boissons	11,3	14,5	7,1	5,3	5,6
- sur les hôtels et restaurants	23,0	21,3	7,0	2,5	1,5
- sur les services de loisirs	8,3	8,9	5,4	3,7	4,0
- Autres	3,6	4,6	4,3	3,9	7,0
- sur la valeur ajoutée			986,4	1 322,4	1 688,2
Total	821,9	921,1	2 097,2	2 575,2	2 873,9

Les bénéficiaires des entreprises publiques sont comptés comme des impôts sur les produits car les prix des biens et services produits par ces entreprises sont fixés par l'Etat. Ce sont les bénéficiaires des entreprises publiques de télécommunications qui sont les plus importants et ont accusé une très forte croissance durant la période les six dernières années : ils ont passé de 141 milliards en 1997 à 785 milliards de LL en 2002, à 1 086 milliards en 2003 et à 1 310 milliards en 2004.

Quant aux subventions aux entreprises publiques qui apparaissent dans les comptes de l'Etat, elles se présentent comme suit : (Tableau n° 31)

Tableau n° 31
Les subventions aux entreprises publiques 2000-2004

Entreprise	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Office du blé et betterave	14,5	-	-	-	15,0
Régie des tabacs	55,0	-	-	-	-
Offices des eaux	3,0	3,1	4,5	0,4	1,6
Transport en commun	13,0	11,5	11,5	15,0	14,0
Télévision Liban	13,1	5,5	2,5	2,5	28,2
Autres	23,8	2,1	1,6	2,4	2,1
Total	122,4	22,2	20,1	20,3	60,9

Les subventions accordées à l'Electricité du Liban, ne sont pas reportées dans les dépenses budgétaires de l'Etat. Elles sont enregistrées dans les comptes du Trésor comme avances aux établissements publics et traitées comme une opération financière. Les dettes de l'Electricité du Liban au Trésor ont augmenté de 55 milliards de LL en 2003 et de 700 milliards en 2004.

d) Les emplois intermédiaires

Les emplois intermédiaires sont égaux aux achats par les unités de production de biens et services consommables diminués des variations de stocks. Ils sont évalués aux prix du marché, c'est-à-dire toutes taxes comprises.

La consommation intermédiaire des différents secteurs d'activité est décrite dans le premier chapitre de la première partie.

Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires

On entend par revenus primaires la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans la valeur du PIB. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires enregistre en ressources le PIB et tous les revenus primaires reçus par les agents nationaux. Il enregistre en emplois les revenus primaires payés par les agents nationaux. Le solde de ce compte dégage le second agrégat important à savoir le revenu national brut ou RNB. Etabli pour les unités de production seulement, le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires permet de décomposer le PIB suivant l'optique du revenu.

a) L'optique revenu du PIB

Le tableau n° 32 suivant montre la répartition du PIB suivant la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans sa valeur : salaires et assimilés, impôts nets des subventions sur les produits, intérêts, autres revenus et les amortissements.

Tableau n° 32
La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2000-2004

Eléments du PIB	En milliards de LL				
	2000	2001	2002	2003	2004
Impôts – subventions /produits	3 229	3 269	4 348	5 032	5 755
Intérêts	2 209	2 552	2 166	2 471	2 998
Salaires et autres revenus	17 948	18 221	19 720	20 101	21 484
Amortissements (solde)	1 973	1 905	1 981	2 247	2 120
Total =PIB	25 359	25 947	28 216	29 851	32 357

Les salaires et assimilés représentent l'ensemble des charges salariales supportées par les entreprises et les administrations publiques. Les salaires payés par les administrations publiques sont tirés des comptes du secteur public, leur évolution est reportée dans le tableau n° 10 (voir première partie, chapitre 1, section VIII). Quant aux salaires et autres charges salariales payées par les entreprises, ils ont fait l'objet d'estimation lors de l'établissement des comptes de 1997 grâce aux données d'enquêtes. La part des salaires dans le PIB était de 35,5%, 83,2% dans le secteur administratif et 29,1% dans le secteur marchand.

Malheureusement il n'existe pas d'informations suffisantes sur la période 1998-2004 qui permettent de connaître l'évolution de cette part. L'enquête sur les grandes entreprises effectuée en 2004 et portant sur 240 établissements industriels, 270 établissements de service (à l'exclusion des services de télécommunication, de finances et d'éducation) et 96 de commerce, a révélé les ratios charges salariales / valeur ajoutée brute en 2002 et 2003 suivants :

<u>Secteur</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Industrie	24,6%	24,2%
Services	32,4%	32,9%
Commerce	10,5%	10,9%

La part des impôts indirects nets des subventions dans le PIB a par contre évolué de façon significative passant de 10,5% en 1997 à 15,4% en 2002, 16,9% en 2003 et 17,8% en 2004. Cette dernière évolution est due à l'introduction de la TVA en février 2002 et à l'élargissement de son assiette durant les deux années suivantes.

Les intérêts représentent la rémunération du capital financier versée par les entreprises aux propriétaires de ces capitaux. Ils ne comprennent pas les intérêts versés par les administrations. En effet, par convention, ces intérêts ne rentrent pas dans l'estimation de la production non marchande et par conséquent ne font pas partie du PIB.

Pour estimer les charges d'intérêts supportées par les entreprises, les comptes présentés ici ont retenu uniquement la rémunération des dépôts bancaires. Les intérêts

servis par les banques ont été répartis entre les agents débiteurs au prorata de leur endettement vis-à-vis des banques. Il convient de préciser qu'une partie des intérêts encaissés par les banques représente la rémunération de leur service d'intermédiation financière.

Tableau n° 33
Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations
2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Données des banques	2000	2001	2002	2003	2004
Intérêts reçus					
sur bons du Trésor	2 881	2 816	2 852	2 756	1 912
des non-résidents	499	507	372	214	214
d'autres débiteurs	2 913	3 301	2 919	3 361	4 021
Total	6 293	6 623	6 143	6 331	6 147
Intérêts payés aux déposants	4 772	5 121	4 559	4 655	4 582
<i>Ratio intérêts payés/reçus</i>	<i>0,758</i>	<i>0,773</i>	<i>0,742</i>	<i>0,735</i>	<i>0,745</i>
<i>Ratio services bancaires/intérêts</i>	<i>0,242</i>	<i>0,227</i>	<i>0,258</i>	<i>0,265</i>	<i>0,255</i>
Imputation des intérêts servis aux déposants à la charge des :					
administrations	2 185	2 177	2 117	2 027	1 425
non-résidents	378	392	276	157	159
entreprises	2 209	2 552	2 166	2 471	2 998
Total	4 772	5 121	4 559	4 655	4 582

Ainsi, les intérêts payés par le secteur privé aux propriétaires des dépôts via les banques commerciales ont été évalués à 2 471 milliards de LL en 2003, et 2 998 milliards en 2004 soit respectivement 8,3% et 9,3% du PIB. En 1997 cette part s'élevait à 5,3% seulement.

Quant aux intérêts payés par le secteur public et qui ne rentrent pas dans la valeur du PIB, mais inscrits quand même dans le compte de répartition primaire d'après les conventions internationales, ils sont tirés des comptes des administrations publiques après déduction de la valeur des services bancaires. Ces services bancaires sont estimés en appliquant le ratio services bancaires sur intérêts du tableau n° 33 aux intérêts reçus sur bons du Trésor par les banques. Le tableau suivant donne l'évolution des charges de la dette publique et leur répartition entre intérêts et services bancaires.

Tableau n° 34
Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges
2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Décomposition des charges	2000	2001	2002	2003	2004
Service de la dette	4 337	4 427	4 830	4 983	4 209
- valeur des services bancaires	716	700	736	730	487
= Intérêts payés	3 621	3 727	4 094	4 253	3 722

Les autres revenus sont composés des dividendes versés aux propriétaires des capitaux engagés dans la production et des revenus mixtes des entrepreneurs individuels. Ces revenus ont fait l'objet d'une estimation globale en 1997, la rémunération des actionnaires restant inconnue. Comme pour les salaires, l'estimation

de tels revenus est donnée pour l'année 1997 seulement, faisant apparaître une part relative de ces revenus dans le PIB de 42,3%.

En raison de l'insuffisance de l'information, les salaires et les revenus autres que les intérêts ont été regroupés dans un même agrégat à partir de 1998.

Les amortissements sont en fait le résidu du compte d'exploitation des entreprises augmenté de la valeur estimée de l'amortissement du capital fixe des administrations publiques. Ce dernier élément est donné dans le tableau n° 10 montrant le calcul de la valeur de la production non marchande.

b) Calcul du revenu national brut (RNB)

Le RNB est égal au solde du compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaire de l'ensemble des agents économiques nationaux. Il est donc égal au PIB plus le solde (ressources – emplois) des revenus primaires qui est égal au revenu net des facteurs provenant du reste du monde. Ces derniers sont tirés des comptes du reste du monde S.2 (tableau n° 27) qui sont exposés au chapitre suivant.

Les soldes des trois types de revenus primaires (salaires, intérêts et autres revenus) sont détaillés dans le tableau n° 35.

Tableau n° 35
Composition du revenu national brut 2000-2004

Eléments du RNB	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
PIB	25 359	25 947	28 216	29 851	32 357
Salaires extérieurs nets	-85	-59	-9	82	-789
Intérêts extérieurs nets	486	-96	-803	-1 016	-777
Autres revenus extérieurs nets	434	458	511	588	338
Total = RNB	26 194	26 250	27 914	29 505	31 129

La croissance du revenu national brut a été plus faible que celle du PIB du fait de la diminution de revenus net des facteurs provenant du reste du monde. Ces revenus ont été affectés par la décroissance des taux d'intérêt servis sur les placements à l'étranger alors que les placements des non-résidents en titres libanais, notamment les bons du Trésor libellés en devise, augmentaient et profitaient d'un taux nettement plus rémunérateur. En 2004 on assiste à une augmentation sensible de l'emploi de travailleurs étrangers dont la rémunération a dépassé celle des travailleurs libanais à l'extérieur.

Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus

Le compte de distribution secondaire des revenus enregistre en ressources le revenu national brut (RNB) et les ressources des agents nationaux provenant des différents types de transferts à savoir : les impôts directs, les cotisations sociales, les prestations sociales et les transferts courants. Les paiements de tels transferts effectués par les agents nationaux sont reportés en emplois. Le solde de ce compte est donc égal au RNB augmenté des transferts courants nets provenant de l'extérieur. On obtient ainsi

le troisième agrégat utile à l'étude du fonctionnement de l'économie nationale, appelé « Revenu national brut disponible » (RNBD).

a) Les impôts directs

Les impôts directs sont des prélèvements obligatoires effectués par les administrations sur les ressources des agents nationaux. Ils sont inscrits en emplois des ménages et en ressources des administrations.

On distingue deux types d'impôts directs : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la propriété. L'impôt sur les voitures privées est analogue à celui sur la propriété et a été compté avec les impôts directs contrairement au classement administratif qui l'englobe parmi les impôts sur la consommation. Le tableau n° 36 ci-dessous reporte les montants encaissés par l'administration centrale au titre de ces impôts tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat. A ces montants il convient d'ajouter les recettes des municipalités ayant le caractère d'impôt direct. Ces recettes ne sont pas connues, les montants inscrits sont très approximatifs et intègrent un poste d'ajustement nécessaire à l'équilibrage des comptes du secteur public.

Tableau n° 36
Répartition des impôts directs par nature 2000-2004

Nature de l'impôt	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Impôt sur le revenu	427	585	642	708	801
Impôts sur la propriété	272	273	301	310	396
Impôts sur les voitures	191	226	210	238	238
Part des municipalités et ajust.	53	54	60	62	86
Total	943	1 138	1 213	1 318	1 521

b) Les cotisations sociales

Les cotisations sociales qui ont pu être recensées dans ces comptes concernent les cotisations encaissées par la Caisse nationale de la sécurité sociale et les prélèvements effectués par l'Etat sur le salaire des fonctionnaires pour alimenter la caisse de retraite. Les cotisations obligatoires à d'autres caisses telles que la coopérative des fonctionnaires ont été négligées faute de statistiques.

Toutes les cotisations, y compris celles payées par les patrons à la CNSS sont supposées être payées par les salariés (emplois des ménages) puisqu'elles sont comptées dans la rémunération du travail (ressources des ménages). Elles sont inscrites en ressources des administrations.

Les paiements de l'Etat à la CNSS sont classés dans le budget comme des transferts et non comme des cotisations dues en tant que patron employant des contractuels n'ayant pas le statut de fonctionnaire et donc soumis au code du travail. Ces paiements sont sporadiques (60 milliards en 2000, 80 milliards en 2004 et pas de paiements entre 2001 et 2003). Ces paiements ont été exclus à la fois de la rémunération des travailleurs et des cotisations sociales.

Tableau n° 37
Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature de la cotisation	2000	2001	2002	2003	2004
Cotisation à la CNSS					
Patrons	681	588	576	596	...
Salariés	49	50	51	52	...
Total	730	638	626	648	755
Cotisation des fonctionnaires	81	79	80	74	86
Total	811	717	706	722	841

c) Les prestations sociales

Les prestations sociales qui apparaissent en ressources du compte II.2 sont supérieures à celles inscrites en emplois du fait que des ménages résidents reçoivent, en plus des prestations locales, des pensions de retraite payées par des organismes non-résidents. Le montant de ces pensions avait été estimé en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 23 milliards de LL. Il a été maintenu constant tout au long de la période suivante par manque d'informations.

Tableau n° 38
Répartition des prestations sociales reçues par nature 2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature de la prestation	2000	2001	2002	2003	2004
Prestations de la CNSS					
<i>Allocations maladie</i>	231	325	377	397	444
<i>Allocations familiales</i>	124	188	207	215	217
<i>Indemnité de fin de service</i>	177	256	303	194	150
Total	532	769	888	806	812
Pensions de retraite payées					
par l'Etat	844	834	850	849	821
par l'Extérieur	23	23	23	23	23
Total	1 399	1 626	1 761	1 678	1 656

Quant aux prestations servies par les agents nationaux (inscrites en emplois), elles se limitent aux allocations et indemnités versées par la CNSS et aux pensions de retraite servies par l'Etat. Les premières ont passé de 407 milliards de LL en 1997 à 806 milliards en 2003 et 812 milliards en 2004 et les secondes de 528 à 849 puis à 821 milliards de LL durant la même période. Ainsi, près une période de croissance de 1997 à 2002 à un taux moyen de 13% par an, l'ensemble des prestations sociales a régressé de 4,7% en 2003 et de 1,3% en 2004. Cette régression est due à la baisse substantielle des indemnités de fin de service payées par la CNSS

Comme pour les cotisations, les prestations fournies par d'autres caisses ont été négligées dans la présente comptabilité.

d) Les transferts courants et calcul du RNBD

La rubrique « transferts courants » groupe trois type de flux : les recettes non fiscales de l'Etat, l'aide apportée par l'Etat aux individus, associations et autres organismes du secteur privé résidents ou non et enfin les transferts courants effectués par les non-résidents aux ménages résidents.

Les deux premières rubriques sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat à un ajustement près concernant les aides effectuées par l'intermédiaire d'autres administrations.

Les transferts extérieurs nets résultent des méthodes adoptées pour l'estimation des différentes rubriques de la balance des paiements, méthodes qui sont exposées dans le chapitre suivant.

Tableau n° 39
Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2000-2004

Nature du transfert	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes non fiscales	330	297	301	315	337
Aides	151	113	152	156	160
Transferts extérieurs nets	2 440	2 521	2 951	5 040	5 044
Total	2 921	2 932	3 405	5 511	5 542

Le solde du compte de la distribution secondaire des revenus est égal au revenu national brut augmenté des paiements extérieurs nets au titre de la distribution secondaire, ainsi que le montre le tableau n° 40 ci-dessous.

Tableau n° 40
Calcul du RNBD 2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
RNB	26 194	26 250	27 914	29 505	31 129
Allocations reçues de l'extérieur	23	23	23	23	23
Transferts extérieurs nets	2 440	2 521	2 951	5 040	5 044
Total = RNBD	28 657	28 795	30 888	34 568	36 196

De 1997 à 2002, les transferts extérieurs nets ont eu tendance à baisser. Par suite, la croissance du RNBD durant cette période a été plus faible que celle du PIB. En 2003 les résultats de la balance des paiements ont fait apparaître un fort mouvement de transfert vers le Liban (voir chapitre suivant) d'où une croissance du RNBD plus forte que celle du PIB en valeur courante (11,9% contre 5,8% pour le PIB). En 2004 le niveau des transferts extérieurs nets est en légère baisse et le taux de croissance du revenu disponible est en retrait par rapport à celui de la production (4,7% contre 8,4% pour le PIB en valeur courante).

Section IV. Le compte d'utilisation du revenu

Le compte d'utilisation du revenu enregistre en emploi la consommation nationale et en ressources le revenu national brut disponible. Le solde de ce compte est égal à l'épargne nationale.

Après une croissance en 1998, l'épargne nationale apparaît en baisse constante, surtout à partir de l'année 2000 jusqu'en 2002. Ainsi le taux d'épargne globale qui était de 12,5% en 1997, tombe à 7,5% en 2002. Cette évolution semble liée à celle des transferts extérieurs qui ont fortement chuté durant la dernière période, ainsi qu'il ressort de l'étude de la balance des paiements. Aussi, avec la reprise de tels transferts en 2003, le taux d'épargne atteint 12,1% et retrouve presque son niveau de 1997. En 2004, il recule à 10,2%.

L'état actuel des comptes économiques permet de dégager de façon très approximative le comportement des agents économiques, notamment des ménages, en matière de consommation et d'épargne. Le tableau suivant (n° 41) répartit l'épargne nationale ainsi que le revenu national brut disponible suivant les trois types d'agents : les ménages, les entreprises groupant les unités de production marchande et les administrations.

La répartition du revenu disponible à l'intérieur du secteur privé entre les ménages et les sociétés n'est pas connue. La méthode de comptabilisation suppose en fait que toute la valeur ajoutée du secteur marchand, une fois déduite les impôts indirects et les provisions pour amortissement, est versée aux ménages. Le montant indiqué pour la part du revenu brut disponible revenant aux entreprises n'est qu'une estimation grossière de l'amortissement du capital fixe. Sous cette réserve, le taux apparent d'épargne des ménages passe de 20,5% en 1997 à 16,1% en 2002 et remonte à 18% en 2003 puis rebaisse à 11,3% en 2004.

Tableau n° 41
Répartition du RNBD et de l'épargne nationale brute par agent 2000-2004

Agent économique	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
	<i>Revenu brut disponible</i>				
Ménages	26 534	26 918	28 324	30 997	31 137
Entreprises	1 356	1 258	1 304	1 546	1 431
Administrations	766	619	1 260	2 026	3 628
Total	28 657	28 795	30 888	34 568	36 196
	<i>Epargne brute</i>				
Ménages	4 933	4 898	4 582	5 589	3 477
Entreprises	1 356	1 258	1 304	1 546	1 431
Administrations	-3 695	-3 952	-3 561	-2 966	-1 211
Total	2 594	2 203	2 326	4 169	3 697

Une telle évolution est le résultat d'une faible croissance du revenu disponible des ménages durant la période 1997-2002 suivie d'une reprise en 2003 et en 2004, conjuguée avec une évolution plus régulière de la consommation : alors que le revenu disponible des ménages augmentait en moyenne de 1,1% par an entre 1997-2002, la consommation progressait de 2,2% par an ; en 2003 le revenu disponible des ménage

s'accroît de 9,6% mais la consommation ne progresse que de 7%. En 2004, par contre, la consommation des ménages s'accroît de 8,8% en valeur courante alors que leur revenu disponible n'augmentait que de 0,5%⁷.

Section V. Le compte de capital

Le compte de capital enregistre en emplois la formation brute de capital fixe, la variation des stocks et les transferts en capital effectués par les agents nationaux. Il enregistre en ressource l'épargne brute et les transferts en capital reçus.

Les transferts en capital inscrits en emplois représentent l'aide à la reconstruction payée par l'Etat pour le retour des déplacés par la guerre. Importants au début (533 milliards de LL en 1997 et 180 milliards en 2000) ces transferts sont devenus négligeables à partir de 2001.

Les transferts inscrits en ressources comprennent, outre ceux inscrits en emplois, les transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers ont aussi diminué progressivement passant de 1718 milliards en 1997 à 348 milliards de LL en 2002 mais ont repris en 2003 et 2004 pour atteindre respectivement 2 534 milliards et 2 177 milliards de LL. Il n'y a là cependant qu'une estimation très rudimentaire résultant des estimations de la balance des paiements. Ces estimations sont exposées dans le chapitre suivant.

Le solde du compte de capital s'appelle, suivant qu'il est positif ou négatif, capacité ou besoin de financement. Dans son ensemble, l'économie libanaise a toujours eu un besoin de financement extérieur, sauf en 2003 où, suite aux transferts massifs de capitaux venant de l'extérieur, l'économie nationale a dégagé une capacité de financement. Comme le montre le tableau n° 42 suivant, en dehors de l'année 2003, la capacité de financement des ménages ne suffit pas à couvrir le besoin de financement des entreprises et des administrations.

Tableau n° 42
Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent
2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Agent économique	2000	2001	2002	2003	2004
Ménages	5 370	5 351	4 920	8 089	5 634
Entreprises	-2 520	-3 489	-2 815	-3 297	-4 682
Administrations	-5 090	-5 132	-4 570	-3 822	-2 189
Total	-2 240	-3 269	-2 466	970	-1 199

En effet, la capacité de financement des ménages est égale à leur épargne augmentée des transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers sont supposés être versés entièrement aux ménages dans le système comptable adopté. La baisse de cette

⁷ Comme il est expliqué dans le chapitre suivant, l'estimation des transferts extérieurs courants est très grossière du fait du partage de la masse des transferts entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé arbitraire. Si tous les transferts étaient considérés comme courants, le revenu disponible des ménages aurait atteint 33 188 milliards de LL et le taux d'épargne aurait été de 17,1%.

capacité de 7 712 milliards de LL en 1997 à 4 920 milliards en 2002 est le résultat de la baisse des transferts extérieurs aussi bien courants qu'en capital. Suite à la reprise de tels transferts, la capacité de financement des ménages remonte en 2004 au dessus du niveau moyen des années 1997-2002 après avoir atteint en 2003 un pic exceptionnel de 8 089 milliards de LL.

Le besoin de financement des entreprises est égal à la formation brute de capital fixe dans le secteur marchand et la variation des stocks diminuée des montants retenus comme amortissement. L'évolution du besoin de financement des entreprises a donc suivi celle des investissements dans le secteur privé qui étaient en régression durant la période 1997-2002 et en hausse à partir de 2003.

Quant au besoin de financement des administrations il est égal au déficit du secteur public. Ce déficit est très largement supérieur à la valeur des investissements publics. Il représentait 21,4% du PIB et 17,9% du RNBD en 1997. Ces ratios tombent respectivement à 16,2% et 14,8% en 2002, à 12,8% et 11,1% en 2003 et à 6,8% et 6,1% en 2004. L'évolution de ces deux dernières années est la conséquence d'un changement dans la politique fiscale : baisse des droits de douane en 2001 et introduction de la TVA en 2002.

Section VI. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et droits et en ressources la variation des dettes des agents nationaux. Le solde du compte financier est égal à la capacité ou au besoin de financement. Cette égalité résulte du principe de l'équilibre général des comptes. Les méthodes d'estimation adoptées dans l'élaboration des comptes reposent en grande partie sur ce principe d'équilibre. Ainsi, la capacité de financement des ménages se traduit par un accroissement équivalent des créances et droits qu'ils détiennent, le besoin de financement des entreprises est couvert par l'accroissement des participations et par les crédits obtenus et enfin, le déficit des administrations se traduit par un accroissement égal de la dette publique.

Les créances et dettes retenues dans les comptes actuels sont classées, selon la nomenclature internationale, sous les quatre rubriques suivantes : Numéraires et dépôts (F2), Titre autres qu'actions (F3), Crédits (F4), Actions ou participation (F5).

a) La variation des numéraires et dépôts (F2)

Les numéraires et dépôts recensés ici ne concernent que les billets de banque en LL émis par la banque centrale, les dépôts détenus par les résidents auprès du système bancaire et les avoirs extérieurs nets des banques libanaises. Ils ne comprennent pas les billets de banque en dollars ou autres devises ni les dépôts auprès des banques à l'étranger détenus par les résidents (banques exclues). Les chiffres adoptés découlent des données sur la masse monétaire établies par la banque du Liban.

La variation de la masse monétaire constitue une ressource pour le système bancaire et un emploi du secteur privé non bancaire. Il s'agit en grande partie des dépôts détenus par les ménages, la variation du compte caisse et banque des sociétés non financières pouvant être considérée comme négligeable. Ainsi la décroissance de la

variation de la masse monétaire entre 1997 et 2002 de 5 920 à 3 789 milliards de LL, et sa hausse en 2003 à 7 515 milliards puis son repli à 6 434 milliards de LL en 2004 est le reflet de l'évolution de la capacité de financement des ménages (voir plus haut).

Tableau n° 43
Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire
2000-2004

Nature de la monnaie	<i>En milliards de LL</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Monnaie en LL	-748	-2 209	3 121	5 672	-257
Dépôts en devise	5 483	6 116	668	1 843	6 691
Total = ressources	4 735	3 907	3 789	7 515	6 434
Avoirs extérieurs nets des banq.	-437	-1 767	2 355	5 405	242
Total = emplois	4 298	2 140	6 144	12 920	6 676

Les fortes fluctuations enregistrées dans la composition de la monnaie entre devises et livres libanaises découlent des variations conjoncturelles de la confiance dans la monnaie nationale et du différentiel d'intérêt. Il est à noter que les variations des dépôts en devises ont été calculées à taux de change constant.

La variation des avoirs extérieurs nets du système bancaire est égale à celle des dépôts des banques libanaises à l'étranger diminués des dépôts des non-résidents. Elle est calculée à taux de change constant. Par définition cette variation est égale à celle du solde de la balance des paiements.

b) La variation des titres autres qu'actions

Seuls les bons du Trésor libanais ont été pris en compte, les titres du secteur privé ou étranger ont été négligés. Le tableau n° 44 ci-dessous donne la répartition des bons du Trésor par souscripteur⁸.

Est enregistrée en emplois la variation des bons du Trésor détenus par les banques et par les autres résidents. Ceux détenus par les administrations autonomes sont exclus par consolidation. En plus des bons souscrits par les résidents, les Administrations ont comme ressources les bons souscrits par les non-résidents. Il faut noter toutefois que la répartition des bons du Trésor entre souscripteurs résidents et non-résidents n'est pas connue avec précision, les chiffres adoptés sont tirés de l'estimation des éléments de la balance faite par la Banque du Liban.

⁸ Les bons du Trésor souscrits par les banques sont tirés de leurs bilans tels que publiés par la BDL. Ceux souscrits par le public et les administrations sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les variations des bons en devises sont calculées à taux de change constant.

Tableau n° 44
Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Souscripteur	2000	2001	2002	2003	2004
B.T en LL					
Administrations	518	333	149	-615	-291
Banques	1 087	1 212	-2 799	2 586	1 453
Autres	-243	-1 108	1 401	-1 161	-1 839
Total	1 362	437	-1 249	810	-677
B.T. en devises					
Banques	1 948	3 415	3 855	-102	3 659
Hors banques	92	193	3 891	2 415	582
Total	2 039	3 608	7 746	2 313	4 241
Ensemble des bons :					
Dont : Banques	3 035	4 627	1 056	2 484	5 112
Résid. hors banques	324	83	1 182	-1 776	-2 033
Non-résidents	1 042	335	4 259	2 415	553
Total	3 401	4 045	6 497	3 123	3 632
Moins Administrations	-518	-333	-149	615	291
= Total net	3 883	4 711	6 348	3 738	3 923

En 2002, le portefeuille des banques en bons du Trésor en LL diminue de 2 799 milliards de LL suite à une écriture comptable effectuée par la BDL consistant à annuler ses créances en bons du Trésor pour un montant de 2 700 milliards de LL en contrepartie d'une diminution équivalente des différences de change cumulées inscrites au crédit de l'Etat en application de l'article 115 du code de la monnaie et du crédit. La même opération est effectuée en 2004 pour un montant de 516 milliards de LL. Cette opération qui équivaut à l'encaissement des différences de changes n'apparaît pas dans les comptes du Trésor comme une recette mais comme une ressource financière sous la rubrique « autres emprunts en LL », ce qui compense la diminution des bons du Trésor en cours⁹. Par ailleurs, les statistiques de la Banque du Liban indiquent un accroissement des bons du Trésor en devises de 7 746 milliards de LL. La plus grande partie de ces bons ont été souscrits par des organismes étrangers suite à la conférence de Paris II. En 2003, la souscription des bons du Trésor par les non résidents se poursuit, leur montant, net des remboursements, est estimé à 2 415 milliards de LL à taux de change constant. En 2004, les émissions de bons de trésor en devises tendent à remplacer celles en livres libanaises. Ce sont les banques qui ont souscrits à la plus grande partie de ces émissions.

c) La variation des crédits

Les montants inscrits en emplois représentent la variation des crédits bancaires tels qu'ils sont reportés dans les statistiques sur la situation monétaire ainsi qu'une estimation des avances du Trésor aux entreprises publiques. En ressources, les crédits comprennent aussi les emprunts extérieurs nets reçus par les administrations publiques.

⁹ Dans le système de comptabilité nationale, les gains ou pertes de changes ne sont pas comptabilisés dans les flux mais dans les comptes du patrimoine. Ces derniers comptes ne sont pas encore établis au Liban

Tableau n° 45
Variation des crédits selon leur nature 2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature des crédits	2000	2001	2002	2003	2004
Crédits bancaires					
Au secteur privé	1 511	141	734	-192	1 072
Au secteur public (net)	1 751	709	-1 622	130	-1 234
<i>Crédits</i>	376	-9	-571	184	117
<i>- dépôts du secteur public</i>	1 375	718	-1 051	-54	-1 351
Total des crédits bancaires	3 262	850	-888	-62	-162
Avances du Trésor	596	110	213	123	463
Emprunts extérieurs	53	-32	57	77	-37
Total : ressources	3 911	928	-618	137	264

Les crédits bancaires au secteur privé ont repris en 2004 après avoir subi un net ralentissement durant la période 1997-2003. Leur variation a chuté de 3 192 milliards de LL en 1997 à -502 milliards en 2003 pour remonter à +1 072 milliards de LL en 2004. Le tableau suivant montre l'évolution de la répartition des crédits dans le secteur financier par secteur utilisateur telle que publiée par la Banque du Liban. (Tableau n°46). Ces crédits sont différents des crédits rapportés dans la situation monétaire mais permettent de voir les variations dans la répartition des crédits par secteur et leur évolution. On voit par exemple que ce sont les crédits au secteur de la construction qui ont le plus reculé durant la période 2000-2003 et qui ont repris timidement en 2004. On relèvera par contre un accroissement des crédits à l'industrie en 2003 et 2004.

Tableau n° 46
Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Secteur	2000	2001	2002	2003	2004
Agriculture	45	-47	20	1	46
Industrie	172	232	-41	339	385
Construction	318	-130	-279	-440	293
Commerce	238	489	114	61	404
Services	103	209	235	95	139
Institutions financières	38	97	8	67	86
Autres organismes	2	79	88	-350	-46
Individus	311	282	279	448	582
Total	1 227	1 211	424	221	1 889
Ajustement	284	-1 070	310	-723	-817
Total = Crédits bancaires	1 511	141	734	-502	1 072

Les créances du système bancaire sur le secteur public sont nettes des dépôts. La variation des crédits reflète plus celle des dépôts que celles des crédits à proprement parler. Ces derniers sont négligeables, les banques finançant le secteur public au moyen des souscriptions aux bons du Trésor. En 2004 par exemple, les crédits bancaires nets au secteur public ont diminué de 1 234 milliards de livres suite à une faible augmentation des crédits (+117 milliards) et à une forte augmentation des dépôts (+1 351 milliards). La variation des bons de Trésor détenus par les banques ayant été de +5 112 milliards, les créances nettes du système bancaire sur le secteur ont augmenté de 3 878 milliards de LL.

Les avances du Trésor aux entreprises publiques telles que l'Electricité du Liban ne sont pas connues avec précision. Le système de comptabilité publique actuel ne permet pas de connaître la ventilation des avances par bénéficiaire. Les chiffres indiqués sont approximatifs et permettent d'équilibrer les comptes des administrations publiques.

Les emprunts publics extérieurs rapportés sont ceux effectués par le CDR. Le recours de l'Etat au financement extérieur se fait principalement à l'aide d'émission d'euro bonds.

d) La variation des actions ou participations

Il n'existe pas à l'heure actuelle des données sur les bilans des sociétés anonymes. Les chiffres indiqués en emplois représentent en principe la variation des droits des ménages sur la propriété des entreprises qu'elles soient des sociétés anonymes ou des entreprises individuelles. Ils comprennent aussi les montants déboursés par les ménages pour l'achat de logements neufs. Ces derniers montants avaient été estimés à 1 328 milliards en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. A défaut d'autres données sur les années suivantes, la participation des ménages à la formation brute du capital des entreprises est estimée par résidu.

En ressources, aux participations des résidents s'ajoutent les investissements directs des non-résidents. Ces derniers sont estimés dans le cadre de la balance des paiements. Voir chapitre suivant.

Chapitre 2

Les comptes du reste du monde et la balance des paiements

Les opérations effectuées avec le reste du monde sont enregistrées dans quatre comptes qui dégagent les principaux soldes de la balance des paiements :

- I. Le compte des opérations sur biens et services dont le solde est égal à la balance commerciale
- II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants dont le solde est égal à la balance courante
- III.1 Le compte des transferts en capital dont le solde est égal à la capacité ou au besoin de financement de l'extérieur
- III.2 Le compte financier dont le solde est égal au déficit ou à l'excédent de la balance des paiements

Ces différents soldes sont repris dans le tableau n° 47

Tableau n° 47
Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2000-2004

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature de la balance	2000	2001	2002	2003	2004
Balance commerciale	5 812	6 567	5 469	6 281	7 215
+ revenus et transferts nets	-3 298	-2 847	-2 673	-4 717	-3 839
= balance courante	2 514	3 719	2 797	1 564	3 377
+ Transferts nets de capitaux	-274	-450	-331	-2 534	-2 177
= Cap./bes. de financement	2 240	3 269	2 466	-970	1 199
+ Financement net	-1 803	-1 502	-4 821	-4 434	-1 442
= balance des paiements	437	1 767	-2 355	-5 405	-242

Remarque : Un solde positif dans le compte de l'extérieur représente un déficit pour le pays, tandis qu'un solde négatif représente un excédent. Ainsi la balance des paiements a été déficitaire en 2000 et 2001 et excédentaire en 2002, 2003 et 2004.

Section I. Le compte des opérations sur biens et services

Le compte des opérations sur biens et services avec le reste du monde enregistre en emplois les exportations et en ressources les importations. Ces agrégats ont été passés en revue dans la première partie, chapitre 2 et chapitre 5. Le solde de ce compte appelé balance commerciale, a un sens plus large que le sens courant du terme puisque ces échanges ne se limitent pas seulement aux marchandises mais englobent aussi les exportations nettes de services.

La balance commerciale a été toujours déficitaire au Liban. Entre 1997 et 2002, le déficit des échanges de biens et services avec l'extérieur a régressé de 8 203 milliards de LL à 5 469 milliards suite à la stagnation des importations et à une croissance sensible des exportations. En 2003 et en 2004, suite à une croissance des importations plus importante que les exportations, le déficit est remonté à 6 281 milliards puis à 7 215 milliards de LL. En 1997 ce déficit représentait 34,2% du PIB et 25,5% de la

dépense nationale ; en 2002, il ne représente plus que 19,4% du PIB et 16,2% de la dépense nationale. Ces ratios remontent respectivement à 21,0% et à 17,4% en 2003 puis à 22,4% et 18,3% en 2004.

Notons que l'estimation de la balance commerciale a été révisée à la baisse à partir de 2002 suite à la révision à la hausse des exportations nettes de services.

Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants

Ce compte enregistre en emplois les revenus primaires payés aux résidents libanais par le reste du monde ainsi que les transferts nets reçus. Il reprend en ressources le solde des opérations sur biens et services et enregistre les paiements de revenus primaires effectués par l'économie nationale à des non-résidents.

Le solde de ce compte est égal à celui de la balance courante des paiements. Comme la balance commerciale, cette dernière balance est positive pour le reste du monde, ce qui dénote un déficit pour le Liban. En 2002, la balance courante régresse suite à l'amélioration de la balance commerciale au profit du Liban et en 2003 elle chute de façon importante suite à la reprise des mouvements de transfert. En 2004 la forte poussée des importations et le ralentissement des mouvements de transfert courant, font remonter la balance courante au niveau atteint en 2001.

Ci-dessous un aperçu sur l'évolution des éléments rentrant dans ce compte.

a) Les revenus primaires

Appelés aussi revenus des facteurs, les revenus primaires comprennent les salaires, les intérêts et autres revenus du travail ou du capital.

Les salaires et autres revenus du travail reçus de l'extérieur par les résidents libanais avaient été estimés pour 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. Ces chiffres ont été projetés sur les années suivantes en prenant comme indicateur la fréquence des voyages des libanais à l'étranger. Quant aux salaires payés aux non-résidents, ils ont été projetés proportionnellement à la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture et de la construction.

Les intérêts reçus par les résidents libanais sur leurs placements à l'étranger et les intérêts payés aux non-résidents sont estimés par la Banque du Liban dans le cadre des travaux sur la balance des paiements. Ces estimations montrent une nette régression des intérêts reçus qui tombent de 1 441 milliards de LL en 1997 à 944 milliards en 2002 et à 626 milliards en 2003, tandis que les intérêts servis aux investisseurs non-résidents augmentaient considérablement, passant de 951 milliards de LL en 1997 à 1 642 milliards en 2003 après un pic de 1 747 milliards en 2002. En 2004, on assiste à une remontée des intérêts dans les deux sens mais le solde reste en faveur des non-résidents.

Les intérêts constituant la part la plus importante des revenus primaires échangés avec l'extérieur, le revenu net des facteurs provenant du reste du monde s'est considérablement dégradé à partir de 2001 : après une progression entre 1997 et 2000

où l'apport extérieur au revenu national passe de 691 à 834 milliards de LL, ce revenu net tombe à 303 milliards en 2001 et devient négatif en 2002 (-302 milliards de LL), en 2003 (-346 milliards) et en 2004 (-1 229). (Voir tableau n° 27).

b) Les transferts courants nets

Le Liban a de tout temps bénéficié d'un flux de transferts provenant de l'extérieur. Il n'existe aucune statistique sérieuse sur la nature et le montant de tels transferts. La méthode adoptée pour l'estimation des transferts courants a été de considérer tout le résidu de la balance des paiements, autrement dit la rubrique "erreur et omission", comme des transferts et de le répartir entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé de répartition dépendant de la conjoncture générale et en particulier de celle des investissements. Les clés de répartition résultant entre transferts courants et transferts en capital ont été, à un ajustement près, les suivantes : 0,7/0,3 en 1997, 1998 et 2004 ; 0,8/0,2 en 1999 ; 0,85/0,15 en 2001 ; 0,9/0,1 en 2000 et 2002 ; deux tiers/un tiers en 2003.

La tendance générale des transferts extérieurs nets était à la baisse entre 1997 et 2002. Il était normal, vu la tendance à la baisse des investissements au Liban, de considérer que cette baisse ait touché plus les transferts en capitaux que les transferts courants. En 2003, le fort excédent de la balance des paiements a laissé entrevoir un mouvement massif de transferts vers le Liban dû à la hausse des revenus pétroliers. Les investissements dans le secteur privé ayant redémarré à la hausse, l'accroissement des transferts en capitaux a été considéré comme étant plus important que celui des transferts courants. Ce mouvement s'est maintenu en 2004 mais à un niveau plus faible.

Aux transferts courants nets, il convient d'ajouter les paiements de pensions de retraites et autres prestations sociales reçus de l'extérieur. Ces paiements avaient été estimés à 23 milliards de LL en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages et ont été maintenus constants tout au long de la période.

Section III. Le compte des transferts en capital

Ce compte reprend en ressource la balance courante et en emplois les transferts nets de capitaux.

Les transferts nets de capitaux ont été estimés par la même méthode que les transferts courants : voir section précédente. Cette méthode d'estimation aboutit à faire apparaître des transferts extérieurs nets en capitaux en chute entre 1997 et 2002 et forte hausse en 2003 et 2004 : de 1 718 milliards de LL en 1997 à 331 milliards en 2002 puis à 2 534 milliards en 2003 et à 2 177 milliards de LL en 2004.

Vu l'équilibre général des comptes le solde de ce compte est rigoureusement égal en valeur absolue au besoin où à la capacité de financement de l'économie nationale. Sauf en 2003, ce solde a été positif durant toute la période 1997-2004.

Section IV. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances en ressources la variation des dettes du reste du monde vis-à-vis de l'économie nationale. Le solde du compte financier est strictement égal à la capacité ou au besoin de financement. Les créances et dettes sont reportées nettes dans chaque catégorie.

En emplois, on trouve :

a) Les titres autres qu'actions.

Il s'agit de la variation du portefeuille de bons du Trésor libanais détenus par les non-résidents. Ces montants sont estimés par la Banque du Liban. Voir chapitre précédent, section VI, paragraphe b)

b) Les crédits

Il s'agit uniquement des emprunts extérieurs effectués par le CDR

c) Les actions et participations

Les droits des non-résidents sur les entreprises résidentes comprennent en grande partie la propriété immobilière. A partir d'une estimation faite dans le cadre des comptes de 1997, la variation de ces droits a été projetée sur les années suivantes proportionnellement aux investissements directs retenus par la Banque du Liban dans l'estimation des éléments de la balance des paiements.

En ressources, on enregistre, outre la capacité de financement, la variation nette des avoirs extérieurs du système bancaire libanais sous la rubrique "numéraires et dépôts". Par définition, cette variation représente le solde final de la balance des paiements.

Comme on peut le constater, la balance des paiements est fortement déficitaire en 2001 par suite de l'accroissement des importations puis excédentaire en 2002 par suite de la contribution des organismes étrangers au financement du Trésor libanais en exécution des décisions de Paris II. En 2003, la balance des paiements enregistre des excédents encore plus importants sous le double effet de la poursuite d'achat de bons du Trésor et de l'apport des transferts en capitaux ou des transferts courants. En 2004, malgré l'importance de la masse des transferts, l'excédent de la balance des paiements est plus modeste du fait de la forte hausse des importations et d'une souscription plus modeste aux euro bonds.

Conclusion

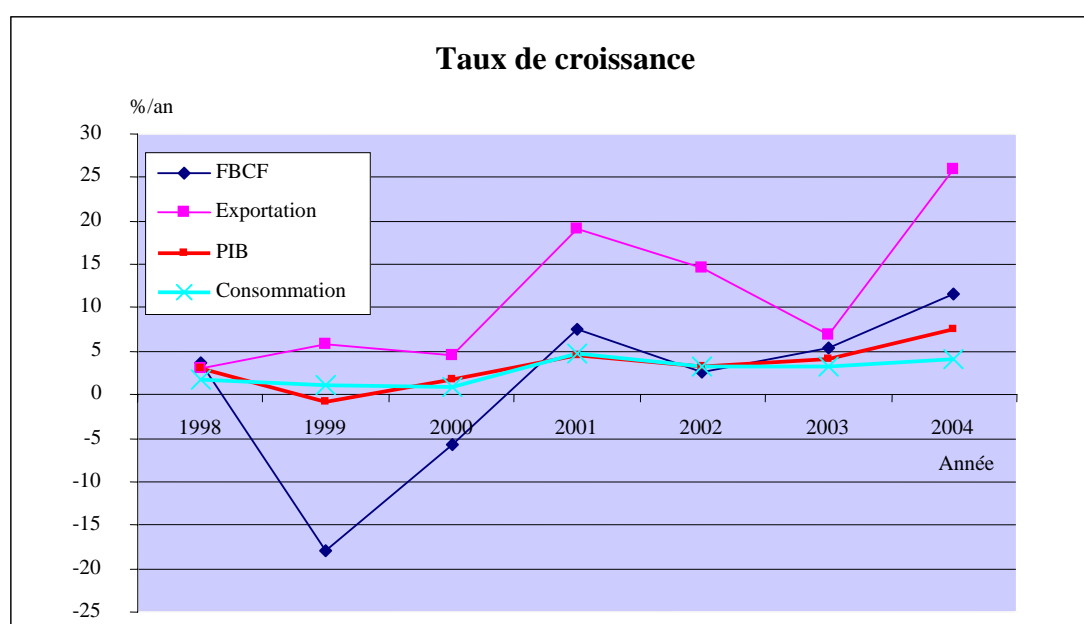
La projection des comptes économiques sur les années 2003 et 2004 suivant les méthodes mises au point lors de l'élaboration des comptes 1997-2002 a permis non seulement d'évaluer les évolutions macro-économiques mais aussi de repérer les changements survenus dans les caractéristiques de l'économie et des finances libanaises. Voici en résumé les principaux faits qui s'en dégagent :

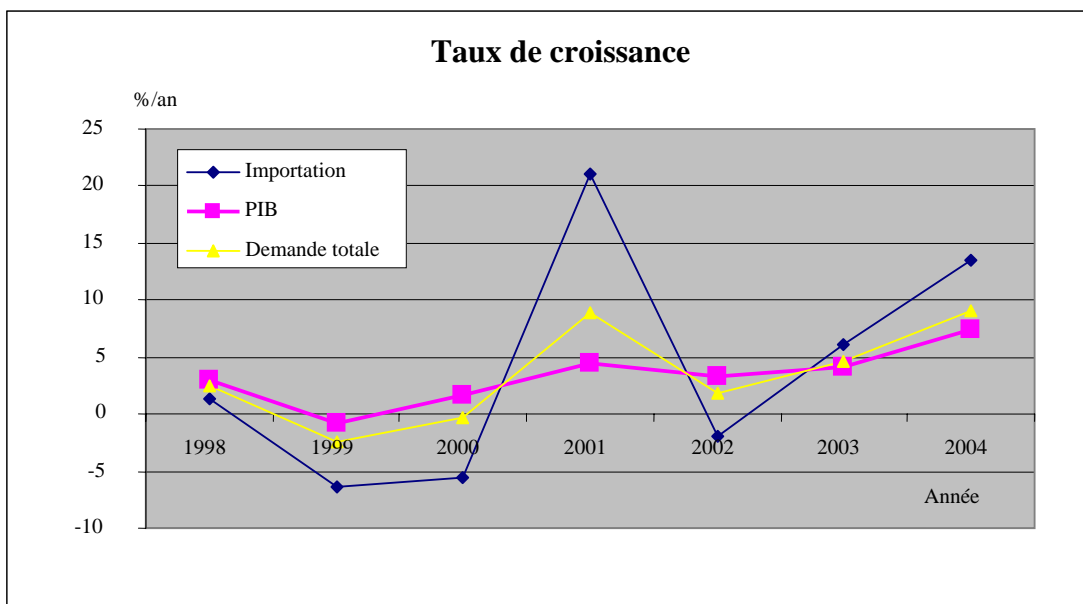
a) Une croissance induite par les investissements et les exportations

La croissance de la consommation ayant été plutôt modérée, la croissance de la production a été alimentée par la progression des exportations et des investissements. En effet, si l'on excepte l'année 2001 où la contribution de la consommation à la croissance a été la plus forte, ce sont les investissements et les exportations qui ensemble ont contribué le plus à la croissance de la demande et donc du PIB, ainsi que le montre le tableau ci-dessous.

Contribution des différentes composantes de la PIB à sa croissance en %/an							
Composantes du PIB	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Consommation privée	1,5	-0,1	0,5	4,4	2,5	2,8	4,8
Consommation publique	0,3	1,3	0,5	0,5	0,9	0,5	-0,6
FBCF et var.des stocks	1,3	-5,3	-1,9	4,7	-3,2	1,9	4,0
Exportations	0,4	0,7	0,6	2,7	2,3	1,1	4,3
Demande totale	3,6	-3,4	-0,3	12,2	2,5	6,3	12,5
-Importations	-0,6	2,6	2,1	-7,7	0,8	-2,2	-5,1
=PIB	3,0	-0,8	1,7	4,5	3,3	4,1	7,4

Note : La contribution à la croissance du PIB est calculée en multipliant la croissance de la composante par le rapport de la valeur de cette composante sur la valeur du PIB

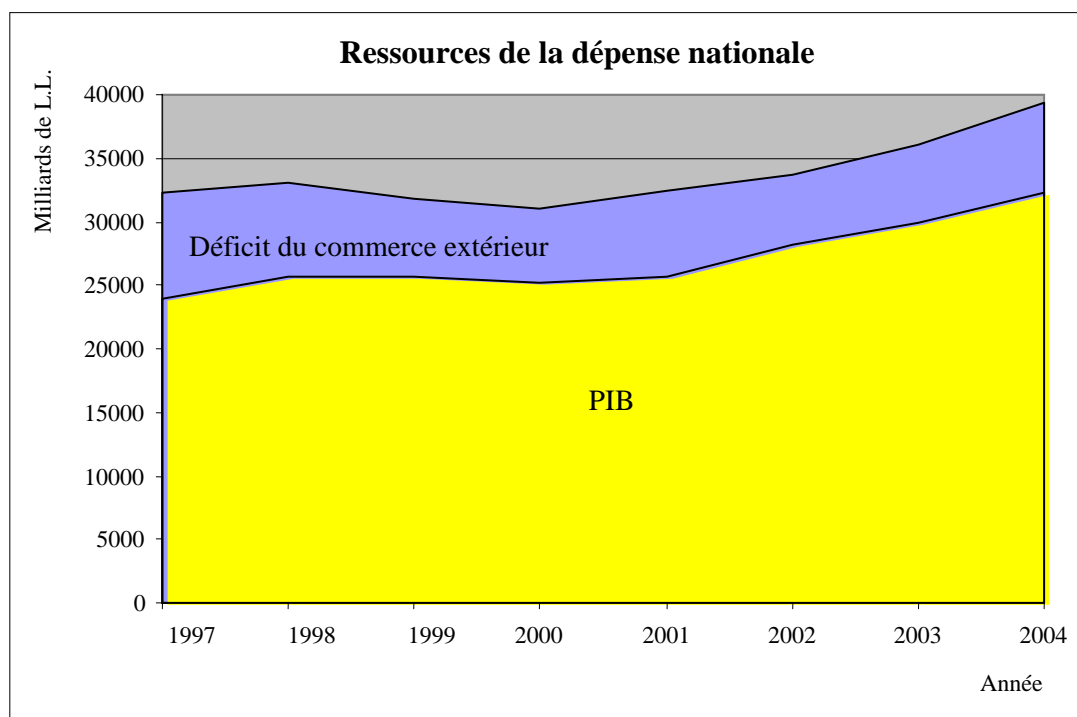




b) Poursuite de la progression des investissements

Après une période de régression, les investissements privés ont repris avec vigueur en 2003 (+17,5%) et ont poursuivi leur progression en 2004 (+25,4%). Ils ont été alimentés par l'apport de capitaux étrangers en quête de placement. Leur part dans la dépense nationale qui était de 12,2% en 2002 s'élève à 13,4% en 2003 et 15,4% en 2004. Les investissements publics, par contre n'ont repris qu'en 2004 (+12,1%)

c) L'écart structurel entre dépense nationale et production intérieure a légèrement augmenté

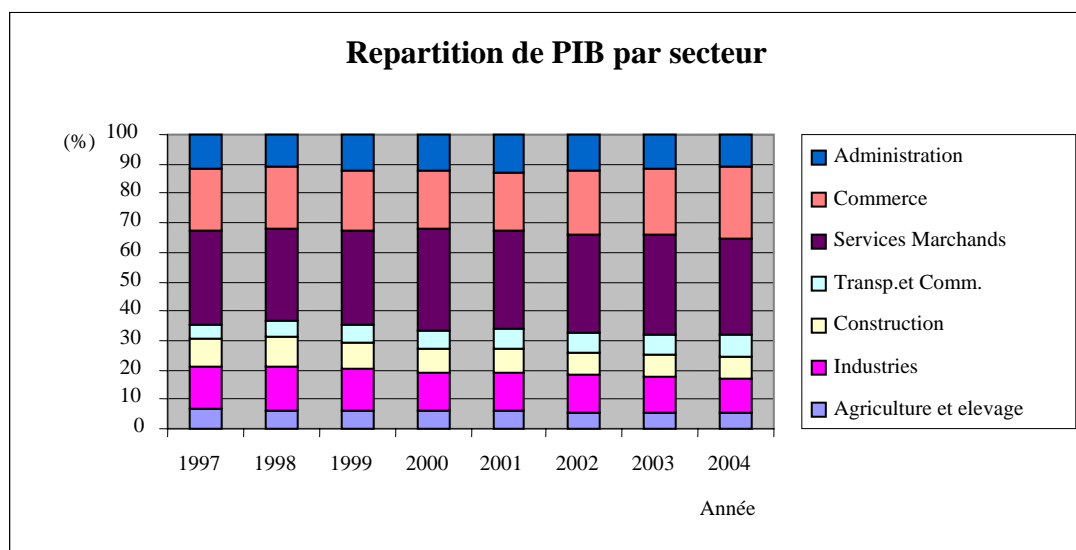


Après l'évolution des années 1997-2002 ayant abouti à une atténuation de l'écart en valeur relative entre la dépense nationale et le produit intérieur brut, cet écart qui était tombé de 34,2% du PIB en 1997 à 19,4% en 2002 est remonté à 21% en 2003 et 22,4% en 2004. Cette évolution est la conséquence de la disparité dans l'évolution des différents secteurs de l'économie et entre les prix à l'importation et à la production.

En contrepartie, le déficit commercial en biens et services qui couvrait initialement 25,5% de la dépense nationale en 1997 avait reculé à 16,2% de cette dépense en 2002. Ce ratio remonte à 17,4% en 2003 et à 18,3% en 2004.

c) Faiblesse persistante des secteurs de production de biens

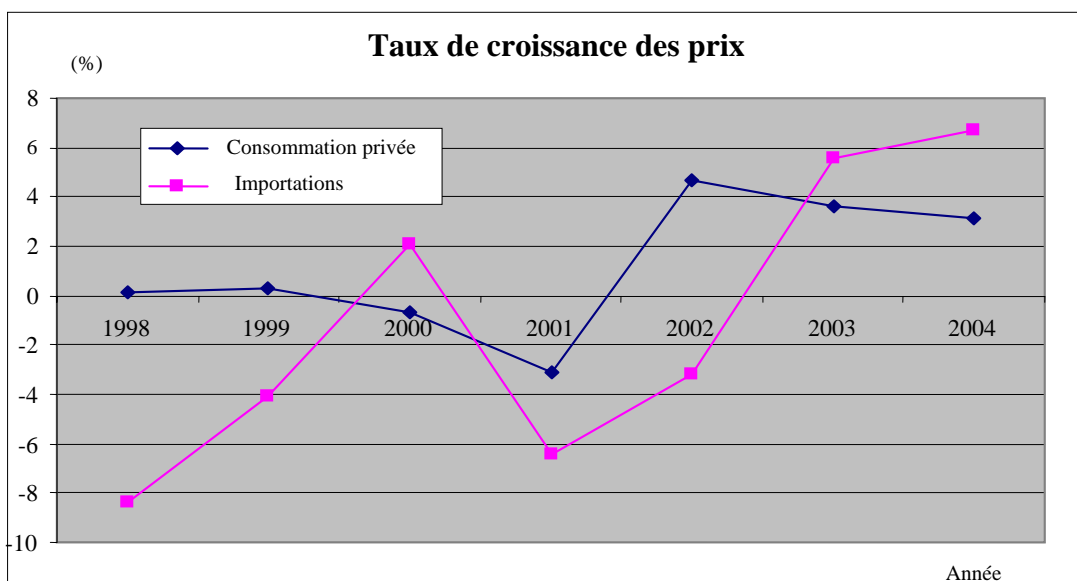
La part de l'agriculture dans le PIB a poursuivie sa baisse pour atteindre 5,3% en 2004 après une avoir régressé de 6,5% en 1997 à 5,5% en 2003. Mais la tendance à la régression du secteur manufacturier s'est inversée à partir de 2003 : la part de ce secteur dans le PIB qui avait chuté de 13,5% en 1997 à 11,5% en 2002, a légèrement augmenté en 2003 atteignant 11,8% et s'est stabilisé à ce niveau en 2004. Au total, la contribution de ces deux secteurs de production de biens a été de 17,0%. Notons que la progression de l'industrie aurait été plus importante, si les prix de ses facteurs de production au lieu de baisser, avaient suivi la même tendance que les prix de l'ensemble des valeurs ajoutées.



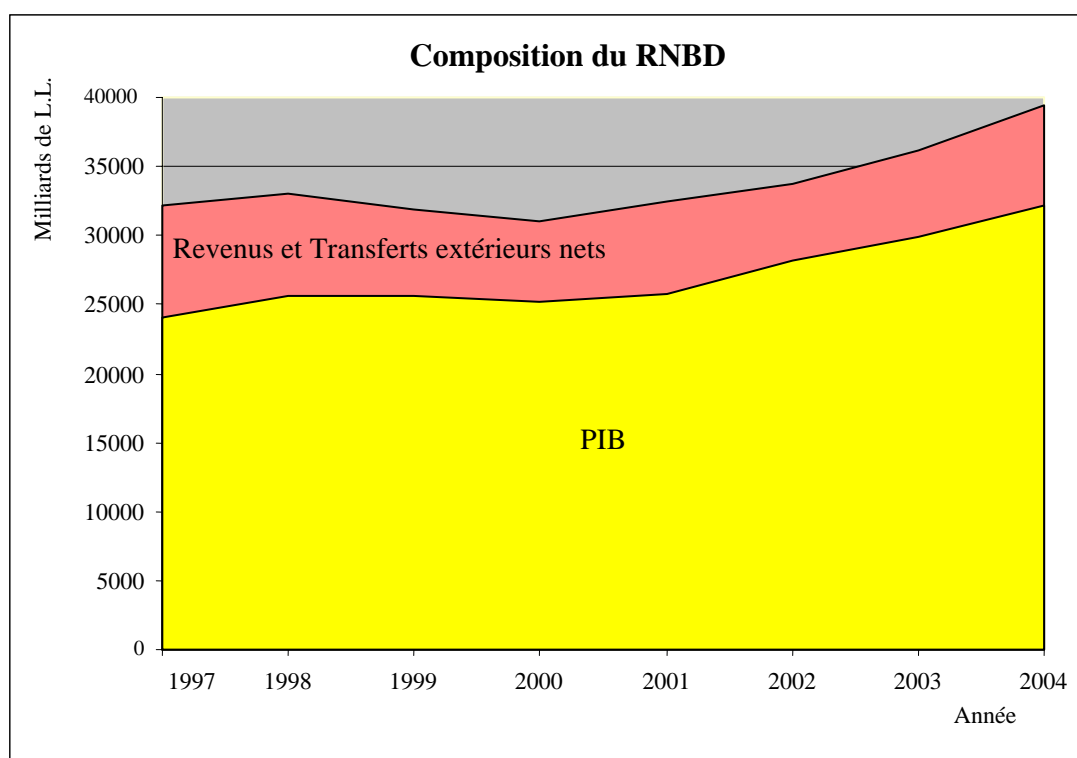
d) Une hausse des prix à l'importation partiellement répercutée sur les prix à la consommation

Les prix unitaires à l'importation avaient baissé de 4,1% en moyenne durant la période 1997-2002, baisse due en grande partie à l'appréciation de la livre libanaise par rapport aux principales devises étrangères et à la tendance à la baisse des matières premières. En 2003 la livre libanaise, liée au dollar américain, commence à se déprécier tandis que les prix des matières premières repartent à la hausse. Cela a eu pour conséquence une hausse des prix à l'importation de 5,6%. Les prix internes n'ont pas suivi la même tendance de sorte que les prix à la consommation ont crû de 3,6% seulement. Cette même tendance est observée en 2004 : les valeurs unitaires des biens

importés hausse de 6,7% alors que les prix à la consommation haussaient de 3,1% seulement.



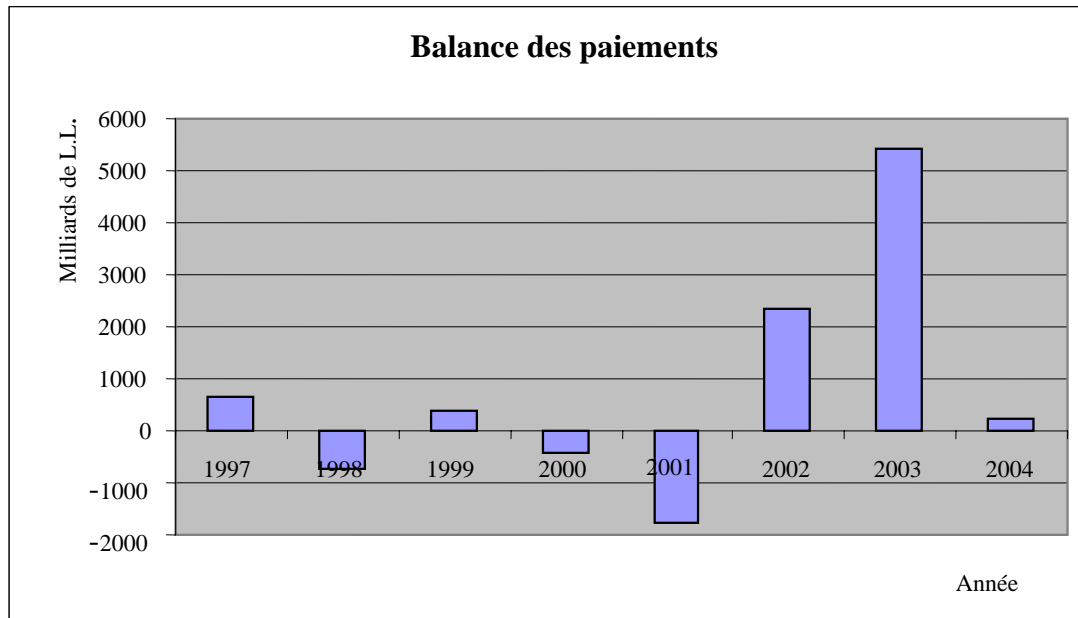
e) *Une dépendance des transferts extérieurs plus importante*



Le déficit dans les échanges de biens et services avec l'extérieur a toujours été couvert par des transferts extérieurs qui ont contribué au financement de l'économie nationale soit directement soit indirectement en contribuant à la formation de l'épargne des ménages. Les transferts estimés autres que les investissements directs, après une

période de décroissance, ont très fortement repris en 2003 et se sont maintenus en 2004 ; ils ont ainsi renforcé la capacité de financement du secteur privé, ce qui s'est traduit par un accroissement notable des dépôts des résidents dans les banques commerciales.

f) Une balance des paiements toujours positive



L'importance des transferts courants ou en capital accompagnés souvent d'investissements directs ou dans les bons du Trésor ont plus que comblé le déficit de la balance commerciale, dégagant ainsi un surplus dans la balance des paiements.

g) Une épargne nationale en léger recul par rapport à 2003

L'épargne nationale brute avait fortement diminué de 1999 à 2002 après avoir atteint un sommet de 4 476 milliards de LL en 1998. Grâce à la reprise de l'activité mais surtout en raison de l'excédent de la balance des paiements, l'épargne nationale brute retrouve en 2003 un niveau proche de 1998 : 4 169 milliards de LL puis recule à 3 455 milliards de LL suite à l'accroissement des dépenses de consommation.

h) Reprise de la participation des banques au financement des investissements privés

La participation du système bancaire au financement des investissements privés est allée en décroissant depuis 1997 pour devenir même négatif en 2003. L'excès des disponibilités des banques a été investi en bons du trésor, placé à l'extérieur ou gelées auprès de la Banque du Liban. En 2004 les crédits bancaires au secteur privé reprennent ; leur variation devient positive et représente 18,8% des investissements de ce secteur

i) Un déficit public en régression constante

Le déficit public a nettement diminué en 2003 et 2004. Le ratio déficit/PIB, après avoir varié durant la période 1997-2002 entre 15% et 20% est tombé à 12,8% en 2003 et à 6,7% en 2004. Sa couverture nécessite désormais l'utilisation d'une plus faible partie de la capacité de financement interne et externe.

j) La charge de la dette publique reste encore importante

L'importance des intérêts purs (marges bancaires exclues) servis sur la dette publique dans les circuits de la distribution secondaire, malgré un recul sensible, reste prédominante : ils représentaient 149,3% des prélèvements obligatoires sur les revenus en impôts directs et cotisations sociales en 1997. Ce rapport passe à 184% en 2002 et 181% en 2003 et tombe à 138% en 2004.

ANNEXES

Annexe I Tableaux des comptes de base

Avertissement

- Les comptes des années 2000 à 2003 ont été révisés
- Les totaux peuvent différer d'une unité à cause des arrondies

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services

1.0. Ensemble des produits

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	12 347	12 186	12 949	14 158	15 989
Consommation finale	26 603	27 203	29 300	31 181	33 578
FBCF	5 268	5 314	5 479	5 862	6 674
Exportation	2 675	3 110	3 492	3 788	4 879
Variation des stocks/Ajustement	-160	608	-357	-129	400
Total emplois= ressources	46 733	48 421	50 862	54 860	61 519
Production hors commerce	31 862	32 081	34 077	36 281	39 256
Importation	9 027	10 289	9 698	10 851	13 173
Taxes/import	1 903	1 783	2 501	2 680	2 963
Production commerciale*	3 941	4 269	4 585	5 048	6 127

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	12 040	12 839	12 555	13 501	15 114
Consommation finale	26 709	27 930	28 184	30 282	32 691
FBCF	5 609	5 665	5 458	5 774	6 546
Exportation	2 728	3 240	3 566	3 745	4 779
Variation des stocks/Ajustement	-167	629	-367	-127	395
Total emplois= ressources	46 919	50 303	49 395	53 174	59 525
Production hors commerce	32 225	32 764	33 159	35 579	38 578
Importation	8 792	10 968	10 047	10 290	12 338
Taxes/import	1 996	2 292	1 697	2 650	2 930
Production commerciale*	3 906	4 279	4 493	4 656	5 679

*=marges commerciales + exportation de services du commerce

Note :

Les tableaux emplois-ressources sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation.

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.1. Produits de l'agriculture

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	865	843	893	874	984
Consommation finale	1 496	1 467	1 559	1 576	1 588
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	199	217	203	241	311
Variation des stocks/Ajustement	0	20	-20	0	0
Total emplois= ressources	2 561	2 547	2 635	2 692	2 884
Production	1 498	1 407	1 503	1 513	1 612
Importation	491	544	509	575	657
Taxes/import	76	78	75	71	89
Marges commerciales	496	519	548	533	526

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	864	851	866	835	913
Consommation finale	1 554	1 495	1 497	1 560	1 615
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	212	226	218	226	312
Variation des stocks/Ajustement	0	21	-22	0	0
Total emplois= ressources	2 630	2 594	2 559	2 621	2 841
Production	1 481	1 422	1 416	1 473	1 623
Importation	516	597	540	533	578
Taxes/import	55	97	74	76	77
Marges commerciales	577	478	529	539	563

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.2. Produits de l'élevage

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	457	476	518	559	580
Consommation finale	490	510	473	515	550
FBCF	19	19	19	19	19
Exportation	15	18	23	33	24
Variation des stocks	0	30	0	0	0
Total emplois= ressources	980	1 053	1 032	1 126	1 173
Production	537	529	517	538	558
Importation	240	298	304	345	349
Taxes/import	10	4	4	4	4
Marges commerciales	192	222	207	239	263

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	492	495	522	504	556
Consommation finale	503	521	524	494	524
FBCF	18	22	19	14	18
Exportation	21	20	27	36	29
Variation des stocks	0	30	0	0	0
Total emplois= ressources	1 034	1 088	1 092	1 047	1 127
Production	593	544	564	534	545
Importation	235	308	306	295	332
Taxes/import	9	14	3	5	4
Marges commerciales	196	222	219	214	246

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.3. Energie et eaux

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	2 117	2 047	2 354	2 703	3 056
Consommation finale	1 498	1 551	1 791	1 905	2 054
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	2	2	7	5	8
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	3 617	3 600	4 152	4 613	5 118
Production	1 101	1 132	1 231	1 269	1 329
Importation	1 708	1 579	1 587	1 916	2 424
Taxes/import	543	689	1 016	1 077	1 012
Marges commerciales	265	200	318	351	353

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 654	2 142	2 102	2 480	2 738
Consommation finale	1 330	1 516	1 581	1 855	1 898
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	2	2	8	4	7
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	2 986	3 660	3 691	4 339	4 643
Production	1 089	1 124	1 168	1 270	1 310
Importation	1 134	1 825	1 608	1 613	1 914
Taxes/import	600	510	690	1 064	1 060
Marges commerciales	163	201	225	392	360

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.4. Produits des industries agro-alimentaires

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	339	347	339	369	412
Consommation finale	4 372	4 563	4 828	4 937	5 164
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	130	145	166	240	289
Variation des stocks	-23	15	-6	-39	70
Total emplois= ressources	4 819	5 070	5 326	5 507	5 935
Production	2 641	2 687	2 903	2 960	3 183
Importation	974	1 072	1 054	1 087	1,250
Taxes/import	370	413	396	379	412
Marges commerciales	834	898	973	1 081	1 091

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	365	358	340	329	383
Consommation finale	4 398	4 718	4 831	4 838	4 951
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	136	153	168	247	280
Variation des stocks	-22	16	-7	-36	65
Total emplois= ressources	4 878	5 245	5 332	5 378	5 679
Production	2 731	2 740	2 887	2 959	3 009
Importation	1 027	1 105	1 092	1 054	1 190
Taxes/import	331	501	379	382	402
Marges commerciales	789	899	974	983	1 077

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.5. Textiles et cuirs

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	302	268	265	258	296
Consommation finale	1 443	1 461	1 573	1 739	1 950
FBCF	2	3	3	2	3
Exportation	171	315	291	339	411
Variation des stocks	-80	70	50	0	80
Total emplois= ressources	1 838	2 116	2 182	2 338	2 741
Production	565	553	583	596	706
Importation	645	843	793	806	943
Taxes/import	169	101	163	176	201
Marges commerciales	459	619	644	760	891

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	336	334	270	271	291
Consommation finale	1 438	1 614	1 484	1 619	1 921
FBCF	3	4	3	2	4
Exportation	176	336	298	321	396
Variation des stocks	-82	80	53	0	79
Total emplois= ressources	1 871	2 367	2 107	2 213	2 691
Production	582	600	543	560	687
Importation	663	959	847	836	926
Taxes/import	172	252	102	171	202
Marges commerciales	454	557	616	646	875

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.6. Minerais non métalliques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 255	1 168	1 194	1 322	1 498
Consommation finale	54	55	56	56	57
FBCF	24	27	27	22	26
Exportation	79	91	108	171	237
Variation des stocks	0	46	-18	-40	0
Total emplois= ressources	1 412	1 387	1 366	1 530	1 818
Production	859	825	814	876	989
Importation	341	382	365	432	559
Taxes/import	56	35	56	60	71
Marges commerciales	157	145	131	163	198

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 249	1 323	1 181	1 232	1 402
Consommation finale	58	64	57	47	51
FBCF	25	31	22	21	26
Exportation	85	98	108	185	205
Variation des stocks	0	50	-18	-40	0
Total emplois= ressources	1 417	1 566	1 350	1 445	1 685
Production	853	919	804	825	912
Importation	349	411	371	421	528
Taxes/import	61	67	34	65	73
Marges commerciales	154	168	142	134	172

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.7. Métaux, machines et appareils

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 679	1 625	1 640	1 848	2 079
Consommation finale	1 442	1 468	1 634	1 848	2 324
FBCF	1 115	1 074	1 172	1 286	1 480
Exportation	422	653	672	826	1 137
Variation des stocks	-57	333	-277	-40	180
Total emplois= ressources	4 600	5 151	4 841	5 767	7 200
Production	1 021	1 032	1 022	1 289	1 404
Importation	2 697	3 322	2 847	3 209	3 977
Taxes/import	462	340	547	632	836
Marges commerciales	420	457	424	638	982

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 723	1 771	1 644	1 769	1 984
Consommation finale	1 548	1 593	1 484	1 736	2 096
FBCF	1 240	1 214	1 165	1 273	1 471
Exportation	433	693	686	781	1 111
Variation des stocks	-63	338	-280	-41	184
Total emplois= ressources	4 880	5 609	4 699	5 518	6 847
Production	1 053	1 079	1 027	1 211	1 355
Importation	2 886	3 434	2 966	3 186	3 942
Taxes/import	519	587	287	630	777
Marges commerciales	422	509	420	491	772

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.8. Bois, caoutchouc, produits chimiques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 432	1 390	1 422	1 604	2 035
Consommation finale	1 006	1 041	1 122	1 286	1 487
FBCF	117	138	143	151	175
Exportation	204	234	303	334	451
Variation des stocks	0	60	-50	-10	70
Total emplois= ressources	2 759	2 864	2 940	3 364	4 217
Production	937	910	902	976	1 182
Importation	1 468	1 656	1 670	1 898	2 305
Taxes/import	141	76	166	196	242
Marges commerciales	214	221	201	294	489

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 413	1 533	1 424	1 462	1 827
Consommation finale	1 053	1 098	1 064	1 128	1 398
FBCF	126	148	136	148	171
Exportation	214	250	297	326	425
Variation des stocks	0	62	-51	-9	67
Total emplois= ressources	2 805	3 093	2 870	3 055	3 888
Production	959	974	885	911	1 124
Importation	1 453	1 721	1 688	1 763	2 197
Taxes/import	157	165	77	175	227
Marges commerciales	237	232	221	206	339

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.9. Meubles

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	24	22	23	25	29
Consommation finale	207	211	215	239	253
FBCF	233	236	240	256	342
Exportation	22	30	31	36	52
Variation des stocks					
Total emplois= ressources	486	500	509	556	676
Production	334	337	337	394	477
Importation	81	95	93	85	100
Taxes/import	27	25	34	35	36
Marges commerciales	44	44	45	42	63

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	27	28	23	27	32
Consommation finale	218	227	214	232	243
FBCF	253	252	265	275	332
Exportation	23	32	35	32	49
Variation des stocks					
Total emplois= ressources	520	538	536	565	656
Production	351	358	359	386	458
Importation	90	101	103	91	108
Taxes/import	32	34	27	33	44
Marges commerciales	46	45	46	54	45

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.10. Produits divers

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	143	156	148	187	187
Consommation finale	592	712	768	869	1 101
FBCF	108	142	137	169	178
Exportation	337	338	445	428	493
Variation des stocks	0	35	-35	0	0
Total emplois= ressources	1 180	1 383	1 463	1 653	1 958
Production	544	638	700	873	967
Importation	383	496	476	498	609
Taxes/import	49	22	45	50	60
Marges commerciales	204	227	242	231	321

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	183	159	175	189	186
Consommation finale	633	745	780	873	1 121
FBCF	123	149	139	164	182
Exportation	332	364	477	452	497
Variation des stocks	0	32	-43	0	0
Total emplois= ressources	1 272	1 449	1 528	1 679	1 986
Production	564	629	733	854	1 020
Importation	437	507	522	498	623
Taxes/import	59	65	23	48	62
Marges commerciales	211	249	250	279	280

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.11. Bâtiments et travaux publics

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires					
Consommation finale					
FBCF	3 651	3 676	3 739	3 957	4 451
Exportation					
Total emplois= ressources	3 651	3 676	3 739	3 957	4 451
Production	3 651	3 676	3 739	3 957	4 451

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires					
Consommation finale					
FBCF	3 822	3 845	3 684	3 877	4 342
Exportation					
Total emplois= ressources	3 822	3 845	3 684	3 877	4 342
Production	3 822	3 845	3 684	3 877	4 342

1.12. Transports et communications

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 244	1 293	1 597	1 802	2 196
Consommation finale	1 499	1 565	1 772	1 938	2 191
FBCF					
Exportation	267	162	187	172	211
Total emplois= ressources	3 011	3 019	3 556	3 912	4 598
Production	3 011	3 019	3 556	3 912	4 598

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	1 244	1 293	1 507	1 802	2 196
Consommation finale	1 524	1 570	1 705	1 928	2 187
FBCF					
Exportation	267	162	186	172	211
Total emplois= ressources	3 036	3 025	3 398	3 902	4 593
Production	3 036	3 025	3 398	3 902	4 593

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.13. Services marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	2 490	2 551	2 563	2 606	2 636
Consommation finale	8 041	8 029	8 687	9 283	10 020
FBCF					
Exportation	170	187	205	245	306
Total emplois= ressources	10 701	10 766	11 455	12 134	12 961
Production	10 701	10 766	11 455	12 134	12 961

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires	2 491	2 552	2 509	2 600	2 607
Consommation finale	7 989	8 183	8 177	8 996	9 876
FBCF					
Exportation	170	187	205	245	306
Total emplois= ressources	10 650	10 922	10 892	11 841	12 789
Production	10 650	10 922	10 892	11 841	12 789

1.15. Services non marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires					
Consommation finale	4 462	4 570	4 814	4 991	4 840
FBCF					
Exportation					
Total emplois= ressources	4 462	4 570	4 814	4 991	4 840
Production	4 462	4 570	4 814	4 991	4 840

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2000	2001	2002	2003	2004
Emplois intermédiaires					
Consommation finale	4 461	4 585	4 797	4 975	4 810
FBCF					
Exportation					
Total emplois= ressources	4 461	4 585	4 797	4 975	4 810
Production	4 461	4 585	4 797	4 975	4 810

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services

En valeurs courantes et en volumes aux prix de l'année précédente

Notes :

- Les tableaux entrées- sorties sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation. Le passage aux données suivant le concept national est donné au bas des tableaux.
- Les secteurs de ces tableaux sont homogènes en ce sens que chaque secteur produit un groupe défini de produits et chacun de ces groupes de produits n'est produit que par un secteur. Il ne s'agit pas donc de secteur au sens institutionnel.

2.1. a) Année 2000 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Admi-nistrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	199	0	1 109	3	0	10	0	0	1 322	1 986	19	214	0	3 541
2. Energie eaux	14	781	287	18	699	276	9	33	2 117	1 498	0	2	0	3 617
3. Industries	181	96	2 375	1 534	13	632	211	132	5 175	9 116	1 598	1 364	-160	17 094
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 651	0	0	3 651
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	377	651	205	11	1 244	1 499	0	267	0	3 011
6. Autres services	26	4	103	96	279	458	415	1 109	2 490	8 041	0	170	0	10 701
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	658	0	658
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 462	0	0	0	4 462
Total emplois	421	881	3 874	1 651	1 368	2 028	840	1 284	12 347	26 603	5 268	2 675	-160	46 733
Val.ajoutée	1 614	221	3 027	2 000	1 643	8 674	5 003	3 177	25 359					
Production	2 035	1 101	6 901	3 651	3 011	10 701	5 844	4 462	37 706					
Importations	731	1 708	6 588						9 027					
Taxes/Import	86	543	1 274						0					
Marges commerc.	688	265	2 330						0					
Total ressources	3 541	3 617	17 094	3 651	3 011	10 701	658	4 462	46 733					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	9 027		+296	9 323
Exportations	2 675	836		3 511
Consommation	26 603	-836	+296	26 063

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.2. a) Année 2001 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	187	0	1 119	3	0	10	0	0	1 319	1 977	19	235	50	3 600
2. Energie eaux	13	757	284	18	646	272	10	49	2 047	1 551	0	2	0	3 600
3. Industries	165	89	2 311	1 454	12	595	218	133	4 975	9 511	1 620	1 807	558	18 471
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 676	0	0	3 676
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	375	663	231	25	1 293	1 565	0	162	0	3 019
6. Autres services	26	4	109	101	280	476	506	1 049	2 551	8 029	0	187	0	10 766
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	717
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 571	0	0	0	4 571
Total emplois	391	850	3 823	1 576	1 312	2 015	964	1 255	12 186	27 203	5 314	3 110	608	48 421
Val. ajoutée	1 545	282	3 157	2 100	1 707	8 752	5 088	3 316	25 947					
Production	1 936	1 132	6 981	3 676	3 019	10 766	6 052	4 571	38 133					
Importations	842	1 579	7 868						10 289					
Taxes/Import	82	689	1 012						0					
Marges commerc.	740	200	2 611						0					
Total ressources	3 600	3 600	18 471	3 676	3 019	10 766	717	4 571	48 421					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	10 289		+303	10 592
Exportations	3 110	+914		4 025
Consommation	27 203	-914	+303	26 591

2.2. b) Année 2001 en volume aux prix de 2000

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	189	0	1 145	3	0	10	0	0	1 347	2 016	22	246	52	3 683
2. Energie eaux	14	792	297	19	675	284	10	51	2 142	1 516	0	2	0	3 660
3. Industries	177	98	2 567	1 614	13	655	238	144	5 506	10 059	1 798	1 926	578	19 867
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 845	0	0	3 845
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	375	663	231	25	1 293	1 570	0	162	0	3 025
6. Autres services	26	4	109	101	281	476	507	1 049	2 552	8 183	0	187	0	10 922
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	717
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 585	0	0	0	4 585
Total emplois	405	894	4 119	1 736	1 343	2 088	985	1 270	12 839	27 930	5 665	3 240	630	50 304
Val. ajoutée	1 562	230	3 179	2 109	1 682	8 834	5 586	3 316	26 496					
Production	1 966	1 124	7 297	3 845	3 025	10 922	6 571	4 585	39 335					
Importations	905	1 825	8 239						10 968					
Taxes/Import	111	510	1 671						0					
Marges commerc.	700	201	2 660						0					
Total ressources	3 683	3 660	19 867	3 845	3 025	10 922	717	4 585	50 304					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.3. a) Année 2002 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	189	0	1 209	4	0	10	0	0	1 411	2 032	19	226	-20	3 667
2. Energie eaux	15	868	326	20	764	306	11	43	2 354	1 791	0	7	0	4 152
3. Industries	162	92	2 327	1 477	13	590	217	151	5 029	10 197	1 721	2 015	-337	18 626
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 739	0	0	3 739
5. Transp. et comm.	0	0	30	0	537	718	289	23	1 597	1 772	0	187	0	3 556
6. Autres services	27	4	114	103	270	422	473	1 145	2 558	8 687	0	205	0	11 450
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	852	0	852
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 821	0	0	0	4 814
Total emplois	393	964	4 005	1 603	1 585	2 046	989	1 363	12 949	29 300	5 479	3 492	-357	50 862
Val. ajoutée	1 627	267	3 255	2 136	1 971	9 403	6 098	3 458	28 216					
Production	2 020	1 231	7 261	3 739	3 556	11 450	7 086	4 821	41 164					
Importations	813	1 587	7 298						9 698					
Taxes/Import	79	1 016	1 406						0					
Marges commerc.	755	318	2 660						0					
Total ressources	3 667	4 152	18 626	3 739	3 556	11 450	852	4 814	50 862					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	9 698		+357	10 056
Exportations	3 492	+1 094		4 586
Consommation	29 300	- 1 094	+357	28 563

2.3. b) Année 2002 en volume aux prix de 2001

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	184	0	1 193	3	0	9	0	0	1 390	2 020	19	246	-22	3 653
2. Energie eaux	13	775	291	18	683	273	10	39	2 102	1 581	0	8	0	3 691
3. Industries	163	92	2 333	1 469	13	599	223	155	5 047	9 913	1 755	2 069	-345	18 428
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 684	0	0	3 684
5. Transp. et comm.	0	0	29	0	506	677	273	22	1 507	1 705	0	186	0	3 398
6. Autres services	26	4	112	101	264	412	467	1 123	2 509	8 177	0	205	0	10 898
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	852	0	852
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 797	0	0	0	4 797
Total emplois	386	871	3 957	1 591	1 466	1 971	973	1 339	12 555	28 184	5 458	3 566	-367	49 395
Val. ajoutée	1 596	297	3 281	2 093	1 932	8 921	5 217	3 458	26 794					
Production	1 982	1 168	7 238	3 684	3 398	10 892	6 190	4 797	39 349					
Importations	845	1 608	7 593						10 047					
Taxes/Import	77	690	929						0					
Marges commerc.	748	225	2 668						0					
Total ressources	3 653	3 691	18 428	3 684	3 398	10 892	852	4 797	49 395					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.4. a) Année 2003 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	196	0	1 222	4	0	12	0	0	1 433	2 092	19	274	0	3 818
2. Energie eaux	16	975	372	23	893	345	12	68	2 703	1 905	0	5	0	4 613
3. Industries	173	103	2 704	1 623	15	628	232	134	5 613	10 972	1 886	2 374	-129	20 716
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 957	0	0	3 957
5. Transp. et comm.	0	0	32	0	634	780	332	24	1 802	1 938	0	172	0	3 912
6. Autres services	27	4	122	107	273	389	458	1 227	2 606	9 283	0	245	0	12 135
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	718
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 991	0	0	0	4 991
Total emplois	411	1 083	4 452	1 755	1 815	2 153	1 035	1 453	14 158	31 181	5 862	3 788	-129	54 860
Val. ajoutée	1 639	187	3 513	2 202	2 098	9 981	6 693	3 538	29 851					
Production	2 050	1 269	7 966	3 957	3 912	12 135	7 728	4 991	44 009					
Importations	920	1 916	8 015						10 851					
Taxes/Import	75	1 077	1 528						0					
Marges commerc.	772	351	3 208						0					
Total ressources	3 818	4 613	20 716	3 957	3 912	12 135	718	4 991	54 860					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	10 851		+417	11 268
Exportations	3 788	1 198		4 987
Consommation	31 181	-1 119	+417	30 399

2.4. b) Année 2003 en volume aux prix de 2002

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	187	0	1 136	4	0	11	0	0	1 338	2 055	14	262	0	3 668
2. Energie eaux	14	894	341	21	819	317	11	62	2 480	1 855	0	4	0	4 340
3. Industries	156	95	2 545	1 527	14	600	217	126	5 280	10 473	1 883	2 344	-127	19 853
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 877	0	0	3 877
5. Transp. et comm.	0	0	32	0	634	780	332	24	1 802	1 929	0	172	0	3 903
6. Autres services	27	4	122	107	272	388	457	1 224	2 600	8 996	0	245	0	11 841
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	718
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 975	0	0	0	4 975
Total emplois	384	993	4 177	1 658	1 740	2 095	1 017	1 437	13 501	30 282	5 774	3 745	-127	53 174
Val. ajoutée	1 622	277	3 529	2 219	2 163	9 745	6 289	3 538	29 384					
Production	2 007	1 270	7 706	3 877	3 903	11 841	7 306	4 975	42 885					
Importations	828	1 613	7 848						10 290					
Taxes/Import	81	1 064	1 505						0					
Marges commerc.	753	392	2 794						0					
Total ressources	3 668	4 340	19 853	3 877	3 903	11 841	718	4 975	53 174					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.5. a) Année 2004 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	222	0	1 324	5	0	13	0	0	1 565	2 138	19	336	0	4 057
2. Energie eaux	19	1 123	434	28	1 006	367	15	65	3 056	2 054	0	8	0	5 118
3. Industries	203	119	3 197	1 882	19	668	293	156	6 536	12 336	2 204	3 069	400	24 545
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 451	0	0	4 451
5. Transp. et comm.	0	0	33	0	810	842	483	28	2 196	2 191	0	211	0	4 598
6. Autres services	29	5	137	129	379	442	536	979	2 636	10 020	0	306	0	12 961
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	950	0	950
8. Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 840	0	0	0	4 840
Total emplois	473	1 246	5 126	2 043	2 214	2 332	1 327	1 228	15 989	33 578	6 674	4 879	401	61 519
Val. ajoutée	1 697	83	3 782	2 407	2 384	10 629	7 763	3 611	32 357					
Production	2 170	1 329	8 908	4 451	4 598	12 961	9 090	4 840	48 346					
Importations	1 005	2 424	9 743						13 173					
Taxes/Import	93	1 012	1 858						0					0
Marges commerc.	789	353	4 035						0					0
Total ressources	4 057	5 118	24 545	4 451	4 598	12 961	950	4 840	61 519					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	13 173		465	13 638
Exportations	4 879	1 544		6 423
Consommation	33 578	-1 544	465	32 499

2.5. b) Année 2004 en volume aux prix de 2003

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric. et Elevage	206	0	1 247	4	0	12	0	0	1 470	2 139	18	341	0	3,967
2. Energie eaux	17	1 006	389	25	901	329	14	58	2 738	1 898	0	7	0	4,643
3. Industries	186	107	2 981	1 769	18	633	268	144	6 105	11 781	2 186	2 964	395	23,431
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 342	0	0	4,342
5. Transp. et comm.	0	0	33	0	810	842	483	28	2 196	2 187	0	211	0	4,593
6. Autres services	28	5	135	127	375	437	530	969	2 607	9 876	0	306	0	12,789
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	950	0	950
8. Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 810	0	0	0	4,810
Total emplois	437	1 117	4 785	1 925	2 104	2 253	1 294	1 199	15 114	32 691	6 546	4 779	396	59,525
Val. ajoutée	1 730	193	3 781	2 417	2 489	10 536	7 315	3 611	32 072					
Production	2 168	1 310	8 567	4 342	4 593	12 789	8 609	4 810	47 186					
Importations	910	1 914	9 515						12 338					
Taxes/Import	81	1 060	1 789						0					0
Marges commerc.	809	360	3 560						0					0
Total ressources	3 967	4 643	23 431	4 342	4 593	12 789	950	4 810	59 525					

3. Comptes des institutions financières

Comptes des banques commerciales

en milliards de LL

Compte	2000	2001	2002	2003	2004
I. Compte de production					
<i>Emplois</i>					
P2. Consommat. intermédiaire	474	453	455	630	538
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	1 360	1 389	1 469	1 395	1 440
Total emplois = ressources	1 834	1 842	1 924	2 025	1 978
<i>Ressources = Produit net bancaire (P1.):</i>					
Intérêts perçus	6 293	6 623	6 143	6 331	6 147
-Intérêts payés	-4 761	-5 110	-4 532	-4 623	-4 552
Commissions	303	329	312	317	382
II.1. Compte d'exploitation et de distribution des revenus primaires					
<i>Emplois</i>					
D1. Salaires et assimilés	614	665	668	675	735
D41. Intérêts / emprunts	11	10	27	32	30
D42. Bénéfices distribués	176	416	356	...	...
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	703	439	589	1 191	818
Total emplois = ressources	1 504	1 530	1 640	1 898	1 584
<i>Ressources</i>					
B1. Valeur ajoutée brute	1 360	1 389	1 469	1 395	1 440
D4. Rev nets hors exploitation	144	141	171	503	144
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus					
<i>Emplois</i>					
D5. Impôt sur les bénéfices	114	114	116	112	115
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	589	325	473	1 080	703
Total emplois = ressources	703	439	589	1 191	818
<i>Ressources</i>					
B5. Solde des revenus primaires	703	439	589	1 191	818
III.1. Compte de capital					
P51. Form. br. de capital fixe	161	373	316	48	199
<i>B9. Solde : Capacité de financ.</i>	427	-48	158	1 032	504
Total emplois = ressources	589	325	473	1 080	703
<i>Ressources</i>					
B6. Revenu disponible	589	325	473	1 080	703
III.2. Compte financier					
<i>Emplois</i>					
F2. Caisse et dépôts à la BDL	504	3 325	1 304	16 363	1 556
F2. Avoirs extérieurs	3 390	688	1 338	618	5 487
F3. Titres (Bons du Trésor)	1 004	-352	4 372	-5 562	3 146
F4. Crédits	1 676	97	-295	-261	1 518
F9. Autres comptes à recevoir	183	-164	177	20	-10
Total emplois = ressources	6 756	3 593	6 896	11 178	11 696
<i>Ressources</i>					
B9. Capacité de financement	427	-48	158	1 032	504
F2 Dépôts de résidents	4 298	3 457	3 899	7 132	6 958
F2 Dépôts de non résidents	1 203	237	-11	2 956	4 214
F5. Action, participation	249	35	709	376	402
F9. Autres comptes à payer	580	-87	2 140	-318	-382

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Emplois

en milliards de LL

Comptes, opérations	2000	2001	2002	2003	2004
I. Compte de production					
P2. Achats de b.& s. marchands	1 170	1 164	1 241	1 297	1 069
<i>B1. Produit int. brut des administr.</i>	<i>2 498</i>	<i>2 681</i>	<i>2 736</i>	<i>2 744</i>	<i>2 807</i>
Total	3 668	3 845	3 977	4 041	3 876
II.1. Cte de distribution primaire					
D1. Rémunération des salariés	1 880	2 033	2 059	2 043	2 118
K1. Valeur des amortissemnts	618	648	677	702	689
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	<i>2 768</i>	<i>2 760</i>	<i>3 791</i>	<i>4 514</i>	<i>5 069</i>
Total	5 266	5 441	6 527	7 259	7 876
II.2. Cte de distribution secondaire					
D41. Intérêts*	3 473	3 542	3 980	4 149	3 655
D62. Prestations sociales	844	834	850	849	821
Transferts courants aux administr.	527	192	261	288	390
Coopération internationale	6	6	4	5	13
D79. Transferts courants divers	147	110	149	150	147
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	<i>-931</i>	<i>-463</i>	<i>80</i>	<i>717</i>	<i>1 846</i>
Total emploi = ressources	4 068	4 220	5 324	6 159	6 872
II.4. Compte d'affectation du revenu					
P2. Consommation collective	3 668	3 845	3 971	4 041	3 886
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	<i>-4 598</i>	<i>-4 308</i>	<i>-3 891</i>	<i>-3 324</i>	<i>-2 041</i>
Total emplois = ressources	-931	-463	80	717	1 846
III.1. Compte de capital					
P51. Formation br. de capital fixe	437	269	266	264	275
D92. Aide à l'investissement					
D93. Transfert aux adm. pr FBCF	275	42	344	369	633
Total emplois = ressources	713	311	610	633	908
III.2. Compte financier					
B9. Besoin de finacement	4 693	3 970	3 830	3 255	2 250
F21. Numéraire	-47	38	11	-6	-11
F22. Dépôts à la BdL	-1 709	-135	658	-292	890
F41. Avances du Trésor	785	156	496	340	858
F79. Autres comptes à recevoir	91	570	158	408	-62
Total emplois = ressources	3 814	4 599	5 153	3 705	3 925

*Les intérêts quoique considérés comme des revenus primaires ont été classés dans les comptes de l'Etat avec le compte de distribution secondaire du fait qu'ils ne font pas partie du produit intérieur brut.

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Ressources

en milliards de LL

Comptes, opérations	2000	2001	2002	2003	2004
I. Compte de production					
P.12 Production non marchande	3 668	3 845	3 977	4 041	3 876
Total	3 668	3 845	3 977	4 041	3 876
II.1. Cte de distribution primaire					
B1. Produit intérieur brut	2 498	2 681	2 736	2 744	2 807
D2. Impôts sur les produits	2 867	2 775	3 803	4 519	5 122
D3. -subventions sur produits	-122	-22	-20	-20	-61
D41. Intérêts	23	7	9	15	8
Total	5 266	5 441	6 527	7 259	7 876
II.2. Cte de distribution secondaire					
B5. Solde des revenus primaires	2 768	2 760	3 791	4 514	5 069
D51. Impôts sur le revenu	427	585	642	708	801
D59. Autres impôts courants	463	499	511	548	634
D61. Cotisations sociales	81	79	80	74	86
D79. Recettes non fiscales diverses	330	297	301	315	282
Total emploi = ressources	4 068	4 220	5 324	6 159	6 872
II.4. Compte d'affectation du revenu					
B6. Revenu disponible	-931	-463	80	717	1 846
Total emplois = ressources	-931	-463	80	717	1 846
III.1. Compte de capital					
K1. Valeur des amortissemnts	618	648	677	702	699
B8n. Epargne nette	-4 598	-4 308	-3 897	-3 324	-2 041
B9. Besoin de finacement	4 693	3 970	3 830	3 255	2 250
Total emplois = ressources	713	311	610	633	908
III.2. Compte financier					
F29. Dépôts des établ. publics	422	-274	-56	-244	196
F3. Bons du Trésor	3 261	4 787	2 371	3 908	3 364
F4. Crédits (emprunts)	23	-23	2 700	0	517
F79. Autres comptes à payer	174	124	147	-23	-77
F00. Opérations non classées	-67	-14	-10	63	-74
Total emplois = ressources	3 814	4 599	5 153	3 705	3 925

4. Comptes des administrations publiques (suite)

4.2. Comptes consolidés des administrations publiques (estimations) *en milliards de LL*

Comptes	2000	2001	2002	2003	2004
I. Compte de Production :	<i>Emplois</i>				
P2. Consommation intermédiaire	1 284	1 255	1 363	1 453	1 228
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	<i>3 177</i>	<i>3 315</i>	<i>3 458</i>	<i>3 538</i>	<i>3 611</i>
Total.=P12. Production	4 462	4 570	4 821	4 991	4 840
II.1. Compte d'affectation des revenus primaires :	<i>Emplois</i>				
D1. Salaires et assimilés	2 560	2 667	2 781	2 837	2 922
K.1. Valeur des amortissements	617	648	677	702	689
<i>B5n. Solde : Revenus primaires nets</i>	<i>3 229</i>	<i>3 269</i>	<i>4 348</i>	<i>5 032</i>	<i>5 755</i>
Total emplois = ressources	6 406	6 584	7 806	8 571	9 367
	<i>Ressources</i>				
B1. Valeur ajoutée brute	3 177	3 315	3 458	3 538	3 611
D2-D3. Impôts indirects nets des subv.	3 229	3 269	4 348	5 032	5 755
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus :	<i>Emplois</i>				
D41. Intérêts*	3 621	3 727	4 094	4 253	3 722
D62. Prestations sociales	1 376	1 603	1 738	1 655	1 633
D79. Transferts courants divers	167	66	152	156	160
<i>B6. Soldes : revenu disponible</i>	<i>149</i>	<i>-29</i>	<i>583</i>	<i>1 324</i>	<i>2 939</i>
Total emplois = ressources	5 313	5 366	6 568	7 388	8 454
	<i>Ressources</i>				
B5n. Revenus primaires nets	3 229	3 269	4 348	5 032	5 755
D5. Impôts directs	943	1 084	1 213	1 318	1 521
D61. Cotisations sociales	811	717	706	722	841
D79. Recettes non fiscales	330	297	301	315	337
II.4. Compte d'utilisation des revenus :	<i>Emplois</i>				
P2. Consommation	4 462	4 570	4 821	4 991	4 840
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	<i>-4 313</i>	<i>-4 599</i>	<i>-4 238</i>	<i>-3 667</i>	<i>-1 901</i>
Total = revenu disponible	149	-29	583	1 324	2 939
III. 1 Compte de capital :	<i>Emplois</i>				
P51. Format. br.de capital fixe	1 232	1 176	1 002	889	996
D92. Aide à l'investissement	163	4	7	6	6
Total emplois = ressources	1 395	1 180	1 009	895	1 002
	<i>Ressources</i>				
B8n. Epargne nette	-4 313	-4 599	-4 238	-3 667	-1 901
K.1. Valeur des amortissements	617	648	677	702	689
D92. Aide à l'investissement	0	0	0	40	25
<i>B9. Solde : Besoin de financement</i>	<i>5 091</i>	<i>5 131</i>	<i>4 570</i>	<i>3 821</i>	<i>2 189</i>
III. 2 Compte financier :	<i>Emplois</i>				
B9. Besoin de financement	5 091	5 131	4 570	3 821	2 189
F2. Numéraire et dépôts	-1 375	-718	1 051	54	1 341
F41. Avances du Trésor	596	256	213	123	463
Total emplois = ressources	4 312	4 669	5 834	3 999	3 993
	<i>Ressources</i>				
F3. Bons du Trésor	3 883	4 711	6 348	3 738	3 923
F4. Emprunts	53	-32	57	77	-37
F4. Crédits bancaires	376	-9	-571	184	107

*voir remarque au bas du tableau 4.1

ANNEXE II

Sources statistiques

I. Population

I.1 Mouvement de la population (nombre d'événements enregistrés)

Evénements	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Mariages	32 673	32 564	32 225	31 653	30 636	30 014
Divorces	...	...	4 480	4 060	4 328	4 372
Naissances	85 955	87 795	83 693	76 405	71 465	73 900
Décès	19 813	19 435	17 568	17 294	17 187	17 774

Source : ACS Bulletins mensuels

II. Agriculture et élevage

Tableau II.1. La production végétale

a) Superficie plantée en mille ha

Nature de la culture	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Céréales	52,2	50,3	52,1	56,0	60,7	60,0
Légumineuses	8,5	7,7	6,7	9,8	8,1	7,5
Légumes	42,1	37,2	34,6	41,1	42,4	42,3
Plantes industrielles	21,2	17,1	10,9	10,4	9,7	11,1
Fruits	84,8	85,4	85,1	82,6	84,3	83,5
Olives	51,1	55,6	56,8	57,6	57,6	58,5
Autres cultures	3,7	6,4	5,7	3,5	4,9	5,4
Total	263,6	258,9	251,8	261,0	267,7	268,3

b) Production en milliers de tonnes

Nature de la culture	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Céréales	93,7	150,1	172,0	264,9	326,8	396,3
Légumineuses	54,8	65,0	61,3	53,5	50,0	40,2
Légumes	1 240,0	1 107,7	1 074,9	1 206,2	1 163,1	1 289,9
Plantes industrielles	382,5	355,3	30,9	11,1	12,0	97,1
Fruits	1 022,0	899,5	861,2	841,5	983,2	987
Olives	66,4	189,5	85,8	184,4	83,2	167,3
Autres cultures	...	19,5	16,6	39,8	...	...
Total	2 859,4	2 786,6	2 302,7	2 561,6	2 618,3	2 977,8

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.1. La production végétale (suite)

c) Valeur de la production en milliards de LL

Nature de la culture	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Céréales	36,6	56,9	68,4	66,3	65,1	89,9
Légumineuses	38,5	47,9	43,5	35,0	28,9	27,0
Légumes	388,2	362,7	376,3	339,7	372,7	402,5
Plantes industrielles	148,3	142,9	124,8	96,7	100,8	116,9
Fruits	585,9	446,7	469,4	569,6	646,5	644,1
Olives	101,0	265,7	118,8	265,2	110,3	212,3
Autres cultures	49,0	44,6	46,3	35,4	41,9	51,5
Total	1 347,5	1 367,4	1 247,5	1 407,9	1 366,2	1 544,2

Source : Ministère de l'agriculture

Tableau II.2. La production animale

a) Le cheptel : nombre de têtes en milliers

Nature du cheptel	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<i>Destinés à l'abattoir</i>						
Bovins	34,0	36,0	37,0	39,5	45,0	43,5
Moutons	145,0	133,0	120,0	155,0	140,0	138,0
Chèvres	169,0	140,0	110,0	135,0	146,0	174,5
Porc	28,0	26,0	23,0	21,0	14,0	12,5
<i>Destinés à donner du lait</i>						
Lait de vache	38,4	38,9	39,6	43,8	47,5	43,9
Lait de brebis	218,6	198,0	179,7	166,4	175,6	179,4
Lait de chèvre	228,7	205,0	190,0	199,7	240,4	234,5

b) Production en milliers de tonnes (ou d'unités)

Nature du produit	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Viande de bovins	13,1	13,4	13,8	14,3	16,4	16,2
Viande de moutons	6,5	5,8	5,2	6,5	5,9	5,8
Viande de chèvres	6,2	5,1	4,0	4,9	5,3	5,9
Viande de porc	2,5	2,4	2,2	1,9	1,3	1,2
Viande de poules et poulets	90,1	113,2	117,6	124,6	127,3	137,3
Oeufs (millions d'unités)	720,0	720,0	740,0	770,0	775,0	755,0
Lait de vache	149,6	158,4	167,1	193,5	194,6	186,3
Lait de brebis	23,3	23,0	22,2	22,1	23,3	21,6
Lait de chèvre	26,5	27,0	27,3	29,4	36,5	36,1
Miel	1,7	1,0	0,8	0,7	0,9	1,1

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.2. La production animale (suite)

c) Valeur de la production animale en milliards de LL

Nature du produit	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Viande de bovins	31,0	29,3	29,7	33,6	41,7	44,3
Viande de moutons	20,2	15,1	14,1	18,3	18,2	20,7
Viande de chèvres	14,5	10,8	9,2	12,0	14,8	17,4
Viande de porc	5,0	5,0	5,3	4,2	2,7	2,6
Viande de poules et poulets	201,9	211,3	219,0	204,2	188,5	204,9
Oeufs	49,0	52,0	53,3	49,3	55,8	61,9
Lait de vache	97,4	94,0	91,1	94,0	101,8	96,9
Lait de brebis	15,4	14,0	13,2	13,1	12,9	11,9
Lait de chèvre	23,1	21,0	20,0	16,1	23,0	21,5
Miel	30,3	23,8	19,1	16,4	20,0	21,9
Total	487,8	476,3	473,9	461,3	556,8	504,0

Source : Ministère de l'agriculture

III. Energie

Tableau III.1. Principaux produits pétroliers importés *en milliers de tonnes*

Produit	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Essence	1 344,1	1 263,8	1 178,8	1 180,4	1 260,4	1 263,2
Gaz oil (Mazout)	1 748,1	1 315,6	1 533,3	1 664,8	1 829,2	1 746,8
Fuel oil	1 525,1	1 507,9	1 738,8	1 583,4	1 284,9	1 382,6
Kérosène	126,2	124,5	128,2	126,8	124,5	126,7
Gaz butane	135,3	165,1	157,7	154,8	205,1	220,2

Source: Direction générale du pétrole

Tableau III.2. Consommation d'électricité *en millions de KWH*

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
(réseau EDL)	9 030	9 233	9 436	10 192	10 538	10 308

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

IV. Industrie

Tableau IV.1. Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie

Branche utilisatrice	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	<i>valeurs en milliards de LL</i>					
Non spécifié	310	359	385	380	456	581
Industries agro-alimentaires	521	501	572	569	666	722
" textiles, cuir, habillement	153	142	205	149	147	183
" des minéraux. non métall.	56	51	54	50	54	58
" des métaux, machines et app.	455	418	523	430	552	742
" du bois, caoutchouc, chimie	354	356	383	334	358	494
" du meuble	59	50	65	56	65	79
Autres industries	138	139	211	233	291	352
Total	2 044	2 016	2 399	2 202	2 589	3 212
	<i>Indice des valeurs unitaires par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,032	1,283	0,884	0,964	1,156	1,211
Industries agro-alimentaires	0,842	0,964	0,950	0,952	1,166	1,102
" textiles, cuir, habillement	0,884	0,902	0,915	0,948	0,947	0,975
" des minéraux. non métall.	0,996	1,007	0,904	0,972	1,048	1,064
" des métaux, machines et app.	0,854	1,047	0,946	0,961	1,086	1,111
" du bois, caoutchouc, chimie	0,922	1,020	0,913	0,981	1,080	1,106
" du meuble	0,932	0,954	0,953	1,004	0,978	1,040
Autres industries	0,938	1,097	0,941	0,979	1,035	1,094
Ensemble	0,899	1,042	0,927	0,965	1,098	1,111
	<i>Indice des volumes par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,129	0,903	1,214	1,019	1,049	1,054
Industries agro-alimentaires	1,091	0,999	1,201	1,048	1,028	0,983
" textiles, cuir, habillement	0,870	1,035	1,574	0,769	1,035	1,284
" des minéraux. non métall.	0,779	0,908	1,169	0,956	1,028	1,007
" des métaux, machines et app.	0,880	0,878	1,324	0,856	1,181	1,210
" du bois, caoutchouc, chimie	0,978	0,986	1,180	0,943	0,981	1,251
" du meuble	0,789	0,896	1,372	0,849	1,197	1,161
Autres industries	1,062	0,918	1,621	1,125	1,210	1,106
Ensemble	0,980	0,947	1,284	0,960	1,078	1,117

V. Construction

V.1. Permis de construire enregistrés (ordres des ingénieurs)

Indicateur	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Superficie en milliers de m ²	9 103	6 724	6 860	7 892	8 589	9 014

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

V.2. Vente locale de ciment

Indicateur	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Quantité en milliers de tonnes	2 971	2 623	2 715	2 601	2 704	2 729

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

V.3. Importations de matières premières pour la construction

Indicateur	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Valeur en milliards de LL	475,5	430,0	433,2	410,6	430,3	522,8
Ind. des valeurs unitaires n/n-1	0,959	0,965	0,908	0,945	1,016	1,027
Indice des volumes n/n-1	0,765	0,937	1,109	1,003	1,031	1,183

VI. Transports et communications

VI.1. Mouvement des marchandises au port de Beyrouth

Indicateur	1999	2000	2001	2002	2003	2004
en milliers de tonnes	5 543	4 967	5 464	4 736	4 805	5 061

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VI.2. Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth

Indicateur	1999	2000	2001	2002	2003	2004
en milliers	1 061	1 125	1 187	1 258	1 368	1 601

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VI.3. Recettes de la direction générale des téléphones et télécommunications

en milliards de LL

Nature de la recette	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Factures émises	331,2	361,7	313,6	408,6	394,0	446,0
Recettes pour installations	20,6	16,7	14,8	12,6	8,4	8,1
Part dans les comm. internat.	316,9	267,4	161,9	186,8	172,0	210,7
Part dans les commun. mobiles	196,9	294,6	318,4	390,0	711,1	883,6
Total	865,6	940,4	808,6	998,0	1 285,5	1 548,4

Source : Ministère des finances, clôture des comptes, budgets annexes

VII. Services

Tableau VII.1. Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits

Cycle	1998-99	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
<i>Enseignement public et subventionné</i>						
Maternel	54 353	60 441	65 091	62 729	61 241	61 040
Primaire	208 279	208 423	251 136	254 209	250 437	250 534
Compl. et secondaire	153 805	164 975	142 471	147 897	150 952	151 505
Technique	17 567	18 448	21 743	25 918	31 083	32 655
Université libanaise	59 728	62 602	71 050	70 711	65 530	66 809
Total	493 732	514 889	551 491	561 464	559 243	562 543
<i>Enseignement privé</i>						
Maternel	88 638	88 565	90 266	90 025	90 953	93 174
Primaire	186 226	176 116	202 850	197 841	198 874	203 044
Compl. et secondaire	180 280	178 600	139 706	146 807	152 988	159 314
Technique	55 955	56 099	56 706	56 729	59 814	67 223
Universitaire	41 712	47 770	48 437	54 019	57 841	65 836
Total	552 811	547 150	537 965	545 421	560 470	588 591
Total général	1 046 543	1 062 039	1 089 456	1 106 885	1 119 713	1 151 134

Source: Centre Pédagogique pour la Recherche et le Développement

Tableau VII.2. Santé : dépenses publiques de santé

en milliards de LL

Organisme payeur	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1. Ministère de la Santé	132,4	190,1	182,3	216,9	273,8	227,4
2. CNSS : Allocation maladie	228,1	231,4	325,8	377,0	396,9	443,9
Total	360,5	421,5	508,1	593,9	670,7	671,3

Source: Clôture des comptes, rubrique 16 (hospitalisation) des dépenses du Ministère de la Santé et CNSS

Tableau VII.3. Services des assurances

en milliards de LL

Opération	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Primes encaissées	393,8	400,4	446,5	492,0	571,2	681,2
Sinistres réglés	172,3	111,7	184,2	193,2	223,4	259,3

Source: Ministère de l'économie nationale

Tableau VII.4. Arrivées des voyageurs

nombre en milliers

Nationalité	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Etrangers non arabes	408	438	489	535	576	732
Arabes, syriens exclus	327	361	412	493	515	631
Total	735	799	901	1 028	1 091	1 363

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VIII. Administration

Tableau VIII.1. Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement

en milliards de LL

Rubriques budgét.	Classement SNC93	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses						
11. Biens	P.2 Consom. Interm.	123	153	148	143	153
12. Services	P.2 Consom. Interm.	90	90	89	90	118
13. Charges salariales	D.1 Rém. des salar.	1 880	2 033	2 059	2 043	2 118
14. Transferts		1 648	1 163	1 284	1 312	1 432
	D.3 Subventions	122	22	20	20	61
	D.62 Pensions de ret.	844	834	850	849	821
	D.73 Tr. Aux admin.	530	195	265	292	394
	D.74 Coop. internat.	6	6	4	5	13
	D.79 Autres	144	107	145	146	143
16. Dépenses diverses	P.2 Consom. Interm.	240	221	268	334	311
17. Serv. de la dette		4 190	4 242	4 716	4 879	4 141
	P.2 Consom. Interm.	716	700	736	730	487
	D.41 Intérêts	3 473	3 542	3 980	4 149	3 654
Total 1ère partie		8 171	7 901	8 565	8 801	8 273
2ème partie		713	311	610	633	908
	P.51 F.B.C.F.	437	269	253	264	275
	D.93 Tr aux admin..	275	42	357	369	633
Total général		8 884	8 212	9 175	9 434	9 181
Recettes						
11. Imp. sur le revenu	D.51 Imp/le revenu	427	585	642	708	801
12. Imp./ les propr.	D.59 Imp. directs	272	273	301	310	396
13. Imp./ la consom.		896	1 006	2 178	2 667	2 983
Taxes /les voitures	D.59 Imp. directs	74	85	81	92	109
TVA	D.2 Imp./ les produits			986	1 322	1 688
Autres	D.2 Imp./ les produits	822	921	1 111	1 253	2 186
14. Taxes douanières	D.2 Taxes douanières	1 067	858	596	475	529
15. Autres impôts	D.2 Imp. /les produits	198	197	198	224	274
26. Rev. d'exploit.		803	805	921	1 260	1 453
Surplus des ent. publ.	D.2 Imp. /les produits	780	798	912	1 245	1 445
26901. Intérêts	D.41 Intérêts	23	7	9	15	8
27. Rec. administrat.		367	410	413	334	389
27104. T. de circulat.	D.59 Imp.directs	117	141	129	146	129
Autres	D.79 Transferts div.	250	269	284	288	260
28. Amendes	D.79 Transferts div.	18	15	9	8	10
29. Autres rec. non fi.		143	93	88	93	98
	D.61 Cotisations	81	79	80	74	86
	D.79 Transf.divers	62	14	9	19	12
Total général		4 190	4 242	5 345	6 179	6 933
Deficit	B.9	4 693	3 970	3 830	3 255	2 248

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.2. Comptes du Trésor

en milliards de LL

Opération	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<i>Variation d'actifs</i>						
Déficit budgétaire	3 955	4 692	3 952	3 890	3 255	2 250
Avances aux municipalités	5	0	48	0	-1	0
Avances aux établ. publics	150	692	147	517	63	683
Autres avances	9	93	-39	-21	278	175
Dépenses payées d'avance	138	91	570	158	408	-62
Banque du Liban	1 307	-1 709	-135	658	-292	890
Caisse et chèques à encaisser	18	-47	38	11	-6	-11
Comptes à régulariser	61	69	32	-50	-63	75
Total	5 643	3 881	4 614	5 163	3 641	4 000
<i>Variation de passif</i>						
Dépôts et consignation	140	319	-267	5	-290	144
Mandats à payer	131	242	195	296	81	215
Recettes à régulariser	30	2	-15	0	0	-7
Comptes des Municipalités	176	-11	-59	-231	-47	-274
Comptes des établ. publics	2	9	-7	21	17	22
Autres comptes créditeurs	-43	35	3	1	-27	18
Bons du Tr.en LL; Emissions	21 364	27 342	27 739	31 479	16 742	23 407
-Remboursements	-18 023	-26 109	-26 854	-31 025	-15 220	-21 856
B. du Tr. en dev.; Emissions	1 865	2 475	3 926	6 934	3 653	4 553
-Remboursements	0	-446	-25	-2 317	-1 268	-2 223
Emprunts extérieur	0	23	-23	0	0	0
Total	5 643	3 881	4 614	5 163	3 641	3 999

Source : Ministère des Finances, Comptes de gestion

Tableau VIII.3. La dette publique

situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la dette	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Bons du Trésor en LL						
Banque du Liban	3	1 598	6 111	601	8 630	10 197
Banques commerciales	18 808	18 668	15 798	17 164	12 258	12 171
Hors système bancaire	6 302	6 699	6 133	7 368	5 603	3 500
Prêts du système bancaire	269	197	172	169	353	504
Total dette interne brute	25 383	27 161	28 214	25 302	26 843	26 371
- Dépôts du secteur public	-4 006	-2 631	-1 913	-2 964	-3 019	-4 360
Dette interne (en LL) nette	21 377	24 530	26 301	22 338	23 824	22 012
Dette externe ou en devise	8 379	10 541	14 481	22 007	23 353	27 682
Total	29 755	35 071	40 782	44 345	47 177	49 694

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.4. Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes

a) de la première partie du budget

en milliards de LL

Administration	1999	2000	2001	2002	2003	2004
CDR	137,2	48,5	22,1	8,4	31,7	44,7
Archives nationales	0,9	0,9	0,0	0,5	0,0	0,0
Direction de la défense civile	19,2	19,2	0,0	10,0	27,1	16,2
Université Libanaise	120,5	152,9	138,0	161,3	139,3	149,0
Centre pédagogique de R&D	10,0	25,0	0,0	0,0	0,0	9,5
CNRS	4,7	5,5	3,8	4,8	6,0	5,8
Cons. national de musique	4,5	6,0	6,5	6,5	6,2	8,2
Conseil du Sud	63,2	61,0	0,0	7,0	5,5	16,5
Caisse centrale des déplacés	112,0	106,0	4,0	7,7	6,5	6,5
Comité de secours	2,6	10,3	0,0	3,1	19,8	0,15
Office national de l'emploi	0,5	2,4	0,8	1,4	2,3	2,8
Office national de l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office du plan vert	0,0	3,9	0,0	0,0	1,5	7,5
Recherche agronomique	0,0	1,5	2,1	6,5	5,2	5,1
IDAL	1,5	4,0	9,0	30,2	22,7	3,0
CNSS	60,0	60,0	0,0	0,0	0,0	80
Autres administrations	80,9	23,3	8,3	17,4	18,5	38,8
Total	618,8	530,4	194,6	264,8	292,3	393,7

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

b) de la deuxième partie du budget

en milliards de LL

Administration	1999	2000	2001	2002	2003	2004
CDR	360,0	118,5	28,5	232,1	226,9	363,9
Université Libanaise	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,0
Caisse centrale des déplacés	225,0	75,0	0,0	0,0	21,3	137,0
C.E. des grands travaux	4,5	14,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Conseil du Sud	15,0	64,0	13,0	119,6	110,0	96,4
IDAL	0,0	0,0	0,0	4,0	10,8	31,2
Autres administrations	3,0	3,0	0,4	0,8	0,0	4,5
Total	607,5	275,4	41,9	356,7	369,4	633,1

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.5 Comptes du CDR 1999-2004

en milliards de LL

Opération	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes						
Allocations budgétaires	715,7	692,8	1 214,0	681,1	494,0	785,9
Dons	13,9	16,0	0,3	7,9	31,9	25,1
Recettes des adjudications	0,5	1,5	1,7	1,3	2,1	1,8
Intérêts	0,9	5,6	3,4	0,8	0,4	0,4
Reprise sur provisions	-	-	-	-	7,9	9,7
Différence de change	-0,1	1,1	0,2	0,5	3,1	1,0
Total	730,9	717,0	1 219,6	691,6	539,4	823,9
Dépenses						
Coûts des projets	673,6	644,8	662,4	585,0	490,0	696,3
Dépenses administratives	18,2	18,9	21,9	23,2	24,4	32,2
Intérêts	41,5	59,0	57,7	64,0	73,7	78,0
Prov. pour créances douteuses	-	-	-	69,0	-	-
Total	733,3	721,6	741,8	740,7	588,1	806,5
Déficit (+),Excédent(-)	-2,3	-5,7	477,5	-49,6	-48,7	17,4
Variation d'actif						
Caisse et banques	91,7	16,3	80,7	-42,0	-51,4	12,5
Bons du Trésor libanais						
Prêts transférés au sect. public	14,8	100,6	105,9	125,9	-115,3	-124,2
Prêts transférés au sect. privé	-1,7	-0,7	-0,2	1,9	1,4	0,3
Autres prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres actifs	21,6	31,0	24,5	15,4	-23,9	2,9
Etat Libanais	128,5	-108,3	317,8	-310,7	168,3	36,2
Actifs immobilisés	-0,4	-0,4	-0,3	-0,2	0,2	0,3
Total	254,6	38,4	528,4	-209,7	-20,8	-72,0
Variation de passif						
Comptes à payer et retenues	74,0	56,8	41,5	-167,8	-159,2	-86,2
Intérêts échus	15,2	-10,6	-1,7	-2,6	-5,0	-3,3
Avances du Trésor	0,0	30,5	-45,2	-25,5	0,0	0,0
Emprunts : partie courante	49,8	-42,0	8,0	-3,5	77,0	34,2
Emprunts : autre	83,9	9,4	42,5	48,8	63,3	-36,9
Prov. pr indemn. fin de serv.	0,0	0,0	6,1	-0,4	-1,6	-0,8
Excédent (+), déficit(-)	-2,3	-5,7	477,5	-49,6	-48,6	17,5
Ajustement	34,1	0,0	-0,3	-9,2	53,4	-
Total	254,6	38,4	528,4	-209,7	-20,8	-72,0

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale *en milliards de LL*

Opération	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<i>Recettes</i>						
Cotisations : Salariés	46,8	48,8	49,8	50,6	51,8	...
Patrons et autres	658,9	680,9	587,8	575,7	596,5	...
Total des cotisations	705,7	729,7	737,6	626,3	648,3	758,8
Autres recettes	234,7	322,9	451,8	470,5	469,6	411,0
<i>Dépenses</i>						
Allocations :						
Maladie et maternité	228,1	231,4	325,8	377,0	396,8	443,9
Allocations familiales	143,4	123,6	187,6	207,3	214,6	217,4
Indemnités de fin de serv.	166,1	176,7	256,0	303,6	194,2	150,4
Total des allocations payées	537,6	531,7	769,4	887,9	805,6	811,7
Frais administratifs	75,1	76,5	81,6	89,4	95,4	92,2

Source : CNSS

Tableau VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations

Année	Salaire min. LL	FBCF milliards LL	Valeur actuelle des investissements des 30 dernières années en milliards de LL				
			2000	2001	2002	2003	2004
2003		889,0					889,0
2002	300 000	1 022,0				1022,0	1 002,0
2001	300 000	1 176,0			1 176,0	1 176,0	1 176,0
2000	300 000	1 232,0		1 232,0	1 232,0	1 232,0	1 232,0
1999	300 000	1 048,0	1 048,0	1 048,0	1 048,0	1 048,0	1 048,0
1998	300 000	1 705,0	1 705	1 705,0	1 705	1 705,0	1 705,0
1997	300 000	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0
1996	300 000	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0
1995	250 000	992,0	1 190,4	1 190,4	1 190,4	1 190,4	1 190,4
1994	200 000	621,0	931,5	931,5	931,5	931,5	931,5
1993	118 000	580,0	1 474,6	1 474,6	1 474,6	1 474,6	1 474,6
1992	118 000	314,0	798,3	798,3	798,3	798,3	798,3
1991	75 000	161,0	644,0	644,0	644,0	644,0	644,0
1990	45 000	33,1	220,7	220,7	220,7	220,7	220,7
1989	15 000	32,7	654,0	654,0	654,0	654,0	654,0
1988	15 000	20,0	400,0	400,0	400,0	400,0	400,0
1987	6 400	10,0	468,8	468,8	468,8	468,8	468,8
1986	2 700	1,2	138,8	138,8	138,8	138,8	138,8
1985	1 475	1,9	386,6	386,6	386,6	386,6	386,6
1984	1 250	2,4	565,1	565,1	565,1	565,1	565,1
1983	1 100	2,0	557,2	557,2	557,2	557,2	557,2
1982	925	1,1	369,8	369,8	369,8	369,8	369,8
1981	800	1,5	560,3	560,3	560,3	560,3	560,3
1980	675	1,1	491,6	491,6	491,6	491,6	491,6
1979	560	0,9	468,2	468,2	468,2	468,2	468,2
1978	415	0,7	474,3	474,3	474,3	474,3	474,3
1977	345	0,3	260,9	260,9	260,9	260,9	260,9
1976	310	0,0	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3
1975	310	0,2	226,5	226,5	226,5	226,5	226,5
1974	275	0,4	424,4	424,4	424,4	424,4	424,4
1973	218	0,3	371,0	371,0	371,0	371,0	
1972	198	0,2	275,3	275,3	275,3		
1971	179	0,2	293,8	293,8			
1970	166	0,2	310,8				
Valeur act. du capital fixe			18 519,9	19 441,0	20 323,2	21 049,9	20 678,9
Amortissement (1/30)			617,3	648,0	677,4	701,7	689,3

IX. Finances

Tableau IX.1. Evolution de la situation monétaire

Situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la monnaie et de ses contreparties	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Monnaie LL	20 240	19 492	17 283	20 404	26 076	25 978
Dépôts en devise	24 585	29 742	35 627	36 391	38 234	45 182
Titres	168	60	8	157	58	150
Total : Masse monétaire	44 993	49 294	52 918	56 952	64 368	71 310
Avoirs extérieurs nets	14 723	13 944	12 178	15 549	21 884	22 381
<i>Or</i>	<i>4 037</i>	<i>3 806</i>	<i>3 861</i>	<i>4 849</i>	<i>5 779</i>	<i>6 039</i>
<i>Devises</i>	<i>10 686</i>	<i>10 138</i>	<i>8 317</i>	<i>10 701</i>	<i>16 105</i>	<i>16 342</i>
Créances nettes /sect. public	18 022	22 739	28 012	27 482	30 095	33 483
<i>En Livres libanaises</i>	<i>13 817</i>	<i>17 064</i>	<i>19 766</i>	<i>17 173</i>	<i>20 500</i>	<i>20 229</i>
<i>En devises</i>	<i>4 205</i>	<i>5 675</i>	<i>8 246</i>	<i>10 309</i>	<i>9 595</i>	<i>13 254</i>
Créances /secteur privé	21 573	22 872	22 888	23 672	23 480	24 921
<i>En Livres libanaises</i>	<i>3 052</i>	<i>3 518</i>	<i>3 581</i>	<i>4 618</i>	<i>4 289</i>	<i>4 859</i>
<i>En devises</i>	<i>18 521</i>	<i>19 354</i>	<i>19 307</i>	<i>19 054</i>	<i>19 191</i>	<i>20 061</i>
Différence de change	-2 918	-2 522	-2 742	-103	-646	-372
Autres éléments nets	-6 407	-7 739	-7 418	-9 649	-10 445	-9 101
Total	44 993	49 294	52 918	56 952	64 368	71 310

Source : Banque du Liban

Tableau IX.2. Evolution du cours du dollar américain

LL pour un dollar

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Cours en fin de période	1 507,5	1 507,5	1 507,5	1 507,5	1 507,5	1 507,5
Cours moyen	1 507,8	1 507,5	1 507,5	1 507,5	1 507,5	1 507,5

Source : Banque du Liban

Tableau IX.3. Distribution des crédits bancaires par secteur économique

Situation en fin d'année en milliards de LL

Secteur	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Agriculture	328	373	326	346	346	292
Industrie	2 749	2 921	3 153	3 113	3 451	3 836
Construction	4 859	5 176	5 047	4 768	4 327	4 620
Commerce	7 097	7 336	7 825	7 939	8 000	8 404
Services	2 682	2 784	2 993	3 228	3 324	3 463
Institutions financières	639	677	774	781	848	934
Autres organismes	1 110	1 112	1 191	1 279	929	983
Individus	2 428	2 738	3 021	3 300	3 748	4 330
Total	21 891	23 117	24 328	24 752	24 973	26 862

Source : Banque du Liban

X. Extérieur

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production

en milliards de LL

Branche	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1. Agriculture et élevage	789	730	842	813	920	1 006
<i>11. Produits de l'agriculture</i>	<i>538</i>	<i>490</i>	<i>544</i>	<i>509</i>	<i>575</i>	<i>657</i>
111. Céréales	178	170	163	166	207	250
112. Fruits	92	92	114	102	103	110
113. Cultures industrielles	121	103	120	109	141	158
114. Légumes et autres	141	122	142	127	119	135
115. Produits de la forêt	5	2	5	5	4	4
<i>12. Produits de l'élevage</i>	<i>252</i>	<i>240</i>	<i>298</i>	<i>304</i>	<i>345</i>	<i>349</i>
121. Animaux vivants	195	189	232	251	291	281
122. Production animale	8	6	10	5	6	6
123. Produits de la pêche	49	45	56	48	48	61
2. Energie et eaux	820	1 531	1 934	1 387	1 781	2 976
<i>21. Combustibles</i>	<i>820</i>	<i>1 531</i>	<i>1 934</i>	<i>1 387</i>	<i>1 781</i>	<i>2 976</i>
211. Combustibles solides	15	14	18	8	10	16
212. Produits pétroliers	804	1 517	1 917	1 380	1 771	2 960
3. Produits manufacturés	7 748	7 112	8 217	7 517	8 206	10 184
<i>31. Tabac manufacturé</i>	<i>201</i>	<i>162</i>	<i>227</i>	<i>182</i>	<i>172</i>	<i>185</i>
<i>32. Pr. des ind. alimentaires</i>	<i>867</i>	<i>812</i>	<i>845</i>	<i>872</i>	<i>915</i>	<i>1 064</i>
321. Viandes fraîches	44	46	31	44	58	73
322. Conserves alimentaires	139	117	123	120	126	144
323. Produits laitiers	235	218	213	226	224	259
324. Corps gras alimentaires	108	102	96	98	93	129
325. Pâtes alimentaires	95	99	105	101	106	120
326. Sucre, chocolat, confis.	93	87	108	119	127	140
327. Boissons alcoolisées	36	29	45	48	52	59
328. Boissons non alcoolisées	6	5	6	9	11	9
329. Produits aliment. divers	113	108	118	108	118	131
<i>33. Produits textiles et cuir</i>	<i>699</i>	<i>645</i>	<i>843</i>	<i>793</i>	<i>806</i>	<i>942</i>
331. Filés et tissus	171	171	249	184	176	221
332. Habillement	327	287	369	384	412	461
333. Bonneterie	29	27	33	24	28	32
334. Chaussures	79	73	90	97	94	110
335. Jute, chanvre, corderie	2	2	3	2	2	3
336. Cuir et pelleterie	6	5	7	1	7	9
337. Articles en cuir	21	23	27	34	29	35
338. Tapis	29	31	35	27	25	27
339. Textiles divers	35	26	30	39	34	44

X. Extérieur (suite)

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production (suite)

en milliards de LL

Branche	1999	2000	2001	2002	2003	2004
34. Min. non métalliques	345	344	386	365	432	560
341. Pierres, sables	78	64	66	59	75	89
342. Min.non métalliques	78	106	141	147	181	260
343. Ciment et chaux	11	18	0	0	7	0
344. Ouvrages en ciment	3	4	4	5	5	7
345. Produits céramiques	97	80	89	87	93	114
346. Verres et verrerie	78	72	85	67	70	90
35. Métaux, machines, app.	3 559	3 224	3 668	3 061	3 399	4 418
351. Minerais métalliques	2	1	1	1	3	7
352. Métaux	941	879	769	594	727	1 111
353. Ouvrages en métaux	253	214	235	230	228	272
354. Ouvrage en aluminium	58	80	67	58	57	61
355. Machines et appareils	684	598	706	663	681	840
356. Appareils électriques	677	591	771	605	594	790
357. Matériel de transport	945	861	1 119	911	1 109	1 337
36. Bois, caoutchouc, chimie	1552	1472	1656	1670	1 898	2 305
362. Ouvr. en bois sf meubles	139	132	151	145	158	204
363. Papier carton	217	228	240	231	291	343
364. Pr. Chimiques de base	325	310	346	322	362	496
365. Pr. chimiques divers	695	634	731	804	908	1 047
366. Caoutchouc	70	67	83	68	78	92
367. Matières plastiques	106	92	106	100	101	122
37. Meubles	87	81	95	93	85	100
371. Meubles métalliques	31	30	33	35	29	34
372. Meubles non métall.	56	51	62	58	56	66
38. Produits divers	438	385	496	481	498	610
381. Produits des éditions	59	58	61	60	65	71
382. Instruments de précision	201	185	236	220	259	288
383. Bijoux	74	44	80	95	72	115
384. Jouets, instr, de musique	57	57	69	59	58	83
385. Pr. non classés ailleurs	46	41	50	47	45	53
0. Non classé	3	19	1	2	3	5
Total général	9 360	9 392	10 995	9 719	10 810	14 171

X. Extérieur (suite)

Tableau X.2. Exportations

en milliards de LL

Nature du produit exporté	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Produits du règne animal et végétal	85	78	84	99	115	138
Autres produits	935	999	1 257	1 478	2 183	2 497
Total	1 021	1 077	1 341	1 577	2 298	2 635

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins statistiques

Tableau X.3. Evolution des réexportations et du transit

en milliards de LL

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Réexportations	108	88	90	95	158	311
Transit	81	91	104	136	278	536
Total	189	178	194	231	436	847

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins statistiques

X.4. Importations suivant les principaux pays

en milliards de LL

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Italie	1 024	1 025	1 068	1 045	1 017	1 403
Allemagne	833	784	940	878	873	2 000
France	897	794	927	780	879	1 102
Etats-Unis d'Amérique	755	690	777	701	651	834
Chine	394	433	620	656	800	1 082
Suisse	668	651	503	403	326	597
Turquie	247	209	358	390	353	389
Gde Bretagne	410	367	429	381	476	581
Russie	149	325	617	371	484	818
Japon	391	318	355	328	406	527
Syrie	337	427	494	313	391	362
Espagne	223	205	278	263	299	286
Hollande	172	188	195	222	346	259
Arabie Saoudite	155	249	391	209	331	624
Belgique	175	163	204	207	236	256
Ukraine	164	133	190	154	251	220
Grèce	168	237	214	109	125	103
Taiwan	124	105	117	95	82	114
Suède	107	77	79	51	64	78
Autres pays	1 965	2 012	2 238	2 163	2 420	2 536
Total général	9 360	9 392	10 995	9 719	10 810	14 171

Source: Direction générale des douanes

XI. Prix

XI. 1. Indice (officiel) des prix à la consommation

base décembre 1998=100

Postes de dépense	Pon- dération	Dec. 2000	Dec. 2001	Dec. 2002	Dec. 2003	Dec. 2004
Alimentation et tabac	34,6	93,7	94,5	93,9	95,9	100,6
Habillement et chaussures	6,3	104,7	108,4	117,1	121,5	125,5
Loyer et charges	1,6	...	...	...	...	...
Eau, électricité, gaz	7,2	105,5	104,9	107,6	110,7	118,4
Équipement et entretien du log.	7,9	96,9	97,9	102,5	100,0	100,5
Santé	8,8	96,3	94,1	97,2	101,5	103,8
Transports et communications	11,3	109,9	111,6	133,0	143,0	139,7
Éducation	13,4	103,8	110,3	111,0	113,8	110,1
Loisirs	5,4	102,1	103,3	108,1	107,4	105,2
Soins personnels et divers	3,5	102,6	98,2	106,9	114,9	118,1
Ensemble	100,0	99,8	101,1	105,4	108,6	110,4

Source: Administration centrale de la statistique

XI. 2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB

Dec.97=100

Produits groupés par branche	Pon- dération	Dec. 2000	Dec. 2001	Dec. 2002	Dec. 2003	Dec. 2004
1. Agriculture et élevage	9,3	86,6	85,7	88,1	87,0	97,3
11. Produits de l'agriculture	8,1	83,4	85,9	88,5	86,3	97,3
12. Pr. de l'élevage et pêche	1,2	108,2	84,9	85,5	91,9	96,8
2. Énergie et eaux	7,5	119,5	125,8	146,6	159,6	179,5
21. Combustibles	4,2	130,7	142,1	163,2	185,9	198,8
22. Électricité et Eaux	3,3	105,4	105,4	125,9	126,5	155,2
3. Produits manufacturés	46,8	93,4	90,3	98,1	106,5	111,1
31. Tabac manufacturé	1,8	138,0	137,2	138,1	142,2	142,7
32. Pr. des industries aliment.	20,9	90,5	89,4	95,1	98,8	103,5
33. Textiles, cuir, habillement	7,3	94,5	84,4	112,4	125,4	121,1
35. Métaux, machines et app.	7,3	85,7	82,1	93,1	112,5	124,4
36. Bois, caoutchouc, chimie	5,5	98,1	95,5	103,1	113,4	122,6
37. Meubles	1,5	87,8	82,0	85,3	87,7	94,1
38. Produits divers	2,5	97,7	99,3	63,3	66,1	67,6
5. Transport et comm.	6,1	99,3	99,3	91,4	96,6	98,5
6. Services marchands	30,3	101,3	100,6	110,0	113,4	113,8
62. Entretien et réparation	4,7	93,2	90,3	88,4	92,7	95,8
63. Loyers des bâtiments	2,6	99,9	99,9	99,9	100,2	100,2
64. Services individuels	7,5	96,1	92,7	97,7	100,2	100,3
65. Services sociaux	15,5	106,5	107,5	124,1	128,2	128,1
Ensemble	100,0	97,4	96,1	104,0	110,1	115,0

XI. Prix (suite)

Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production
par année par rapport à l'année précédente

Branche	2000/99	2001/00	2002/01	2003/02	2004/03
11. Produits de l'agriculture	0,951	0,912	0,944	1,078	1,136
111. Céréales	0,952	0,999	0,982	1,134	1,183
112. Fruits	0,981	0,934	1,004	1,005	1,078
113. Cultures industrielles	0,936	0,789	0,858	1,185	1,153
114. Légumes et autres	0,939	0,931	0,923	0,952	1,089
115. Produits de la forêt	0,999	0,768	1,235	1,134	1,027
12. Produits de l'élevage	1,023	0,965	0,994	1,171	1,051
121. Animaux vivants	1,020	0,994	1,014	1,224	1,059
122. Production animale	1,045	1,254	1,035	1,034	1,098
123. Produits de la pêche	1,030	0,833	0,896	0,942	1,009
21. Combustibles	1,505	0,844	0,987	1,187	1,267
211. Combustibles solides	0,995	1,079	0,975	0,944	1,173
212. Produits pétroliers	1,512	0,842	0,987	1,189	1,267
31. Tabac manufacturé	1,036	0,940	0,922	1,010	1,035
32. Pr. des ind. alimentaires	0,932	0,978	0,976	1,036	1,053
321. Viandes fraîches	0,956	0,913	0,948	0,911	1,164
322. Conserves alimentaires	0,902	0,987	0,970	1,026	1,061
323. Produits laitiers	0,951	1,030	0,950	1,013	1,064
324. Corps gras alimentaires	0,950	0,980	1,046	1,202	1,126
325. Pâtes alimentaires	0,972	0,938	0,974	1,022	1,006
326. Sucre, chocolat, confis.	0,900	0,930	0,915	1,037	1,024
327. Boissons alcoolisées	0,899	1,035	1,009	1,044	1,009
328. Boissons non alcoolisées	0,926	0,871	1,057	1,251	1,128
329. Produits aliment. divers	0,913	0,869	0,981	1,038	0,993
33. Produits textiles et cuir	0,932	0,974	0,957	0,965	1,018
331. Filés et tissus	0,924	0,907	0,946	0,944	0,985
332. Habillement	0,975	1,026	0,955	0,970	1,047
333. Bonneterie	0,844	0,902	0,955	0,984	0,889
334. Chaussures	0,871	1,024	0,965	0,946	1,051
335. Jute, chanvre, corderie	0,947	0,884	1,017	0,961	0,981
336. Cuir et pelleterie	0,816	0,954	1,162	0,931	1,022
337. Articles en cuir	0,956	0,910	0,961	1,004	0,991
338. Tapis	0,828	1,044	0,972	0,988	0,981
339. Textiles divers	0,932	0,936	0,957	1,012	0,975

XI. Prix (suite)

Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production (suite) *par année par rapport à l'année précédente*

Branche	2000/99	2001/00	2002/01	2003/02	2004/03
34. Min. non métalliques	0,987	0,939	0,986	1,026	1,059
341. Pierres, sables	1,065	0,975	0,916	0,956	1,039
342. Min.non métalliques	1,070	0,933	1,073	1,068	1,140
343. Ciment et chaux	0,953	0,946	1,055	1,095	1,304
344. Ouvrages en ciment	0,849	0,948	0,911	1,018	1,037
345. Produits céramiques	0,908	0,900	0,920	1,021	0,958
346. Verres et verrerie	0,928	0,963	0,973	1,005	1,007
35. Métaux, machines, app.	0,948	0,970	0,972	1,014	1,020
351. Minerais métalliques	0,977	0,980	1,036	1,070	1,248
352. Métaux	1,044	0,976	1,032	1,185	1,126
353. Ouvrages en métaux	0,870	0,935	0,953	1,003	1,020
354. Ouvrage en aluminium	1,041	1,013	0,949	0,983	1,080
355. Machines et appareils	0,914	0,917	0,920	0,938	1,006
356. Appareils électriques	0,886	0,941	0,911	0,999	0,976
357. Matériel de transport	0,943	1,029	1,028	0,980	0,974
36. Bois, caoutchouc, chimie	1,010	0,962	0,989	1,077	1,049
362. Ouvr. en bois sf meubles	0,978	0,969	0,992	1,007	1,085
363. Papier carton	1,082	0,875	0,936	1,075	0,999
364. Pr. Chimiques de base	1,018	0,913	0,955	1,086	1,104
365. Pr. chimiques divers	0,995	1,011	1,033	1,101	1,039
366. Caoutchouc	0,965	0,970	0,950	1,046	1,044
367. Matières plastiques	1,002	1,021	0,930	0,982	1,014
37. Meubles	0,898	0,939	0,903	0,930	0,923
371. Meubles métalliques	0,931	0,965	0,942	0,954	0,953
372. Meubles non métall.	0,880	0,926	0,882	0,917	0,908
38. Produits divers	0,877	0,979	0,912	1,001	0,978
381. Produits des éditions	0,914	0,934	0,999	1,178	0,883
382. Instruments de précision	0,870	0,979	0,925	0,995	0,977
383. Bijoux	0,803	1,089	0,822	0,901	1,027
384. Jouets, instr. de musique	0,948	0,943	0,957	0,990	1,022
385. Pr. non classés ailleurs	0,852	0,934	0,897	1,014	0,959
Total général	1,024	0,944	0,971	1,056	1,070

XI. Prix (suite)

XI. 4. Indice des taux de change *par année par rapport à l'année précédente*

Pays	2000/99	2001/00	2002/01	2003/02	2004/03
Italie	0,867	0,970	1,056	1,196	1,098
France	0,867	0,970	1,056	1,196	1,098
Etats-Unis d'Amérique	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Allemagne	0,867	0,970	1,056	1,196	1,098
Suisse	0,890	1,001	1,087	1,153	1,083
Gde Bretagne	0,936	0,951	1,044	1,087	1,121
Japon	1,052	0,887	0,972	1,079	1,070
Chine	0,996	0,999	1,000	1,000	1,000
Espagne	0,866	0,970	1,056	1,196	1,098
Turquie	0,668	0,399	1,031	1,008	0,953
Belgique	0,866	0,970	1,056	1,196	1,098
Hollande	0,867	0,970	1,056	1,196	1,098
Arabie Saoudite	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Suède	0,902	0,887	1,061	1,159	1,098
Ensemble	0,907	0,958	1,036	1,118	1,067

XI. 4. Indice des taux de change (suite) *coefficients de pondération en %*

Pays	2000/99	2001/00	2002/01	2003/02	2004/03
Italie	10,9	10,9	9,7	9,4	9,9
France	9,6	8,5	8,4	8,1	7,8
Etats-Unis d'Amérique	8,1	7,3	7,1	6,0	5,9
Allemagne	8,9	8,3	8,5	8,1	14,1
Suisse	7,1	6,9	4,6	3,0	4,2
Gde Bretagne	4,4	3,9	3,9	4,4	4,1
Japon	4,2	3,4	3,2	3,8	3,7
Chine	4,2	4,6	5,6	7,4	7,6
Espagne	2,4	2,2	2,5	2,8	2,0
Turquie	2,6	2,2	3,3	3,3	2,7
Belgique	1,9	1,7	1,9	2,2	1,8
Hollande	1,8	2,0	1,8	3,2	1,8
Arabie Saoudite	1,7	2,6	3,6	3,1	4,4
Suède	1,1	0,8	0,7	0,6	0,6
Ensemble	67,3	62,9	61,2	65,3	70,6

ANNEXE III

Note sur les chiffres d'affaires déclarés des établissements industriels et commerciaux en 2003 et 2004

A l'occasion de l'élaboration des comptes économique pour la période 1997-2005, la mission des comptes économique a décidé d'explorer les possibilités d'exploitation des données fiscales en vue de l'établissement des comptes du secteur formel et de les intégrer dans l'ensemble des comptes. Une première étape a consisté à dépouiller les déclarations des établissements industriels et commerciaux concernant leurs chiffres d'affaires.

Ce travail a été fait grâce à la constitution par la déléguée du ministère des finances auprès de la mission, d'un fichier anonyme contenant les informations suivantes :

- forme juridique
- lieu de la déclaration
- mode d'imposition
- assujetti à la TVA ou non
- nature de l'activité
- chiffre d'affaires déclaré en 2002
- chiffre d'affaires déclaré en 2003
- chiffre d'affaires déclaré en 2004

Voici les résultats du dépouillement de ce fichier concernant les déclarations 2003-2004.

1. Etat des déclarations

Tous les établissements inclus dans le fichier n'ont pas de chiffres d'affaires (CA) déclarés pour 2003 et 2004. A cet égard quatre situations apparaissent pour une année donnée :

- 1) L'entreprise a déclaré un CA positif
- 2) L'entreprise existe mais n'a pas de CA déclaré ou le CA est nul.
- 3) Le chiffre d'affaires déclaré est négatif
- 4) L'entreprise n'est pas enregistrée pour l'année fiscale

La dernière éventualité n'apparaît pas pour l'année 2004. Nous conviendrons alors que l'établissement non enregistré en 2003 est rentré en activité en 2004.

Sur les 99 169 établissements mentionnés dans le fichier on dénombre 27 286 entrants, le reste, soit 71 883 établissements étaient en activité les deux années consécutives 2003-2004.

16 établissements en 2004 et 33 en 2003 ont un chiffre d'affaire négatif. Il s'agit manifestement d'une erreur de saisie. Mais les montants en jeu n'affectent pas beaucoup le total des chiffres d'affaires.

Tableau n° 1
Etat des déclarations de chiffres d'affaires en 2003 et 2004

Etat en 2003	Etat en 2004			Total
	CA<0	CA=0	CA>0	
	<i>Nombre d'établissements</i>			
CA<0	3	23	7	33
CA=0	0	3	3	6
CA>0	10	10 307	61 527	71 844
Non enregistré	3	17 955	9 328	27 286
Total	16	28 288	70 865	99 169
	<i>Chiffres d'affaires déclarés en 2003 en milliards de LL</i>			
CA<0	0,0	-2,9	-0,7	-3,6
CA=0	0,0	0,0	0,0	0,0
CA>0	5,0	18 218,8	21 963,7	40 187,6
Non enregistré	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	5,0	18 215,8	21 963,1	40 183,9
	<i>Chiffres d'affaires déclarés en 2004 en milliards de LL</i>			
CA<0	0,0	0,0	5,2	5,2
CA=0	0,0	0,0	0,7	0,7
CA>0	-0,5	0,0	26 424,9	26 424,4
Non enregistré	0,0	0,0	1 978,2	1 978,2
Total	-0,5	0,0	28 409,0	28 408,5

En 2003, six établissements seulement ont un chiffre d'affaires non déclaré ou nul.

En 2004, 28 288 établissements, soit 28,5% des établissements enregistrés, n'ont pas de chiffre d'affaires déclaré. 17 955 d'entre eux n'étaient pas enregistrés en 2003 et 10 307 avaient déclaré un chiffre d'affaire positif représentant 45,3% des chiffres d'affaires de 2003. La non déclaration de cette dernière catégorie dont les raisons ne sont pas connues, ne peut pas être interprétée comme un arrêt d'activité.

Quant aux établissements qui ont déclaré des CA>0 les deux années consécutives, leur nombre s'élève à 61 527 et leurs chiffres d'affaires ont totalisé 21 938 milliards de LL en 2003 et 26 425 milliards en 2004, soit en hausse de 20,3%.

Nous examinons ci-dessous la répartition des établissements et des chiffres d'affaires successivement suivant les cinq critères suivants : le mode d'imposition, le lieu de déclaration, le statut juridique, l'assujettissement à la TVA et enfin le secteur d'activité économique. Vu le grand nombre d'établissements qui n'ont pas déclaré en 2004, la comparaison entre 2003 et 2004 n'est pertinente que pour ceux qui ont déclaré leur chiffres d'affaires les deux années de suite.

2. La répartition par mode d'imposition

Près de un établissement sur trois sont imposés suivant le bénéfice réel et deux sur trois suivant un forfait, le nombre de ceux qui sont imposés suivant le bénéfice estimé est négligeable.

La plus grande partie des chiffres d'affaires est réalisée par les établissements imposés suivant le bénéfice réel : 93,3% en 2003 et 92,5% en 2004. Leur évolution reflète donc presque fidèlement celle de l'ensemble des chiffres d'affaires déclarés.

Tableau n° 2

Nombre d'établissements et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 par mode d'imposition

(Les CA sont en milliards de LL)

Mode d'imposition	Ensemble des établissements				Etablissements ayant déclaré un CA>0 en 2003 et en 2004			
	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03
Bénéfice réel	36 427	37 181	25 256	0,679	20 054	19 414	23 629	1,217
Bénéfice estimé	254	9	6	0,622	54	3	4	1,200
Forfait	62 463	2 991	3 144	1,051	41 414	2 544	2 789	1,097
Indéterminé	25	3	3	...	5	3	3	...
Total	99 169	40 184	28 409	0,707	61 527	21 964	26 425	1,203

3. La répartition suivant le lieu de déclaration

Parmi les établissements qui ont déclaré leur chiffre d'affaires les deux années de suite, 78,8% sont domiciliés à Beyrouth et au Mont Liban et concentrent 82,6% et 82,2% des chiffres d'affaires déclarés respectivement en 2003 et 2004.

Tableau n° 3

Nombre d'établissements et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 par lieu de déclaration

(Les CA sont en milliards de LL)

Lieu de la déclaration (mohafazat)	Ensemble des établissements				Etablissements ayant déclaré un CA>0 en 2003 et en 2004			
	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03
Beyrouth	28 820	20 088	12 377	0,616	16 530	9 691	11 889	1,227
Mont Liban	49 735	14 749	10 758	0,729	31 969	8 456	9 830	1,162
Liban-Nord	9 856	2 227	1 909	0,857	5 823	1 333	1 607	1,205
Liban-Sud	4 571	1 541	1 644	1,066	3 033	1 230	1 515	1,232
Nabatiyeh	2 371	300	314	1,047	1 522	248	292	1,179
Beqaa	3 816	1 279	1 407	1,100	2 650	1 007	1 293	1,284
Total	99 169	40 184	28 409	0,707	61 527	21 964	26 425	1,203

4. La répartition par statut juridique

Plus de trois établissements sur quatre sont *des entreprises individuelles*. Mais leurs chiffres d'affaire ne représentaient que 17,8% du total déclaré en 2003.

Les sociétés anonymes libanaises (SAL), quoique formant moins de 5% du nombre des établissements enregistrés, concentrent la plus grande part des chiffres d'affaires : 40% en 2003. Le recul cette part entre 2003 et 2004 est due à une baisse anormale des déclarations (-70%). Cela n'est certainement pas le reflet d'une mauvaise conjoncture pour les SAL ; il s'agirait plutôt de la conséquence d'un traitement administratif. Par contre, Le CA de l'ensemble des SAL qui ont déclarés des CA positifs les deux années a crû de 25,6%.

Tableau n° 4
Nombre d'établissements et chiffres d'affaires déclarés en 2003 et 2004 par statut juridique

(Les CA sont en milliards de LL)

Forme juridique	Ensemble des établissements				Etablissements ayant déclaré un CA>0 en 2003 et en 2004			
	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03
Individuel	72 696	7 166	7 954	1,110	47 881	6 267	7 300	1,165
SARL	13 216	9 237	6 766	0,732	7 026	5 301	6 248	1,179
SAL	4 680	16 069	4 782	0,298	1 917	3 444	4 326	1,256
Société de person.	3 923	2 647	2 801	1,058	2 613	2 385	2 654	1,113
Commandite	2 724	1 674	1 994	1,192	1 688	1 527	1 820	1,192
Off shore	1 156	3 370	4 087	1,213	346	3 023	4 057	1,342
Holding	759	20	22	1,094	55	17	19	1,126
Autre	15	1	1	0,931	1	1	1	0,945
Total	99 169	40 184	28 409	0,707	61 527	21 964	26 425	1,203

Les sociétés à responsabilité limitée représentent environ 13% des établissements mais occupent la deuxième place en terme de CA : elles concentrent 23% du total des CA déclarés en 2003. Leur taux de croissance en terme de CA a été de -26,8%. Comme pour les SAL, cette décroissance est artificielle. Les Chiffres d'affaires de ceux qui ont déclarés les données de suite ont augmenté de 17,9%

Les sociétés « off shore » qui sont très peu nombreux (environ 1%) viennent en quatrième position quant à leur part dans le CA total : 8,4% en 2003 avec un taux de croissance des CA déclarés de 21,3% pour l'ensemble et de 34,2% pour ceux qui ont déclarés des CA deux années de suite. Il y a là un indice de la croissance des activités tournées vers l'extérieur.

5. La répartition selon l'assujettissement à la TVA

La base de données ne contient pas la date à partir de laquelle l'entreprise est assujettie à la TVA mais indique si elle est assujettie en 2003 et en 2004 ou non. De la lecture du tableau suivant (n° 5), il ressort qu'en 2003 14 952 établissements sur un total de 71 883 enregistrés, soit 20,8%, étaient assujettis à la TVA et ont réalisé 79,3% des chiffres d'affaires déclarés.

Tableau n° 5
Nombre d'établissements et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 par assujettissement à la TVA

(Les CA sont en milliards de LL)

Assujettissement à la TVA		Ensemble des établissements				Etablissements ayant déclaré un CA>0 en 2003 et en 2004			
en 2003	en 2004	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03
Oui	Oui	13 242	15 823	19 086	1,206	13 233	15 819	19 080	1,206
	Non	3	3	4	1,463	3	3	4	1,463
	Indéter.	1 740	15 846	0	0,000	0	0	0	...
	Total	14 985	31 672	19 090	0,603	13 236	15 822	19 084	1,206
Non	Oui	43	3	5	1,313	43	3	5	1,313
	Non	48 263	6 142	7 336	1,194	48 248	6 138	7 336	1,195
	Indéter.	8 592	2 366	0	0,000	0	0	0	...
	Total	56 898	8 512	7 341	0,862	48 291	6 142	7 341	1,195
Non enreg.	Oui	1 405	0	1 268	...	0			
	Non	7 927	0	710	...	0			
	Indéter.	17 954	0	0	...	0			
	Total	27 286	0	1 978	...	0			
Total	Oui	14 690	15 827	20 358	1,286	13 276	15 823	19 085	1,206
	Non	56 193	6 145	8 050	1,310	48 251	6 141	7 340	1,195
	Indéter.	28 286	18 212	0	0	0	0	0	...
	Total	99 169	40 184	28 409	0,707	61 527	21 964	26 425	1,203

En 2004, 28 286 établissements n'ont pas déclaré leur CA, leur assujettissement à la TVA reste indéterminé. 1 740 parmi ceux-là étaient assujettis et leurs chiffres d'affaires représentaient 39,4% du total et 8 592 ne l'étaient pas avec un total de CA de 5,9%. Quant aux 17 954 établissements restants, ils n'étaient pas enregistrés en 2003. En excluant les établissements non déclarants, les assujettis en 2004 représentent 20,7% et réalisent 71,7% des Chiffres d'affaires déclarés.

Quant aux établissements assujettis en 2003 et en 2004, leurs chiffres d'affaires déclarés ont progressé de 20,6%, contre 19,5% pour les non assujettis.

6. La répartition par activité économique

En 2003, 55% des chiffres d'affaires déclarés provenaient du commerce, 26% des services, et 19% des activités de l'industrie et de la construction.¹⁰

Tableau n° 6
Nombre d'établissements et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 Classés par secteur d'activité économique

(Les CA sont en milliards de LL)

Secteur d'activité	Ensemble des établissements				Etablissements ayant déclaré un CA>0 en 2003 et en 2004			
	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03	Nombre	CA 2003	CA 2004	04/03
Agriculture	316	153	167	1,090	184	124	142	1,145
Energie eaux	420	258	73	0,284	178	61	65	1,068
Industrie	8 695	5 247	3 604	0,687	5 957	2 890	3 464	1,199
<i>Alimentaire</i>	1 484	1 393	800	0,574	951	677	771	1,140
<i>Textiles cuir ...</i>	1 128	207	207	1,002	762	183	196	1,067
<i>Min non métal.</i>	636	552	265	0,479	423	213	258	1,212
<i>Métaux machines</i>	1 675	960	656	0,683	1 162	497	642	1,292
<i>Bois chimie ...</i>	1 527	1 387	829	0,598	1 089	656	783	1,194
<i>Meubles</i>	934	217	273	1,256	622	205	261	1,276
<i>Autres</i>	1 311	530	574	1,083	948	459	552	1,203
Construction	3 725	1 619	1 235	0,763	1 963	942	1 069	1,135
Transp. comm.	3 120	2 097	1 078	0,514	1 923	812	1 034	1,274
Commerce	33 571	20 491	12 744	0,622	22 103	10 116	11 877	1,174
<i>de voitures</i>	5 673	3 984	2 055	0,516	3 764	1 520	1 896	1,247
<i>de gros</i>	4 631	8 571	4 423	0,516	2 733	3 673	4 115	1,120
<i>de détail</i>	23 267	7 937	6 266	0,790	15 606	4 923	5 866	1,192
Services	46 201	7 483	5 897	0,788	28 633	4 501	5 331	1,184
<i>Hotels restaur.</i>	2 509	740	601	0,813	1 467	494	561	1,136
<i>Int. financière</i>	1 948	1 464	933	0,638	986	716	872	1,219
<i>S. aux entrepr.</i>	26 547	3 698	3 232	0,874	14 522	2 352	2 845	1,210
<i>Santé</i>	10 909	792	735	0,928	9 004	644	710	1,102
<i>Autres services</i>	4 288	789	396	0,502	2 654	295	343	1,162
Indéterminé	3 121	2 836	3 610	1,273	586	2 518	3 442	1,367
Total	99 169	40 184	28 409	0,707	61 527	21 964	26 425	1,203

La comparaison des déclarations de 2003 et de 2004 montre une forte progression du secteur des transports et communications (+27,4% contre 20,3% pour l'ensemble) et une plus faible croissance des chiffres d'affaires du commerce (+17,4%). La croissance apparente du secteur de l'industrie a été de 19,9% ; les branches qui ont le plus progressé ont été celle de l'industrie des métaux, machines et appareils (+29,2%), celle des meubles (+27,6%) et celle des industries des minéraux non métalliques

¹⁰ Les déclarations fiscales concernant les bénéficiaires industriels et commerciaux ne couvrent pas toutes les activités économiques. Elles ne comprennent pas en particulier toutes les activités de l'agriculture, de la construction, des services de logement, des services financiers et de l'éducation.

(21,2%). Quant aux chiffres d'affaires déclarés dans les services, ils ont augmenté de 18,4% dans l'ensemble, de 21% dans la branche des services aux entreprises.

Le tableau suivant présente les chiffres d'affaires déclarés des assujettis à la TVA en 2003 et en 2004, classés par secteur d'activité économique. Ils représentent en moyenne 72% du total des chiffres d'affaires. Cette part dépasse 90% dans certains secteurs. Du fait du contrôle plus serré auquel ces entreprises sont soumises, leurs déclarations reflètent plus fidèlement l'évolution de l'activité économique entre 2003 et 2004.

Tableau n° 7
Nombre d'établissements assujettis à la TVA
et chiffres d'affaires en 2003 et 2004 classés par secteur d'activité économique
(Les CA sont en milliards de LL)

Secteur d'activité	Nombre	Part dans les CA en %	CA 2003	CA 2004	04/03
Agriculture	47	43,8	54	63	1,166
Energie eaux	33	86,9	53	57	1,077
Industrie	2 051	90,3	2 609	3 174	1,216
<i>Alimentaire</i>	348	92,1	623	716	1,150
<i>Textiles, cuir, habillement</i>	200	82,1	151	165	1,094
<i>Min. non métalliques</i>	191	91,3	194	240	1,232
<i>Métaux, machines, app.</i>	349	90,7	451	593	1,315
<i>Bois, caoutchouc, chimie</i>	432	92,7	608	736	1,211
<i>Meubles</i>	164	87,3	179	231	1,292
<i>Autres</i>	367	87,9	404	493	1,222
Construction	756	91,0	857	969	1,131
Transp. comm.	603	89,3	725	946	1,305
Commerce	6 790	84,5	8 549	10 195	1,192
<i>de voitures</i>	1 243	90,2	1 371	1 744	1,272
<i>de gros</i>	1 614	88,7	3 257	3 717	1,141
<i>de détail</i>	3 933	79,7	3 922	4 734	1,207
Services	2 847	58,2	2 621	3 181	1,214
<i>Hôtels restaurants</i>	498	89,1	440	506	1,149
<i>Intermédiation financière</i>	45	18,4	132	182	1,384
<i>Services aux entreprises</i>	1 926	66,5	1 564	1 929	1,234
<i>Santé</i>	127	41,2	265	301	1,134
<i>Autres services</i>	251	74,4	220	263	1,198
Indéterminé	109	14,0	353	498	1,412
Total	13 236	72,0	15 822	19 084	1,206